

En route vers l'avenir : Évaluation de l'assistance en transferts monétaires pour les migrants sur la route migratoire du Sahel

*Recherche et enseignements tirés de la
région du Sahel*



REMERCIEMENTS

Samuel Hall et la Croix-Rouge britannique souhaitent exprimer leur reconnaissance et leur gratitude à toutes les parties prenantes, aux membres des communautés et aux individus qui ont partagé leurs expériences au profit de cette étude dans la région du Sahel. Leur participation et la coopération des points focaux du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que des partenaires de mise en œuvre dans les pays sélectionnés ont joué un rôle central dans le processus de recherche.

L'étude a été pilotée par les deux institutions afin d'assurer le contrôle de la qualité et de fournir un soutien en liaison avec les parties prenantes nationales et internationales. À la Croix-Rouge britannique, nous remercions les points focaux William Bougaire, Aziz Goza, Hamadjoda Mohamadou et Kevin Davies.

La recherche pour cette étude a été dirigée par Hervé Nicolle, Camilla Fogli et Juliette Samman, avec des contributions de Bünyamin Bektas et Serge Hounton à Samuel Hall ainsi que Heidi Gilert pour l'examen des documents et le processus de révision par les pairs.

L'étude a inclus du travail de terrain dans trois pays, en étroite collaboration avec des équipes de recherche basées dans ces pays. Nous remercions plus particulièrement les personnes suivantes :

Au Burkina Faso, Abdoul Kader Kouanda, point focal de la Croix-Rouge du Burkina Faso, et les chercheurs Professeur Dabiré Bonayi et Rasmata Dikienga.

Au Tchad, Ahmat Azaim Abdelkerim, point focal de la Croix-Rouge du Tchad, et le chercheur Allah-Kauis Neneck.

En Mauritanie, Mohamed Abdallahi El Ghallawi et Mohamed Elemine Matallah comme points focaux pour le Croissant Rouge Mauritanien, et le chercheur Abou M. Dieng pour Sarah Consulting.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Méthodologie et objectifs

Cette recherche - une collaboration entre la Croix-Rouge britannique et Samuel Hall - fournit des éléments probants sur les opportunités et les défis de l'intégration de l'assistance en transferts monétaires (CVA) comme modalité de soutien dans la programmation liée à la migration dans le contexte de la migration de transit au Sahel. Alors que les transferts monétaires sont devenus de plus en plus courants et populaires auprès des agences de mise en œuvre et des bailleurs de fonds, il existe peu de preuves de leurs effets et impact dans les programmes sur la migration, et encore moins dans les contextes de migration de transit.

Par conséquent, cette étude comble une lacune et analyse dans quelle mesure, et à travers quelle modalité, l'utilisation des transferts monétaires peut soutenir un transit sûr et une migration future. Cette recherche a étudié l'éventail des programmes actuellement mis en œuvre, à la fois du point de vue des praticiens et des migrants en transit au Sahel, ainsi que l'impact d'une telle assistance sur les décisions et les expériences de migration. Sur la base des données collectées, la recherche a tiré des leçons théoriques et pratiques des expériences actuelles, et a généré des recommandations pour informer la politique et la programmation de la Croix-Rouge britannique ainsi que son approche en matière de transferts d'argent pour les populations migrantes.

<p>Cartographie de l'assistance en espèces</p> <p><i>L'assistance en espèces actuellement fournie au Sahel répond-elle aux besoins des migrants ?</i></p>	<p>Évaluation de l'aide en espèces</p> <p><i>Quelle modalité et quel type d'assistance en transferts monétaires conviennent le mieux aux migrants en transit ? Quels sont les avantages et les inconvénients de chaque modalité du point de vue des migrants et des praticiens ?</i></p>	<p>Comprendre l'impact</p> <p><i>L'aide en espèces a-t-elle un impact ou une influence sur les décisions de migration ?</i></p>
--	---	--



Principales conclusions : 3 messages sur les transferts monétaires et la migration de transit

1. MALGRÉ UN ACCÈS LIMITÉ AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES, LES MIGRANTS EN TRANSIT PRÉFÈRENT L'ASSISTANCE EN TRANSFERTS MONÉTAIRES À L'AIDE EN NATURE

Dans les lieux étudiés, les migrants en transit sont confrontés à d'importantes difficultés pour accéder à l'aide, y compris aux transferts monétaires (CVA). Seul un faible pourcentage (moins de 20 %) des personnes interrogées a reçu une forme quelconque d'aide, l'assistance en nature étant la plus courante. Cependant, les migrants en transit ont exprimé une forte préférence pour l'aide en espèces (65%) en raison de sa polyvalence et de sa capacité à répondre à leurs besoins, en particulier pour soutenir les moyens de subsistance et l'autosuffisance. Malgré leur préférence, les programmes d'aide en espèces ciblés sur les migrants de transit sont rares, d'où un impact limité sur leurs moyens de subsistance. L'assistance en nature, plus répandue, semble avoir un effet plus important, probablement en raison de la prévisibilité associée à l'aide alimentaire et non alimentaire fournie aux personnes enregistrées.

2. DES STRATÉGIES DE TRANSFERTS MONÉTAIRES ADAPTÉES PEUVENT AIDER À RELEVER LES DÉFIS ET À RENFORCER L'AUTONOMIE DES MIGRANTS DE TRANSIT EN RÉPONDANT À LEURS BESOINS ET PRÉFÉRENCES SPÉCIFIQUES

L'utilisation des transferts monétaires pour les migrants en transit pose des problèmes d'identification, de confiance, de sécurité et de mise en œuvre. Il est difficile d'identifier et d'atteindre la population cible en raison de la grande mobilité, des problèmes de sécurité, du manque de soutien des autorités et des communautés locales, et de la confiance limitée des migrants vulnérables. L'évaluation des besoins des personnes à risque ajoute aux difficultés de mise en œuvre. Dans l'ensemble, les praticiens reconnaissent l'efficacité de l'argent liquide sans restriction par rapport aux modalités en nature ou restreintes, bien que son utilisation dans les programmes de migration soit limitée.

Il est essentiel d'adapter les mécanismes de distribution au contexte, comme le soulignent les praticiens qui notent le manque de souplesse dans le changement des modalités de transfert. Les migrants en transit indiquent qu'ils préfèrent l'argent liquide aux virements mobiles ou bancaires, parce qu'ils sont perçus comme immédiatement utilisables. Les préférences peuvent varier en fonction du lieu, de la vulnérabilité, des raisons du transit et de la facilité d'accès à l'aide.

3. LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ONT UN IMPACT PLUS IMPORTANT SUR LES EXPÉRIENCES DE MIGRATION QUE SUR LES DÉCISIONS DE MIGRATION

Les expériences des migrants en transit défient les catégorisations simples et les prises de décision rationnelles, soulignant l'impact complexe et non linéaire des transferts monétaires et de l'assistance sur les décisions de migration. Les transferts monétaires ont eu un impact positif sur l'expérience migratoire de la majorité des personnes interrogées, en répondant aux besoins de base et en améliorant les conditions de transit, en particulier pour les participants aux programmes. Cependant, l'impact sur les intentions de migration a été limité, particulièrement si l'intention de migrer ou de rester n'était pas déjà définie avant de recevoir l'assistance en transferts monétaires. En termes d'impact, l'assistance reçue a joué un rôle crucial dans l'amélioration des conditions de vie et le potentiel d'épargner en vue d'une migration future, soulignant l'intérêt des transferts monétaires pour faciliter une migration sûre et continue.



Recommandations

Pour exploiter pleinement le potentiel de l'assistance en transferts monétaires (CVA) à répondre aux divers besoins et préférences des migrants en transit, il est essentiel de créer un environnement propice aux programmes et à la collaboration le long des routes migratoires et des frontières. Cependant, la coordination et la collaboration entre les agences fournissant des services le long de ces itinéraires posent de nombreux défis, tant au niveau politique qu'opérationnel.

Les recommandations proposées s'articulent autour de la nécessité de relever ces défis aux deux niveaux, et sont guidées par une considération primordiale, à savoir la nécessité de passer d'une vision basée sur l'assistance fournie par et dans un seul pays (assistance basée sur le pays) à une vision plus holistique qui examine les étapes du voyage migratoire et les besoins spécifiques des individus à travers ces étapes (assistance basée en fonction de l'itinéraire).¹



Recommandations en matière de programmation : application d'une approche basée sur les itinéraires aux transferts monétaires dans le contexte migratoire

1. Planifier en fonction des besoins, préférences et mouvements des migrants

Pour assister les migrants de manière efficace, il est nécessaire de procéder à des évaluations contextuelles approfondies afin de comprendre leurs besoins spécifiques et les dynamiques affectant leur voyage. Cette compréhension permet d'élaborer des programmes d'assistance en espèces adaptés au contexte. La conception de l'assistance en espèces devra être différenciée en fonction des profils migratoires. Des programmes sur mesure devraient être élaborés pour les migrants de longue durée, afin de répondre à leurs besoins spécifiques en matière de conseils juridiques, d'assistance en espèces régulière et d'inclusion sociale. Il est essentiel d'impliquer directement les migrants dans la conception et la mise en œuvre de l'assistance en espèces, en tenant compte de leurs préférences et de la faisabilité du contexte. La cartographie des programmes d'aide en espèces existants tout au long du voyage, dans les pays voisins où les migrants prévoient de transiter, permettra de mieux coordonner et d'adapter les interventions le long de ces itinéraires, en tirant parti des ressources existantes et en les adaptant pour répondre aux besoins des migrants.

2. Intégrer des considérations de protection dans la programmation et la conception de l'assistance en transferts monétaires

Pour renforcer les capacités internes et garantir la compétence et la responsabilité du personnel, les organisations et le personnel impliqués dans l'assistance en transferts monétaires auront besoin d'une formation complète sur les droits des migrants, sur l'identification et la prise en compte des questions de protection, des préoccupations liées au genre et des risques psychosociaux, et sur la manière d'opérer dans des contextes de vulnérabilité sans perpétuer les abus ou les dynamiques de pouvoir. Il est essentiel que l'ensemble du personnel, tant sur le terrain que dans les bureaux, ait une compréhension de base des principes directeurs, de la législation pertinente et des voies d'orientation, afin de soutenir les droits et d'atténuer les risques auxquels sont confrontés les bénéficiaires des transferts monétaires tout au long de leur parcours migratoire et dans des communautés spécifiques.

¹ Le terme "itinéraire" est utilisé ici dans le sens de parcours, c'est-à-dire qu'il ne se réfère pas aux itinéraires de migration mais inclut plutôt les expériences nuancées des individus.

² Tout au long du rapport, la distinction est faite entre les migrants de longue durée et les migrants de courte durée sur la distinction entre les individus "mobiles" et "non mobiles" dans le contexte de la migration de transit. Cette distinction se reflète dans le barème échelonné entre la mobilité et l'immobilité développée par le réseau CaLP. Pour plus d'informations sur le profil des migrants de transit couverts par cette étude et l'échelle CaLP, voir l'annexe V.

3. S'orienter vers une programmation intégrée pour dépasser l'aide d'urgence et libérer le potentiel de l'assistance en espèces pour les migrants en transit

Pour répondre aux besoins divers et évolutifs des migrants, il est important de donner la priorité à une assistance multisectorielle et d'offrir des choix éclairés grâce à des formules "cash +" sur mesure qui vont au-delà des transferts monétaires seuls. Cela inclut des services supplémentaires tels que des conseils juridiques, un soutien aux moyens de subsistance et l'accès aux soins de santé, afin de permettre aux migrants de prendre des décisions informées concernant leur migration. L'expérimentation de différentes modalités d'assistance, leur intégration dans les programmes existants et leur alignement sur les initiatives nationales de protection sociale peuvent renforcer la collaboration et l'efficacité. La mise en place d'un cadre clair de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) impliquant les principales parties prenantes et l'adaptation régulière de ce cadre en fonction du retour d'information et des nouveaux besoins sont essentiels à la prise de décision éclairée et à l'amélioration des programmes.



Recommandations politiques : Les transferts monétaires au long du parcours migratoire

Gouvernement (central et local)

Chaque gouvernement de la région du Sahel aura besoin d'une législation qui permette aux migrants en transit d'accéder aux services financiers essentiels et de transférer de l'argent, tout en adressant les pratiques discriminatoires des banques. L'action des gouvernements sera également nécessaire pour améliorer l'infrastructure entourant les services financiers, compte tenu des limitations auxquelles sont confrontés les migrants. Plus précisément, des efforts devraient être faits pour améliorer les services numériques et bancaires, établir des partenariats avec des fournisseurs de services financiers et de téléphonie, et faciliter l'accès aux téléphones portables et aux services bancaires mobiles pour les migrants sans statut. En outre, il est essentiel de sensibiliser les migrants et les communautés locales à l'éducation financière et à l'objectif des programmes d'assistance.

Bailleurs de fonds internationaux

Les bailleurs de fonds internationaux doivent informer et sensibiliser leur personnel, les responsables gouvernementaux et les donateurs aux contributions que l'assistance peut apporter au soutien et à la protection des migrants en transit, tout en abordant les différents facteurs qui influencent les décisions de migration, et en soulignant que l'assistance en transfert monétaires n'est pas le seul, ni le principal, facteur déterminant de ces décisions. Ils peuvent partager des recherches, des études de cas et des témoignages pour mettre en évidence les multiples facettes de la migration, et le soutien que l'assistance en transferts monétaires peut apporter à une migration sûre. Les bailleurs de fonds peuvent utiliser leur rôle dans les groupes humanitaires pour plaider en faveur de l'intégration des considérations migratoires au sein des groupes de travail sur les transferts monétaires (CWG - *Cash Working Groups*) et de l'élaboration de lignes directrices spécifiques pour l'assistance en espèce des migrants. La collaboration avec les parties prenantes concernées doit être encouragée, afin d'assurer la coordination entre l'aide en espèces et les initiatives en matière de migration. L'évaluation régulière de l'impact de ces mesures est essentielle pour assurer une assistance efficace tout au long du parcours des migrants.

Clusters humanitaires

Les clusters humanitaires devraient donner la priorité à l'application du principe de non-agression, en établissant des mécanismes d'application et de redevabilité au sein du personnel. Cela implique une sensibilisation, une formation, l'élaboration de lignes directrices et de codes de conduite, la mise en place de systèmes d'information et le contrôle du respect des règles. La participation des communautés à l'élaboration de stratégies et de lignes directrices pour les programmes d'assistance en espèces destinés aux migrants est essentielle. En outre, il est crucial de défaire les idées reçues et de reconnaître l'autonomie des migrants. Il convient de promouvoir une compréhension nuancée de la migration, en reconnaissant l'agentivité des migrants et leur capacité à prendre des décisions informées en fonction de leur propre situation. Le renforcement de l'agentivité est après tout l'une des plus grandes forces de la programmation en transferts monétaires, dans la migration de transit comme dans d'autres contextes.

Photo 1 : Burkina Faso, opération de transfert monétaire



SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES 8

GLOSSAIRE 9

INTRODUCTION 11

1.1. Cadre et portée de la recherche 11

1.2. Méthodologie et limites 12

1.3. Définition d'un cadre conceptuel pour la recherche 14

1.4. Migration : contexte et tendances clés au Sahel 14

1.5. Aider les migrants en transit : quels défis ? 16

FOURNIR UNE ASSISTANCE EN ESPECES AUX MIGRANTS : RESULTATS OBTENUS SUR LE TERRAIN 17

2.1. Assistance en espèces et migration : cartographie des principaux acteurs et pratiques au Sahel 17

2.2. Le point de vue des praticiens 22

2.3. Le point de vue des migrants de transit 30

**ALLER DE L'AVANT : UNE APPROCHE BASEE SUR LES ITINERAIRES POUR L'ASSISTANCE EN ESPECES DANS LES
CONTEXTES MIGRATOIRES 46**

3.1. Conclusions et enseignements tirés 46

3.2. Recommandations 47

BIBLIOGRAPHIE 52

LISTE DES ACRONYMES

AMiRA	Action pour les migrants : Assistance basée sur l'itinéraire
CEE-ONU	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
CRB	Croix-Rouge britannique
CaLP	Partenariat pour l'apprentissage tout au long de la vie
TCC	Transfert conditionnel d'argent
CMR	Route de la Méditerranée centrale
CPP©	Processus de planification globale©
OSC	Organisation de la société civile
CVA	Assistance en espèces et sous forme de bons
CWG	Groupe de travail sur les transferts monétaires
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FDUEA	Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
FGD	Groupe de discussion
ICLA	Information, conseil et assistance juridique
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du pays
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
OIM	Organisation internationale pour les migrations
CICR	Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
KII	Entretien avec un informateur clé
MEAL	Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage
MPC	Transfert de fonds à des fins multiples
NFI	Articles non alimentaires
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
NS	Sociétés nationales
CRCR	Croix-Rouge et Croissant-Rouge
SSI	Entretien semi-structuré
TUC	Transfert inconditionnel de fonds
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
AOC	Afrique de l'Ouest et Centrale
PAM	Programme alimentaire mondial
WMR	Route de la Méditerranée occidentale

GLOSSAIRE³

Assistance en transferts monétaires (CVA)	L'assistance en transferts monétaires désigne tous les programmes dans le cadre desquels des transferts monétaires ou des bons d'achat de biens ou de services sont directement fournis aux participants aux programmes. Dans le contexte de l'aide humanitaire, le terme est utilisé pour désigner la fourniture de transferts en espèces ou de coupons d'achat à des individus, ménages ou communautés participantes, et non à des gouvernements ou à d'autres acteurs étatiques. Ceci exclut les rémittances et la microfinance dans les interventions humanitaires (bien que les institutions de microfinance et de transfert d'argent puissent être utilisées pour la livraison d'argent).
Transferts en espèces	Les transferts en espèces désignent la fourniture d'assistance sous forme d'argent - monnaie physique ou électronique - aux participants aux programmes (individus, ménages ou communautés). Les transferts en espèces sont, par définition, sans restriction en termes d'utilisation et se distinguent des modalités restreintes telles que les coupons et l'assistance en nature.
Conditionnalité	La conditionnalité fait référence aux conditions préalables ou qualifiantes qu'un participant aux programmes doit remplir pour recevoir un transfert monétaire ou un bon, c'est-à-dire les activités ou les obligations qui doivent être remplies avant de recevoir l'aide. Elle se distingue de la restriction qui ne concerne que la manière dont les transferts sont utilisés. La conditionnalité peut en principe être utilisée avec n'importe quel type d'aide en espèces, de coupons ou autre, en fonction de ses objectifs et de sa conception. ⁴
Argent mobile	L'argent mobile utilise les téléphones portables pour accéder à des services financiers tels que les paiements, les transferts, l'assurance, l'épargne et le crédit. Il s'agit d'une version dématérialisée d'une monnaie nationale qui peut être utilisée pour effectuer des paiements humanitaires en espèces.
Transferts d'espèces à usages multiples (MPC/TEUM)	Les transferts d'espèces à usages multiples (MPC) sont des transferts (périodiques ou ponctuels) correspondant à la somme d'argent nécessaire pour couvrir, totalement ou partiellement, les besoins de base et/ou de relèvement d'un ménage. Il s'agit de transferts d'argent conçus pour répondre à des besoins multiples, la valeur du transfert étant calculée en conséquence. Les valeurs de transfert des MPC sont souvent indexées sur les écarts de dépenses, sur la base d'un panier minimum de dépenses (MEB) ou d'un autre calcul monétisé du montant nécessaire pour couvrir les besoins de base. Tous les MPC ne sont soumis à aucune restriction en termes d'utilisation, car ils peuvent être dépensés comme le participant le souhaite. Les acronymes MPG (Multipurpose Cash Grant) et MPCA peuvent aussi être utilisés pour se référer à ce concept.
Sociétés nationales	Les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ou Sociétés nationales (SN), sont les 192 entités nationales du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elles sont composées d'un réseau de volontaires au niveau des communautés qui apportent un soutien sur le terrain à la suite de catastrophes humanitaires. ⁵
Migrants en transit	Les individus en migration de transit sont des migrants dans "une phase d'immobilité expérimentée dans le cadre d'un mouvement dans une direction migratoire spécifique" ⁶ avec "des aspirations à se déplacer dans un contexte d'immobilité involontaire". ⁷ Les migrants de transit ont une expérience non linéaire de la migration qui comprend des dimensions de temps, d'espace et d'interactions avec les communautés.
Rapport qualité-prix (VfM)	"Le VfM (Value for Money/Rapport qualité-prix) se réfère à l'utilisation optimale des ressources afin d'obtenir les meilleurs résultats pour les personnes touchées par une crise ou une catastrophe.
Coupons à valeur monétaire	"Un papier, un jeton ou un coupon électronique qui peut être échangé contre une quantité ou une valeur déterminée de biens ou de services, libellés soit en espèces (par exemple 15 dollars), en marchandises prédéterminées (par exemple 5 kg de maïs), en services spécifiques (par exemple la mouture de 5 kg de maïs), ou en une combinaison de valeurs et de marchandises. Les coupons sont restreints par défaut, bien que le degré de restriction varie en fonction de la conception du programme et du type de coupon. Ils peuvent être échangés auprès de vendeurs présélectionnés

³ Sauf indication contraire, toutes les définitions sont tirées de CaLP, 2021. Glossary of Terminology for Cash and Voucher Assistance.

⁴ CaLP, définition de travail, 2017

⁵ IFRC, 2023. About National Societies. Available at: <https://www.ifrc.org/who-we-are/international-red-cross-and-red-crescent-movement/about-national-societies>

⁶ Carling, 2002. Cité dans Üstübcici et al, 2022.

⁷ Schapendonk, 2012. Cité dans Üstübcici et al, 2022.

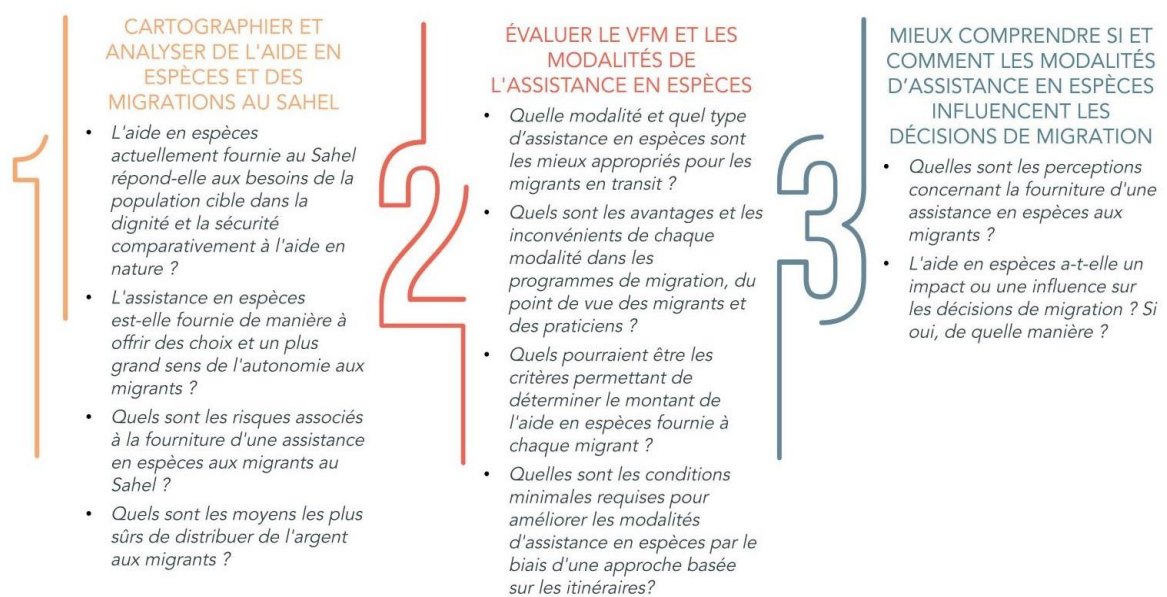
ou dans des "foires" créées par l'agence de mise en œuvre. Les termes "bons", "timbres" ou "coupons" peuvent être utilisés de manière interchangeable.

1. INTRODUCTION

1.1. Cadre et portée de la recherche

L'assistance en espèces a gagné en popularité auprès des acteurs humanitaires ces dernières années, car il est considéré qu'elle offre aux migrants une plus grande autonomie pour répondre à leurs besoins immédiats. L'intérêt croissant pour les interventions directes en espèces s'explique en grande partie par les études de cas et les recherches sur les expériences et les points de vue des migrants concernant les différents types de modalités d'assistance et leur mise en œuvre. Dans le contexte d'une analyse complète des préférences et des expériences des migrants en transit, la compréhension des défis, des avantages et des bonnes pratiques reste primordiale pour permettre aux acteurs humanitaires d'évaluer l'efficacité, la durabilité et les multiples facettes de l'assistance directe en espèces. C'est dans cette optique que Samuel Hall a été chargé par la Croix-Rouge britannique de mener une étude sur l'assistance en espèces pour les migrants en transit dans la région du Sahel. À cette fin, les recherches ont été menées dans six localités réparties dans trois pays du Sahel : le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. Plus précisément, le chercheur a visé l'atteinte de trois objectifs spécifiques par le biais d'une série de questions de recherche représentées dans le Visuel 1.

Visuel 1. Vue d'ensemble des objectifs clés et des questions de recherche connexes



1.1.1. Migration de transit : une note sur les concepts et la définition

En définissant et en abordant le concept de migration de transit, il est essentiel de prendre en compte les connotations historiques et politiques associées à ce terme, ainsi que les efforts déployés par les universitaires et les praticiens⁸ pour redonner vie au concept de migrants de transit afin de rendre compte de l'expérience unique que constitue le fait de se trouver à un stade intermédiaire de la migration.

Cette recherche adopte une approche globale pour comprendre les migrants en transit, en examinant leurs expériences en relation avec le temps, l'espace et l'interaction. En reconnaissant la non-linéarité de la migration, l'étude va **au-delà d'une vision simpliste des parcours des migrants comme une progression linéaire du départ à l'arrivée**. En revanche, elle prend en considération les motivations, les aspirations, les perceptions et les capacités qui influencent les migrants en transit au cours de leur processus de migration, par le biais d'une **approche typologique**. Cette approche permet d'explorer plus en profondeur les profils et les besoins des migrants en transit, tout en mettant en lumière leurs différentes expériences et conditions.

Il en résulte une définition des migrants de transit qui tient compte de la non-linéarité de la migration et reconnaît les réalités complexes et diverses auxquelles ces personnes sont confrontées au cours de leur parcours. Une telle définition s'éloigne de la vision de la migration comme origine et destination et s'appuie sur la notion d'intention, introduite par la

⁸ Voir Collyer, M., de Haas, H., 2012. Developing dynamic categorisations of transit migration: Categorisations of Transit Migration. Popul. Space Place 18, 468–481. <https://doi.org/10.1002/psp.635>

Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)⁹ dans une définition publiée dès 1993 dans un Bulletin des migrations internationales.¹⁰ En nous inspirant de cette définition, nous considérons l'**intention d'une personne de poursuivre ou de modifier son parcours comme une caractéristique déterminante de la migration de transit, indépendamment du statut ou de la durée du transit.**

1.2. Méthodologie et limites

Cette recherche menée par Samuel Hall a utilisé une approche mixte - avec des outils de collecte de données qualitatives et quantitatives. Des données quantitatives primaires et secondaires supplémentaires ont été collectées pour combler les lacunes de la documentation.

En étroite coordination avec la Croix-Rouge britannique et les sociétés nationales, l'équipe de Samuel Hall a mené une enquête en personne auprès des migrants en transit dans les six localités étudiées, accompagnée d'une phase qualitative importante par le biais de discussions de groupe et d'entretiens semi-structurés. Des données ont également été collectées auprès des praticiens afin de cartographier les types d'assistance fournis aux migrants, ainsi que l'impact, l'efficacité et les modalités de fourniture de l'assistance en transferts monétaires aux migrants dans les six localités. Des entretiens avec des informateurs clés, ainsi qu'une enquête en ligne, ont été réalisés, de même qu'une cartographie des parties prenantes dans chacun des trois pays concernés.

Tableau 1. Aperçu des outils et des échantillons atteints

Outil	Groupe cible	Échantillon final
Outils quantitatifs		
Enquête en ligne	Praticiens	127 praticiens ont été invités à participer à l'enquête, 20 réponses ont été reçues
Enquête en personne	Migrants en transit	401 au total (149 au Burkina Faso, 103 au Tchad, 149 en Mauritanie)
Outils qualitatifs		
Cartographie des parties prenantes	Praticiens	3, 1 par pays
Entretiens avec des informateurs clés (KII)	Praticiens	11 au total (pays au niveau régional)
Entretiens semi-structurés (SSI)	Migrants en transit	24 au total (8 par pays)
Discussions de groupe (FGD)	Migrants en transit et membres de la communauté	12 (4 par pays)

1.2.1. Stratégie d'échantillonnage

Deux types de répondants ont été identifiés comme la principale cible démographique de l'étude : a) ceux qui gèrent et administrent l'assistance en espèces (praticiens et experts impliqués dans ce domaine) et b) ceux qui ont reçu une assistance en espèces (migrants en transit). Des représentants des communautés d'accueil ont également été interrogés dans le cadre des groupes de discussion afin d'obtenir une vision plus nuancée de la manière dont l'aide en espèce affecte les migrants et les communautés locales.

⁹ "La Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) a été l'une des premières à fournir une définition de la migration de transit, la décrivant comme "une migration dans un pays avec l'intention d'y rechercher la possibilité d'émigrer vers un autre pays en tant que pays de destination finale". Üstübici A et al, 2022. Comparative Experiences of Transit Migration Management, MIGNEX Background Paper. Oslo : Peace Research Institute Oslo.

¹⁰ CEE-ONU, 1993. Bulletin des migrations internationales n.3, cité dans Üstübici A et al, 2022. Comparative Experiences of Transit Migration Management, MIGNEX Background Paper. Oslo : Peace Research Institute Oslo.

Visuel 2. Les trois phases de collecte de données, ciblant différents groupes démographiques



Les phases I et II, qui ont inclus l'évaluation des lieux et la cartographie des parties prenantes, ont été essentielles pour atteindre l'échantillon cible de migrants en transit (phase III) grâce à une stratégie d'identification à trois niveaux :

- I. Identification des localisations et des communautés clés à l'aide de données administratives ou géographiques
- II. Détermination des lieux au sein de la zone d'étude avec l'aide des informateurs clés
- III. Mobilisation des acteurs locaux et du réseau pour diversifier l'identification des migrants de transit

L'équipe de recherche a veillé à ce que la diversité (âge, sexe, handicap, type de déplacement et nationalité) soit prise en compte.

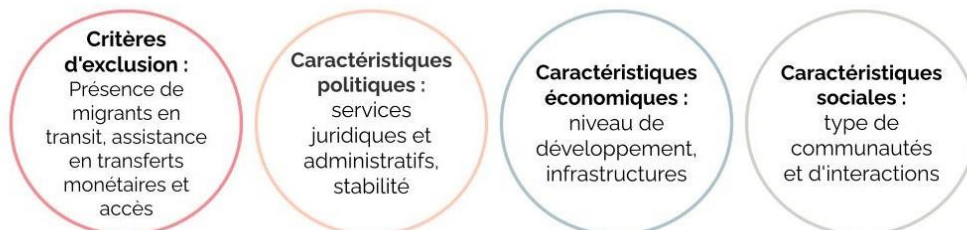
Pour les discussions de groupe et les entretiens semi-structurés avec les migrants, les personnes interrogées ont été identifiées par une méthode d'échantillonnage en boule de neige. **La priorité a été donnée aux répondants à l'enquête qui ont indiqué avoir reçu une assistance au cours de la phase quantitative.**

1.2.2. Sélection des lieux de l'étude

La sélection des lieux de l'étude a été un élément clé de la méthodologie, afin de faciliter l'identification des migrants de transit ayant des profils et une expérience de la migration différents. Une matrice de sélection des lieux a été créée par l'équipe de recherche pour évaluer trois à quatre localités par pays sur la base d'une série de critères présentés ci-dessous, ce qui a conduit à la sélection des localités suivantes :

- Burkina Faso : Bobo-Dioulasso et Ouagadougou
- Tchad : Abéché et Ati
- Mauritanie : Nouadhibou et Nouakchott

Visuel 3. Critères de sélection des localités



1.2.3. Limites

Malgré une stratégie d'échantillonnage robuste qui a permis aux équipes de recherche sur le terrain d'atteindre l'objectif fixé, l'identification des migrants de transit est restée difficile et a eu un impact sur la représentation de groupes spécifiques dans l'échantillon final. Ceci s'applique pour les migrants de courte durée qui, par essence, ne restent dans les localités que pour de brèves périodes. De plus, la question de la confiance et de la confidentialité a fait hésiter les migrants de transit à participer à l'étude ou à fournir des informations claires sur leurs intentions futures - en particulier ceux n'ayant pas de papiers.

Le faible nombre de répondants ayant déclaré avoir reçu une assistance en transferts monétaires (18%) a limité la possibilité de mettre en évidence des exemples concrets de bonnes pratiques. Les migrants qui n'ayant pas reçu d'assistance en transferts monétaires ont parlé de préférences plutôt que d'expériences vécues avec des interventions d'assistance directe. En outre, le manque de connaissances concernant le montant en espèces que les répondants pourraient potentiellement recevoir en tant que participants à un programme d'assistance en espèces peut avoir faussé les perceptions lorsque la question concernant les préférences en termes de modalités d'assistance a été posée.

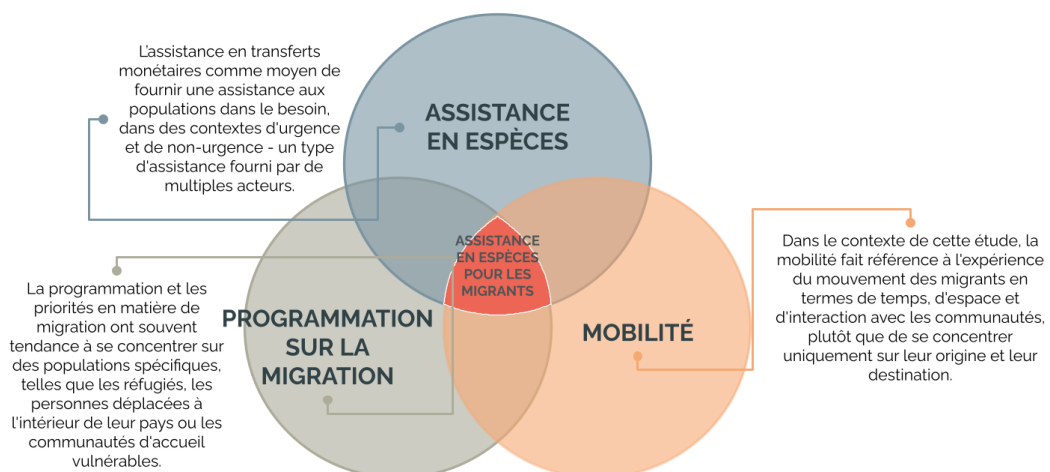
Représentation des femmes dans l'enquête, FGD et SSI

Dans certaines localités, il s'est avéré difficile d'assurer une forte représentation des sexes qui reflèterait la démographie des migrants de transit sur place. Alors que dans certains endroits, la taille réduite de l'échantillon de femmes migrantes de transit a reflété les réalités démographiques (Ati, Nouakchott), dans d'autres, la représentation des femmes a été insuffisante par rapport aux chiffres réels sur le terrain. Moins de disponibilité - le chevauchement avec le mois de Ramadan a été considéré comme un facteur multiplicateur au Burkina Faso, par exemple ; une présence moindre dans les espaces publics ; et la réticence à participer, en particulier en Mauritanie, ont eu un impact sur cette représentation. Dans le cas de Bobo-Dioulasso notamment, l'équipe de recherche n'a pas pu atteindre un groupe démographique féminin spécifique, constitué de travailleuses de nuit. Enfin, dans le cas de la Mauritanie, l'équipe de recherche quantitative n'était composée que d'enquêteurs masculins, ce qui aurait pu constituer un défi en termes d'accès aux femmes migrantes en transit.

1.3. Définir un cadre conceptuel pour la recherche

Le cadre conceptuel dans lequel cette recherche a été menée se caractérise par l'analyse de multiples niveaux qui, dans la pratique, ne sont pas nécessairement imbriqués les uns dans les autres.

Visuel 4. Les trois niveaux d'analyse



L'inclusion de la mobilité dans le cadre conceptuel en tant que niveau distinct de la programmation en matière de migration permet d'élargir la perspective sur le sujet. En effet, comme l'aspect mobilité est souvent négligé par la programmation dans le contexte de la migration, qui tend à répondre aux besoins des groupes ciblés dans un lieu ou à un moment précis, les migrants en transit échappent souvent à ces critères de sélection et, par conséquent, leurs besoins et défis uniques ne sont pas pris en compte de manière adéquate.

1.4. Migrations : contexte et tendances clés au Sahel

Encadré 1. L'assistance en espèces : une vue d'ensemble

L'assistance en espèces désigne la fourniture d'espèces ou de coupons à des populations spécifiquement ciblées, en fonction de critères de vulnérabilité prédéfinis, en tant que forme d'aide humanitaire. Pour englober les différentes modalités, les praticiens utilisent également le terme de transferts monétaires ou *Cash and Voucher Assistance* en anglais (CVA). L'utilisation des transferts monétaires est de plus en plus acceptée, systématique et populaire parmi les agences humanitaires et de développement ainsi que les bailleurs de fonds pour répondre aux besoins de base dans les situations de crise humanitaire prolongée, conduisant alors à des changements significatifs dans la façon dont l'aide est conçue et fournie.

Parmi les différents types et modalités de l'aide en espèces dans les situations humanitaires, trois approches communes se distinguent :

- I. **Transferts en espèces inconditionnels (UCT)** : Cette modalité consiste à fournir de l'argent directement aux participants, sans conditions ni restrictions. Elle leur offre flexibilité et autonomie, leur permettant de déterminer la meilleure façon d'utiliser les fonds en fonction de leurs besoins et de leurs priorités. Lorsque l'argent est fourni sans condition et sous forme de paiements directs, la terminologie de transferts monétaires "multi-usage" (MPC) peut généralement être utilisée pour indiquer que l'objectif du transfert monétaire est de couvrir des besoins multiples définis par le bénéficiaire.¹¹
- II. **Transferts en espèces conditionnels (CCT)** : Cette approche consiste à fournir une aide en espèces aux individus ou aux ménages qui remplissent des conditions spécifiques ou qui s'acquittent de certaines obligations. Il peut s'agir par exemple d'inscrire les enfants à l'école, de suivre des programmes de soins de santé ou de participer à des projets de travail communautaire.
- III. **Assistance sous forme de coupons à valeur monétaire** : Au lieu d'argent liquide, des bons sont distribués aux participants, qui peuvent les échanger contre des biens ou des services spécifiques. On parle également de transferts monétaires restrictifs, car l'utilisation de l'aide reçue est limitée à des biens ou des services prédéfinis.

En plus de ces programmes, il est également possible de mentionner "Cash plus", qui est une forme d'assistance en espèces cherchant à combler les lacunes supposées des interventions exclusivement en espèces ou à fournir une assistance complémentaire dans des domaines spécifiques, par exemple "Cash + services de nutrition". Pour ce faire, les programmes "Cash plus" fournissent de l'argent liquide en même temps que d'autres éléments d'assistance, qui peuvent induire des changements de comportement ou remédier aux contraintes liées à l'offre.¹²

Il est également fait référence à la **programmation de l'aide en espèces multimodale ou multi-usage**. Cela signifie que l'aide en espèces peut être fournie par le biais de différents mécanismes, notamment la distribution directe d'argent, les transferts d'argent par téléphone portable, les transferts bancaires, les bons et les cartes de débit prépayées. Certains programmes combinent différentes modalités afin de maximiser leur impact et de répondre à des besoins divers. Par exemple, une combinaison de transferts d'argent et de bons peut être utilisée pour garantir à la fois la flexibilité et le ciblage de l'aide. Le choix de la modalité et du mécanisme de distribution appropriés dépend de facteurs tels que le contexte, les objectifs du programme d'aide, les considérations logistiques, ainsi que les préférences et les capacités des participants. Les modalités d'assistance en espèces constituent un moyen souple et efficace de soutenir les individus et les communautés dans les situations humanitaires, en offrant aux participants du programme davantage de choix et d'autonomie et en leur permettant de répondre à leurs besoins immédiats et d'améliorer leur résilience.

La migration à travers la région du Sahel est traditionnellement associée aux routes vers l'Europe, bien que 70 à 80% de la migration en AOC soit intrarégionale.¹³ La migration vers l'Europe suit trois routes principales :

- La route de la Méditerranée centrale (CMR), formée à l'origine de trois sous-routes (Est, Centre et Ouest), converge vers la Libye ; elle présente le taux de mortalité le plus élevé (l'OIM a estimé que 82% des décès sur les routes au cours de la dernière décennie étaient survenus sur la CMR)¹⁴, les violations des droits de l'homme, et la contrebande¹⁵.
- La route de la Méditerranée occidentale (WMO) part de l'Afrique de l'Ouest et centrale (AOC) pour rejoindre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en passant par le Maroc. Bien qu'elle soit plus sûre que la CMR, davantage de contrôles ont été mis en place depuis 2018, ce qui réduit le succès de cette route.
- La route de l'Atlantique vers les îles Canaries, dont l'utilisation a considérablement augmenté à partir de 2020, est extrêmement meurtrière : on estime qu'il y a un mort pour 20 personnes qui traversent¹⁶. L'assistance humanitaire fait défaut tant pour les migrants qui cherchent à traverser que pour ceux qui reviennent après une tentative.

Les trois pays considérés sont des pays d'origine, de transit et de retour, sur ces routes vers l'Europe, mais ils sont aussi des pays de migration intrarégionale. Une série de profils migratoires - notamment des agro-pasteurs, des migrants économiques saisonniers et des personnes déplacées de force en raison de contextes sécuritaires instables, de conflits et d'événements liés au climat - contribuent aux mouvements à travers le Sahel, distincts de ceux à destination de l'Europe. Dans ce contexte, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie sont également des pays de destination permanente ou temporaire, que ce soit en raison de changements d'itinéraires (intentionnels ou involontaires) ou d'une intention initiale des migrants.

La grande insécurité qui règne au **Burkina Faso depuis** quelques années en raison des attaques menées par des groupes armés non étatiques contre les civils et les services publics¹⁷ et le coup d'État militaire de janvier 2022 - le quatrième en moins de deux ans,¹⁸ ont entraîné le déplacement interne de 1 719 332 personnes en septembre 2022, principalement vers

¹¹ UNHCR, 2018. Multi-Purpose Cash and Sectoral Outcomes: A Review of Evidence and Learning

¹² Roelen K et al, 2017. How to Make 'Cash Plus' Work: Linking Cash Transfers to Services and Sectors, Innocenti Working Paper 2017-10, UNICEF Office of Research, Florence.

¹³ Hargrave K, Anderson K, 2021, AMIRA Programme. Migration Rapid Context Analysis

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ UNHCR, 2022a. Burkina Faso Operational Updates. Available at: <https://reporting.unhcr.org/document/3571>

¹⁸ SSI, 2022. "Quelles sont les causes du coup d'État au Burkina Faso ?

les centres urbains.¹⁹ Le Burkina Faso accueille également 33 530 réfugiés, principalement du Niger et du Mali voisins, en raison d'un conflit prolongé et d'une fragilité politique.

Outre le nombre élevé de rapatriés qui transitent par le pays après avoir tenté de passer par la Libye, le **Tchad** compte de nombreux migrants en route pour le Golfe. En outre, il s'agit d'une destination pour les migrants saisonniers qui cherchent à travailler dans les mines d'or du nord du pays. Comme en Mauritanie, une partie importante des migrants s'installe de manière plus permanente, comme en témoigne la croissance de la population dans des villes telles qu'Abéché.²⁰ D'autres types de migration sont également présents dans le pays, avec plus de 90 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison des troubles politiques locaux²¹ et des inondations qui ont frappé le pays au cours de l'été 2022, ainsi que plus de 555 000 réfugiés en juin 2022 - principalement en provenance du Soudan, de la République centrafricaine, de²² et du Cameroun.²³

La Mauritanie est une destination pour les travailleurs migrants²⁴ et un pays d'accueil pour les réfugiés : en décembre 2022, le HCR a dénombré 106 545 réfugiés, dont plus de 90 000 originaires du Mali,²⁵ rassemblés principalement à Nouakchott et dans le camp de Mbera, à l'extérieur de Bassikounou. Ils s'ajoutent au nombre élevé de migrants qui, après avoir tenté la traversée vers les îles Canaries, retournent en Mauritanie, soit temporairement (dans l'attente d'une opportunité de retour dans leur pays d'origine), soit pour une période plus longue.

1.5. Aider les migrants en transit : quels sont les défis ?

La fourniture d'une aide en espèces aux migrants qui séjournent temporairement dans une zone de migration clé nécessite une approche bien calibrée et adaptée. La littérature révèle un certain nombre de défis :

- **Difficultés à cibler et à atteindre les groupes cachés ou invisibles** : Les plus vulnérables parmi les migrants de transit rencontrent souvent des difficultés à accéder à l'assistance.²⁶
- **Risques liés à l'accès aux services** : La peur des représailles et l'absence de documents administratifs rendent particulièrement difficile l'accès et le soutien aux migrants de transit.^{27,28} Comprendre correctement les risques encourus par les migrants lorsqu'ils tentent d'accéder aux services, et combler les lacunes telles que l'asymétrie d'information entre les praticiens et les participants du programme, sont deux éléments essentiels pour programmer et maintenir les interventions de l'assistance en transferts monétaires.
- **Obstacles juridiques et opérationnels à l'assistance** : Dus à a) des contraintes catalysées par les réglementations du pays de mise en œuvre ; b) les orientations des donateurs ; c) des difficultés d'accès aux services de transfert d'argent tels que les banques ; et d) des perceptions selon lesquelles la migration est soit encouragée, soit découragée.²⁹
- **Défis de coordination** : Le petit nombre de programmes ayant adopté une approche de l'assistance en transferts monétaires basée sur l'itinéraire a révélé les défis liés à la continuité de l'assistance pour les migrants en transit, tels qu'une compréhension limitée du contexte et une coordination difficile entre les différentes équipes nationales³⁰.

En tant que première étape pour informer les interventions programmatiques, cette recherche vise à confirmer les défis identifiés dans la littérature et à découvrir des preuves supplémentaires à prendre en compte dans la conception d'interventions pour aider les migrants en transit. La résolution des contraintes structurelles et contextuelles reste une priorité essentielle pour fournir des transferts monétaires aux migrants en transit dans le Sahel.

¹⁹ UNHCR, 2022a

²⁰ Collyer M, de Haas H, 2012.

²¹ UN News, "UN rights chief deplors deadly use of force against protestors in Chad", October 2022.

²² UNHCR, 2022b. The Price the World's Forcibly Displaced Could Pay. Available at: <https://reporting.unhcr.org/ukraine-situation/the-price-forcibly-displaced-could-pay>.

²³ UNHCR, 2022c. Chad: Factsheet on refugees from Cameroon. Available at: <https://reporting.unhcr.org/document/1917>.

²⁴ Collyer M, de Haas H, 2012.

²⁵ UNHCR 2023. Mauritania Map: Situation of refugees and asylum-seekers as of 31st December 2022. Available at: <https://reliefweb.int/map/mauritania/mauritania-map-situation-refugees-and-asylum-seekers-31-december-2022>

²⁶ Croix-Rouge britannique, 2020, Atteindre les " invisibles " : Vulnérabilité et accessibilité le long des routes migratoires

²⁷ Ibid.

²⁸ Hargrave K, Anderson K, 2021.

²⁹ IFRC and Croix Rouge du Niger, 2022. Cash and Voucher Assistance in migration contexts: voices of migrants in Niger

³⁰ Charlot C, Lamoure G, Malakooti A, Couason L, 2021. Final Evaluation of the Assistance to migrants: Route-based Approach (AMiRA) programme

Photo 2 : Croissant-Rouge de Djibouti, aide aux migrants (nourriture et eau), mai 2023, Aziz Goza / BRC



2. Fournir une assistance en espèces aux migrants : résultats du terrain

2.1. Assistance en espèces et migration : cartographie des acteurs et des pratiques clés au Sahel

Cette section donne un aperçu de la gamme, de la portée et des types d'aide financière apportée aux migrants, à la fois au niveau régional dans le Sahel et au niveau national dans les trois pays de l'étude, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. L'identification des acteurs clés et de l'assistance en espèces, des modalités et de l'impact dans ces contextes s'est appuyée sur une cartographie des parties prenantes et sur les expériences d'experts et de praticiens recueillies lors d'un certain nombre d'entretiens avec des informateurs clés (KII) et d'une enquête en ligne.

Conclusions principales :

- **PROGRAMMES** : Selon les données qualitatives, bien que les transferts monétaires soient largement utilisés dans la région, il existe peu (ou pas) de programmes offrant des transferts monétaires aux migrants et aux migrants en transit. Cela a été confirmé par les données de l'enquête, qui montrent que les migrants en transit ont reçu très peu de transferts monétaires, à l'exception des migrants qui relèvent du mandat du HCR.
- **IMPACT ET UTILISATION** : Dans la majorité des cas détectés, les transferts monétaires sont principalement utilisés pour les besoins de base et il n'existe aucune preuve de l'impact sur l'amélioration des conditions de transit et/ou la décision de migrer.

L'assistance en espèces est un moyen courant de fournir de l'aide dans la région du Sahel, avec de multiples acteurs impliqués dans la fourniture d'un soutien³¹. Cependant, il s'agit d'une assistance générale et non d'une assistance spécifique aux migrants ou dans le cadre de programmes de migration. D'après les entretiens menés et l'enquête

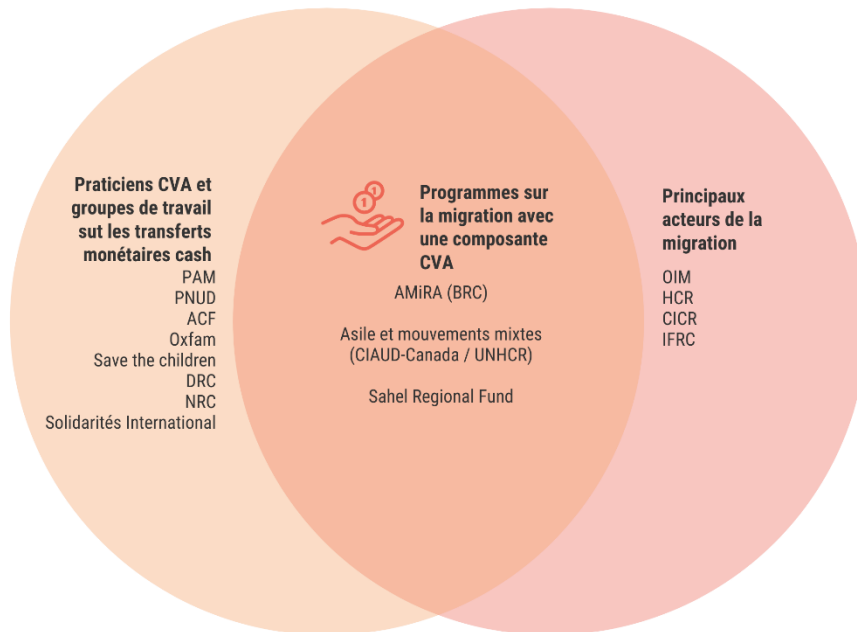
³¹ Un aperçu complet des parties prenantes cartographiées aux niveaux régional et national figure à l'annexe I.

électronique soumise aux experts et praticiens dans ce domaine, la majeure partie de l'argent liquide fourni au niveau régional est spécifique à un secteur, une grande partie étant consacrée à l'insécurité alimentaire, certaines organisations, telles que les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, fournissant également une assistance en argent liquide pour les besoins de base et à des fins multiples. L'enquête et les entretiens ont révélé **soit peu d'informations, soit des informations selon lesquelles il existe peu de programmes ciblant les migrants, en particulier ceux en transit dans le Sahel**, et un manque de données sur la quantité d'argent liquide effectivement distribuée aux migrants au niveau régional est apparu.³² Les principaux programmes ayant délivré des transferts monétaires aux migrants en transit au niveau régional depuis 2020, représentés dans la figure ci-dessous, sont le Programme AMiRA³³ et Asile et Mouvement Mixtes.³⁴

“ Certaines organisations tentent d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine et d'obtenir des résultats sur la manière dont elles peuvent réellement distribuer de l'argent liquide de manière appropriée dans certains secteurs particulièrement sensibles, et habituellement nous essayons d'avoir une approche mixte, où vous avez de l'argent liquide et peut-être une autre modalité, ce qui est typique. ”

Il existe certaines formes d'approches fondées sur les itinéraires dans l'assistance aux migrants, principalement basées sur la communication entre les pays pour surveiller les frontières et signaler les problèmes et les menaces potentielles pour la sécurité. Toutefois, il est très difficile de mettre en œuvre une véritable approche fondée sur les itinéraires pour aider les migrants en transit, en particulier ceux qui n'ont pas de statut, en raison des **problèmes liés à leur localisation et à l'évaluation de leurs besoins lorsqu'ils sont en déplacement, ainsi que de la réticence potentielle des migrants à s'inscrire pour obtenir de l'aide**, en raison de l'impression que cela pourrait les exposer à davantage de risques.

Visuel 5. Aperçu des principaux praticiens et parties prenantes travaillant sur la CVA et/ou la migration au niveau régional³⁵



³² KII_WCA_1

³³ Charlot C, Lamoure G, Malakooti A, Couason L, 2021.

³⁴ Ce programme mis en œuvre par CIAUD-Canada dans plusieurs pays, dont le Burkina Faso, cible les migrants qui relèvent du mandat du HCR ainsi que les migrants en transit, victimes du trafic ou présentant des niveaux élevés de vulnérabilité. Il implique une surveillance des frontières et est mis en œuvre dans différents pays de la région avec un suivi limité.

³⁵ Le Fonds régional pour le Sahel (*Sahel Regional Fund*) est un mécanisme qui finance des ONG nationales et internationales travaillant dans quatre pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Il vise à fournir une assistance multisectorielle intégrée aux personnes touchées par les conflits et l'insécurité, et la modalité d'assistance privilégiée est l'argent liquide, même si elle n'est pas exclusive. Voir <https://www.sahelregionalfund.org/>

Encadré 2. Groupes de travail sur les transferts monétaires

Un groupe de travail sur les transferts monétaires (CWG) est un forum créé pour faciliter la coordination entre les différentes parties prenantes sur l'assistance en transferts monétaires (CVA) dans le cadre d'une réponse humanitaire, soit au niveau national, soit au niveau régional, en fonction de la portée et de l'échelle de la réponse. La fonction principale des CWG est de fournir une plateforme technique pour promouvoir une approche collaborative de l'assistance en transferts monétaires pour les populations vulnérables à travers les secteurs concernés, ainsi que de faciliter la coordination, la promotion et l'apprentissage mutuel entre les membres et la planification stratégique des transferts monétaires, et de guider le partage et l'harmonisation des outils et des lignes directrices, en fonction du montant de l'aide apportée.

Les groupes de travail sur les transferts monétaires sont généralement créés dans le cadre d'une réponse à une crise humanitaire, telle que des inondations, une famine ou un conflit, et ne sont pas directement liés à la réponse aux mouvements de population - d'où le nombre limité de membres du groupe de travail sur les transferts monétaires qui distribuent l'aide aux migrants. Un CWG est actif au Burkina Faso³⁶ et au Tchad.

Source : Réseau Calp, <https://www.calpnetwork.org/community/cash-working-groups/>

2.1.1. Programmes et impact au niveau national

Burkina Faso

Les acteurs impliqués dans l'assistance aux migrants comprennent la Croix-Rouge burkinabé, l'OIM, le HCR et le gouvernement par le biais de ses ministères des Affaires humanitaires et des Affaires sociales et de l'initiative "Action sociale". Les entretiens avec les praticiens ont révélé que de nombreuses organisations travaillent en effet par l'intermédiaire du gouvernement pour fournir une assistance aux migrants, en particulier dans les endroits où elles ne sont pas présentes sur le terrain.

Alors que la Croix-Rouge burkinabé prépare une stratégie nationale financée par la Croix-Rouge britannique qui cible les migrants en transit et les rapatriés, notamment par le biais des transferts monétaires³⁷, les données montrent que **seules quelques organisations fournissent des transferts monétaires spécifiquement aux migrants en transit**. Dans la plupart des cas, l'aide se limite à répondre aux besoins à court terme des migrants, comme le paiement des cartes de communication et des factures de transport, et à distribuer des bons, principalement pour l'alimentation et la santé. L'importance d'inclure des activités pour les communautés d'accueil affectées par la migration a été jugée cruciale par la majorité des personnes interrogées dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de transferts monétaires pour les migrants en transit.

Voici les programmes de transferts monétaires pour les migrants qui sont mis en œuvre au Burkina Faso :

- La Croix-Rouge du Burkina Faso s'adresse à la fois aux migrants (70 % de la cible) et aux communautés d'accueil (30 %) - parmi lesquelles figurent les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays - et fournit des coupons pour la nourriture ou le paiement de factures pour les communications, le logement et la santé dans le cadre de son programme financé par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).
- Le *Catholic Relief Service* (CRS) fournit une aide en espèces et en nature aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil par le biais d'une mise en œuvre conjointe avec OCADES, la branche burkinabé de Caritas.
- Le Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement Canadien (CIAUD - Canada), partenaire de mise en œuvre du HCR, enregistre, assiste et oriente les migrants identifiés par la communauté, le personnel de terrain, les référents et les forces de sécurité. Ils ont enregistré plus de 17 000 personnes par le biais de leur programme en 2022, en se concentrant sur les migrants éligibles à la protection dans le cadre du mandat du HCR. CIAUD-Canada enregistre également les migrants en transit présentant une grande vulnérabilité.

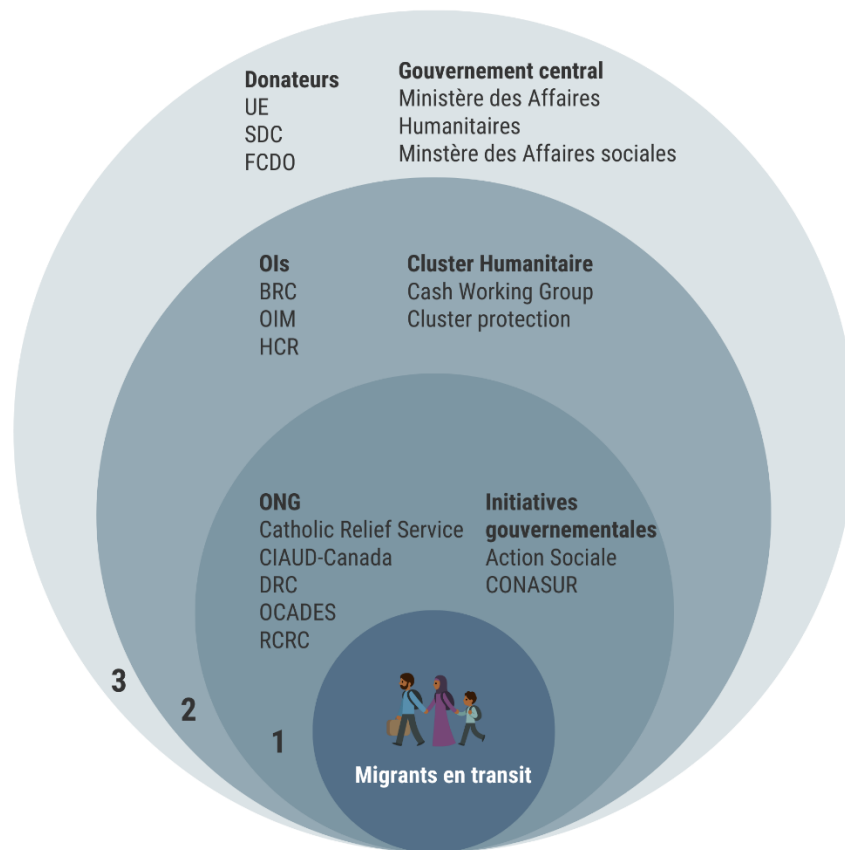
Si l'on examine de plus près les deux sites de l'étude, Ouagadougou semble recevoir relativement moins d'aide sous forme de transferts monétaires que les autres régions, une information confirmée par le rapport 2022 du *Cash Working Group* (CWG) et reflétée dans les transferts monétaires délivrés aux migrants. Sur les 77 personnes interrogées lors de notre enquête à Ouagadougou, 22% ont déclaré avoir reçu ou sont en train de recevoir de l'aide - cependant, aucune n'a mentionné avoir reçu des transferts monétaires. Dans le deuxième lieu de l'étude, Babo-Dioulasso, sur 72 personnes interrogées, seules 11 % ont déclaré avoir reçu une assistance dans le lieu actuel, y compris sous forme d'argent liquide pour 3 personnes interrogées. La Croix-Rouge du Burkina Faso fournit une aide en espèces dans les deux villes.

³⁶ Burkina Faso inter-agency cash working group, 2023. Tableau de bord bimensuel Septembre-Octobre 2022, available at

<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso/document/cwg-burkina-faso-le-dashboard-des-activit%C3%A9s-en-cash-au-bf-juillet-0>

³⁷ KII_BF_1

Visuel 6. Assistance aux migrants de transit, une carte de l'écosystème du Burkina Faso



- 1) Acteurs en contact direct avec les migrants / secteur social
- 2) Acteurs des secteurs de la migration et l'assistance en transferts monétaires au niveau national / acteurs humanitaires
- 3) Acteurs au niveau politique (décideurs) / donateurs et gouvernement central

Tchad

Au niveau national, l'**assistance aux migrants en transit est très limitée**. Toutefois, le groupe de travail sur les transferts monétaires est actif et les transferts monétaires sont utilisés par de nombreux acteurs (Oxfam, ACF, IRC, World Vision, ACTED, PAM et UNICEF). L'OIM et le HCR utilisent également les transferts monétaires. Les données qualitatives montrent que le HCR apporte, bien que de façon irrégulière, un soutien à certains réfugiés par le biais de transferts monétaires forfaitaires, d'allocations et de bourses d'études pour les étudiants réfugiés.

“

Par le biais de l'étude de fragilité, nous définissons les problèmes de santé, d'alimentation et de logement, puis nous nous intéressons à l'argent liquide.

”

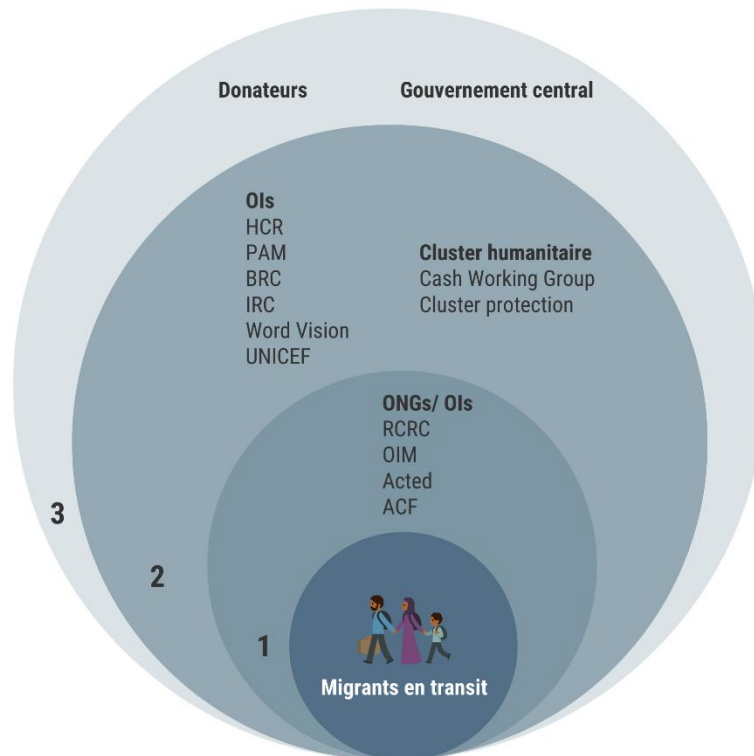
À Ati, l'un des deux sites étudiés, l'assistance aux migrants de transit est principalement fournie par la Croix-Rouge du Tchad, tandis que des organisations comme Caritas et les programmes du PAM ciblent les groupes vulnérables enregistrés, y compris

les communautés locales et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Dans cette localité, sur les 50 personnes interrogées, seules 4 % avaient reçu une assistance dans leur localité actuelle, dont 2 ont indiqué que la modalité était l'argent liquide. Dans le deuxième site de l'étude, Abéché, les données sont légèrement meilleures, puisque sur les 53 personnes interrogées, **34% avaient reçu une assistance sur leur lieu de résidence actuel**. Parmi eux, 12 répondants avaient reçu de l'argent liquide, qui était la modalité la plus utilisée.

La Croix-Rouge du Tchad (CRT) a récemment mis en œuvre un projet de migration financé par la Croix-Rouge britannique, visant à fournir une assistance sanitaire et une assistance en nature, à la fois alimentaire et non alimentaire, aux familles

d'accueil et aux migrants³⁸. Aucune modalité de transferts monétaires n'a été incluse dans ce projet, mais la CRT a mené des actions de plaidoyer visant, d'une part, les responsables locaux de la mise en œuvre des transferts monétaires afin qu'ils incluent les migrants de transit dans leur cible et, d'autre part, les donateurs potentiels afin qu'ils incluent les transferts monétaires dans les programmes ciblant les migrants de transit. Dans le cadre du projet, une base de données des migrants ayant reçu une assistance a également été créée, mais dans la plupart des cas, le suivi est difficile en raison de la mobilité des individus et des capacités limitées de suivi du projet.

Visuel 6. Assistance aux migrants en transit, une carte de l'écosystème du Tchad



- 1) Acteurs en contact direct avec les migrants / secteur social
- 2) Acteurs des secteurs de la migration et l'assistance en transferts monétaires au niveau national / acteurs humanitaires
- 3) Acteurs au niveau politique (décideurs) / donateurs et gouvernement central

Mauritanie

Dans le contexte national de la Mauritanie, le gouvernement mauritanien participe aux groupes de travail sur les transferts monétaires et est disposé à discuter de l'alignement, au sein du système de protection sociale, de l'aide humanitaire en espèces et de la protection sociale en général. Plusieurs programmes sociaux gouvernementaux soutiennent la population locale la plus vulnérable, y compris par des transferts d'argent liquide, avec le soutien du projet de la Banque mondiale sur les filets de sécurité sociale. Le "Registre Social" en Mauritanie, une entité gouvernementale, répertorie les ménages vulnérables et les agences gouvernementales (telles que Taazour, la Délégation Générale en charge de la solidarité nationale et de la lutte contre l'exclusion) ainsi que les acteurs humanitaires peuvent utiliser cette liste pour fournir une assistance de manière centralisée, bien qu'elle soit utilisée principalement pour des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition. La liste inclut les ménages réfugiés depuis 2021,³⁹ mais il est peu probable, et potentiellement dangereux, que l'assistance en espèces ciblant les migrants de transit soit centralisée par le gouvernement.

³⁸ KII_BF_1

³⁹ HCR, PAM, 2022. Soutenir l'inclusion des réfugiés dans le registre social.

En ce qui concerne l'assistance en espèces en Mauritanie, il convient de distinguer les deux principales populations cibles : la population locale, touchée par des chocs récurrents tels que les inondations, les sécheresses et l'insécurité alimentaire pendant les périodes maigres, et la population réfugiée, principalement liée à la situation au Mali. Les principaux acteurs fournissant une assistance en espèces aux réfugiés sont le PAM, qui fournit de l'argent, des bons ou de la nourriture en nature en cas d'insécurité alimentaire, le HCR, qui fournit de l'argent pour couvrir des services tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ou la création de moyens de subsistance, et le gouvernement, qui fournit également des transferts réguliers d'argent pour la sécurité alimentaire ou la protection sociale. En outre, des donateurs tels que l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale⁴⁰ sont également présents avec des projets qui fournissent des transferts d'argent aux réfugiés et aux communautés d'accueil. ACF, Oxfam et Save the Children se joignent également à eux.

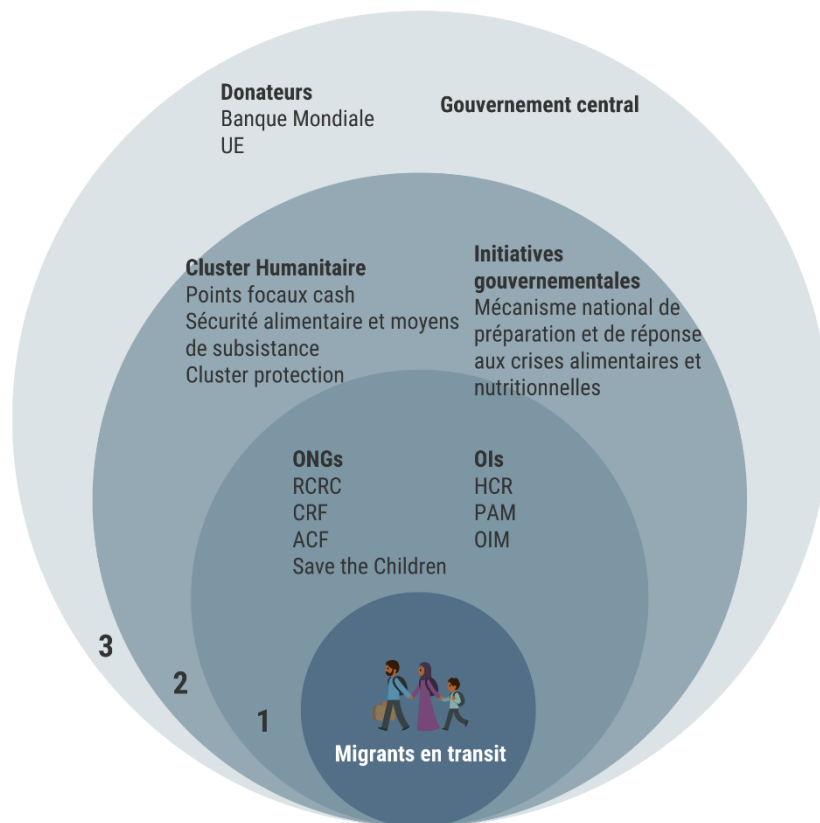
“

Nous procédons également à des distributions en nature, à la fois pour la population locale et dans le camp, mais je dirais qu'il s'agit à 70 % d'argent direct.

”

L'assistance aux migrants sans statut est principalement fournie par le HCR, l'OIM et la Croix-Rouge française, mais les informateurs clés n'ont pas précisé s'il y avait des composantes de transferts monétaires. Le Croissant-Rouge mauritanien dispose d'un programme d'appui pour renforcer sa capacité institutionnelle en matière de transferts monétaires et a mis en œuvre en 2022 de petites interventions de transferts monétaires en réponse à l'insécurité alimentaire et en ciblant les migrants.⁴¹ En ce qui concerne les données quantitatives, les résultats de l'assistance sont cohérents dans les deux localités. Sur les 75 personnes interrogées à Nouadhibou, 11% ont déclaré recevoir une assistance dans la localité actuelle. Parmi eux, 2 répondants ont mentionné l'argent liquide. De même, à Nouakchott, sur 74 répondants, 12% reçoivent une assistance dans leur localité actuelle, dont 7 reçoivent de l'argent liquide.

Visuel 7. Assistance aux migrants de transit, une carte de l'écosystème de la Mauritanie



- 1) Acteurs en contact direct avec les migrants / secteur social
- 2) Acteurs des secteurs de la migration et l'assistance en transferts monétaires au niveau national / acteurs humanitaires
- 3) Acteurs au niveau politique (décideurs) / donateurs et gouvernement central

⁴⁰ World Bank. Mauritania. Available at: <https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-adaptive-social-protection-program-trust-fund/country-work/mauritania>

⁴¹ Croissant-Rouge Mauritanien & Croix-Rouge Française, 2022. Projet " Fournir une assistance humanitaire intégrée aux migrants en situation de vulnérabilité dans les villes de Nouakchott et Nouadhibou ".

2.2. Le point de vue des praticiens

Conclusions principales :

- **L'UTILISATION ET LES OPPORTUNITÉS** : D'après les données recueillies, les acteurs humanitaires préfèrent travailler sur l'aide en espèces plutôt qu'en nature, avec une préférence pour les modalités sans restriction. Les praticiens interrogés considèrent que l'argent liquide inconditionnel et sans restriction est plus efficace dans la plupart des situations. En général, les groupes de travail sur l'argent liquide dans les trois pays donnent la priorité à l'argent liquide inconditionnel et sans restriction. Toutefois, d'après l'expérience des personnes interrogées et des praticiens, cela ne semble pas être le cas lorsqu'il s'agit de l'assistance de routine fournie aux migrants. C'est encore moins le cas pour les migrants en transit. Bien que les praticiens reconnaissent la valeur des transferts monétaires polyvalents pour couvrir de manière adéquate les besoins des personnes, ces préférences peuvent être limitées par le financement et la capacité de mise en œuvre opérationnelle, en particulier dans le contexte de programmes plus vastes conçus par les agences des Nations unies et fournis par les partenaires de coopération.
- **RISQUES ET OBSTACLES** : La fourniture de transferts monétaires aux migrants non enregistrés, tels que ceux en transit, est rendue difficile par un certain nombre de facteurs : y compris l'évaluation (par exemple, l'identification sur les lieux, la confiance, la pertinence perçue par les migrants), les modalités (par exemple, la flexibilité des modalités pour les besoins spécifiques des migrants et l'accès ou la continuité), la gestion des risques personnels ou organisationnels et la sécurité, la perception de la dépendance par les gouvernements nationaux entraînant un manque de soutien, et, dans certains cas, le manque de confiance de la part des migrants les plus vulnérables. Les agences font également état de difficultés d'accès aux personnes les plus vulnérables en raison de leur manque de confiance. En Mauritanie et au Burkina Faso, cette difficulté a été observée en particulier dans le cas des femmes migrantes en transit, y compris les travailleuses de nuit.

Cette section fait état des expériences des experts et des praticiens en ce qui concerne la conception, l'utilisation, les modalités et les préférences de l'assistance en espèces fournie aux migrants, tant au niveau régional dans le Sahel qu'au niveau national pour les trois pays de l'étude. Une attention particulière a été accordée à l'identification des principaux risques et obstacles rencontrés par les praticiens lors de la conception et de la mise en œuvre de l'assistance en espèces aux migrants.

2.2.1. Utilisation et opportunités

Les preuves de l'efficacité comparée de l'aide en espèces et de l'aide en nature ont été bien documentées dans la littérature,^{42,43,44} ainsi que les politiques des donateurs et des acteurs humanitaires qui privilégient l'aide en espèces par rapport à l'aide en nature, avec une préférence croissante pour les modalités polyvalentes.

Dans le même ordre d'idées, les **agences interrogées ont indiqué qu'elles préféraient majoritairement l'aide en espèces à l'aide en nature**, et ce pour plusieurs raisons.

- **Autonomie et choix** : L'une des principales raisons évoquées est que l'argent liquide offre aux participants plus d'autonomie, de dignité et de choix. Cela signifie que les gens peuvent prendre des décisions sur ce dont ils ont le plus besoin et qu'ils ont la possibilité d'acheter des articles qui répondent à leurs besoins spécifiques. En outre, l'argent liquide est plus efficace, car il permet d'éviter les coûts annexes tels que le stockage et le transport. **L'argent liquide permet également une plus grande flexibilité, ce qui est particulièrement important pour répondre aux divers besoins dans les situations d'urgence et de mobilité continue, où les besoins peuvent changer rapidement.**
- **Adaptations au COVID-19** : Dans certains cas, cette préférence découle de l'utilisation forcée de modalités d'assistance en espèces en raison du changement de contexte de la pandémie de COVID-19, qui s'est toutefois **avérée efficace pour soutenir les participants de manière pertinente**. Les enseignements tirés de cette expérience positive ont conduit les praticiens à donner la priorité aux transferts monétaires plutôt qu'à l'aide en nature après la levée des restrictions.
- **Opportunités contextuelles** : La **fourniture d'une aide en espèces dépend fortement du contexte national, des modalités et des besoins des groupes de migrants**. Conformément à la littérature, les praticiens s'accordent à dire qu'il est nécessaire de disposer de plus d'éléments probants sur "ce qui fonctionne, pour qui et pourquoi". Il existe peu d'évaluations d'impact rigoureuses et randomisées, qui distinguent l'impact de l'aide des moteurs sous-jacents de la pauvreté. Ceci est considéré comme particulièrement difficile en

“

Si nous parlons de personnes qui se déplacent, nous devons toujours penser au fait qu'elles ont besoin de la plus grande flexibilité possible, qu'elles doivent subvenir à leurs besoins. Les personnes qui se déplacent, nous ne savons pas exactement quels sont leurs besoins, parce qu'elles se déplacent et changent de contexte.

”

⁴² World Bank, WFP, 2022. Cash and In-Kind Transfers in Humanitarian Settings. A Review of Evidence and Knowledge Gaps.

⁴³ CALP, 2017. Cash or In-Kind? Why Not Both? Response Analysis Lessons from Multimodal Programming

⁴⁴ ICAI, 2017. The effects of DFID's cash transfer programmes on poverty and vulnerability: an impact review. Available at: <https://icai.independent.gov.uk/html-version/effects-dfid-cash-transfer-programmes-poverty-vulnerability/#section-5>

raison de la très faible fourniture de services de base adéquats, de l'accès aux moyens de subsistance et de l'éducation dans la région du Sahel. En outre, les transferts monétaires sont principalement fournis pour la sécurité alimentaire, la nutrition ou la protection sociale en raison des niveaux élevés d'insécurité alimentaire au cours d'une année donnée, qui sont maintenant de plus en plus liés aux impacts climatiques. Cela se reflète dans les données, certains informateurs clés ayant suggéré que l'argent liquide est plus efficace dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, le logement et le transport, reflétant les difficultés à traiter les problèmes liés à la pauvreté à plus long terme.

- **Programmation intégrée** : La fourniture d'une aide en espèces semble avoir des limites en ce qui concerne la résilience, bien que les praticiens soient favorables à l'adoption de méthodes suggérant de la combiner avec d'autres programmes pour renforcer la capacité des familles et des individus sur le long terme. Reflétant les limites des transferts d'argent liquide à court terme, qui ne peuvent répondre qu'aux besoins les plus élémentaires.

- **Protection : L'utilisation de l'argent liquide à des fins de protection peut être l'occasion d'apporter un soutien aux migrants et de les mettre en contact avec des services.** Les praticiens s'accordent à dire qu'elle devrait être mieux orientée dans ce sens. Il pourrait s'agir d'un point d'entrée ou d'une voie d'orientation



Oui, je considère que [l'assistance en transferts monétaires] est l'un des moyens les plus efficaces d'aider les gens à obtenir ce dont ils ont besoin, compte tenu de la diversité de leurs besoins.



permettant aux participants des transferts monétaires d'accéder aux soins de santé en fonction de leurs besoins spécifiques (par exemple, la santé mentale), mais aussi d'être orientés vers les mécanismes de signalement adéquats (par exemple, en cas de violence sexuelle et sexiste) et vers un soutien axé sur la protection (par exemple, la réinstallation par l'intermédiaire du HCR). Les praticiens ont souligné la nécessité de concevoir des programmes suffisamment souples pour répondre aux vulnérabilités spécifiques des migrants, tout en travaillant en étroite collaboration avec les communautés et les autorités locales pour veiller à ce que la fourniture d'une assistance en espèces ne crée pas de tensions dans les contextes des pays à faible revenu disposant de ressources publiques limitées. Enfin, au cours du travail de terrain, des cas de mauvaises pratiques sont apparus, soulignant le besoin urgent pour les organisations locales et internationales d'assurer une formation et un suivi adéquats du personnel sur le terrain, afin de s'assurer que le personnel est bien conscient des vulnérabilités et des besoins de protection et qu'il peut non seulement aider les participants correctement, mais aussi ne pas reproduire les dynamiques de pouvoir.

Finalement, la préférence pour l'assistance en transferts monétaires par rapport à l'aide en nature est déterminée par sa flexibilité, son efficacité et sa capacité à offrir aux participants une plus grande autonomie et une plus grande dignité.

2.2.1.1. Modalités

Cette section présente une vue d'ensemble des préférences et des expériences des praticiens travaillant dans le domaine de l'assistance en espèces dans la région et les pays concernés par l'étude. Deux tendances significatives se dégagent :

- **Conditionnel ou inconditionnel** : les deux types de transferts monétaires ont été utilisés de manière presque égale, avec une répartition d'environ 50/50. Toutefois, l'enquête a révélé que les transferts inconditionnels étaient considérés comme positifs dans l'ensemble, largement acceptés et appréciés par les praticiens, car ils offrent flexibilité et autonomie aux participants du programme.⁴⁵
- **Assistance en espèces à objectifs multiples** : généralement préférée aux coupons ou à l'argent liquide restreint pour les migrants, car elle permet de couvrir une plus grande partie de leurs besoins de manière flexible⁴⁶. Ce modèle est également considéré comme avantageux car, il permet de contourner partiellement les difficultés liées à l'évaluation des besoins réels du participant.

En ce qui concerne les préférences et les expériences en matière de méthodes de distribution, il a été souligné qu'elles sont strictement liées au contexte opérationnel et qu'elles devraient dépendre des préférences des participants, notamment de leur mobilité, de leur accès aux services, de la couverture du réseau téléphonique, de la présence d'institutions de microfinance ou de banques et de la capacité du marché local. L'accès aux marchés avec des prix compétitifs est également important lors de la fourniture de transferts monétaires continus.

⁴⁵ Dans l'ensemble, ces résultats donnent un aperçu des types d'aide et de services les plus couramment utilisés et préférés par les personnes travaillant en Mauritanie, étant donné que, selon les données recueillies, la majorité des personnes interrogées travaillent en Mauritanie.

⁴⁶ KII_WCA_2

Dans l'ensemble, les méthodes de distribution suivantes ont été retenues :

- **Transferts mobiles et bancaires** : Les transferts mobiles et bancaires sont des options viables pour l'assistance en espèces, en fonction de l'inclusion financière et de la disponibilité des services. Ils sont appréciés pour la sécurité qu'ils offrent aux praticiens et aux participants, et pour les risques limités de détournement de fonds. Toutefois, ils ne constituent pas une décision efficace en termes de rapport qualité-prix s'il s'agit d'une aide ponctuelle ou à court terme, car les coûts de distribution sont plus élevés.
- **Argent liquide** : l'enquête électronique soumise aux praticiens a révélé que, parmi les différents types de transferts monétaires, **l'argent liquide est le plus couramment utilisé**, et les agences ont généralement le contrôle total de leur livraison en échange de produits (alimentaires) convenus à l'avance.
- **Coupons** : les informateurs clés ont suggéré que **les coupons ouverts pour les produits de base conviennent aux populations déplacées stables qui ont besoin d'un soutien spécifique**. Les agences ont une expérience établie de la fourniture de coupons de produits alimentaires, puisqu'elles soutiennent souvent les contrats des négociants du marché pour fournir les produits nécessaires en cas de livraison dans une zone reculée.

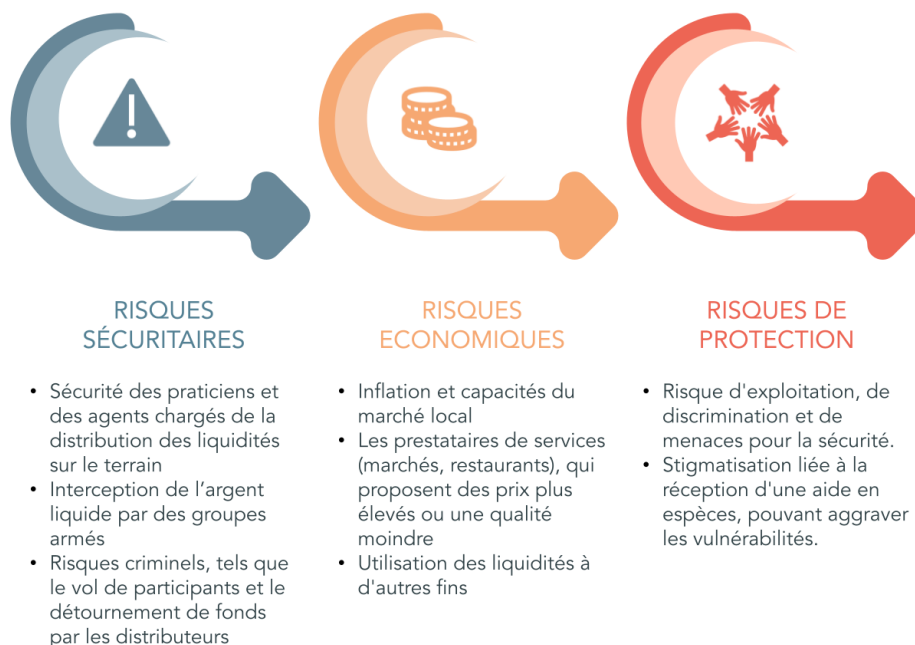
Les facteurs spécifiques au contexte détermineront la forme et les modalités de l'assistance en espèces la mieux adaptée aux migrants en transit. Selon les praticiens interrogés, il n'existe pas de solution unique et le type et les modalités de l'assistance en espèces doivent être adaptés au contexte du pays et au profil des participants du programme. Cela dépend de la capacité d'une organisation à fournir une gamme d'activités de transferts monétaires, ainsi que des considérations d'échelle. Les risques et les obstacles décrits ci-dessous, tels que la **sécurité, l'accès aux services et l'acceptation par les communautés locales, sont essentiels à la faisabilité des transferts monétaires et doivent être évalués** et pris en compte lors de la conception des programmes. Il a également été noté que l'assistance en espèces conditionnelle et inconditionnelle peut être appliquée, en fonction du contexte, du profil du participant et des objectifs du projet.

2.2.2. Risques et obstacles

Bien que l'assistance en espèces offre un plus grand choix et une plus grande autonomie aux migrants que l'assistance en nature, les praticiens et les migrants eux-mêmes ont exprimé des inquiétudes quant aux risques associés à la distribution d'argent aux migrants dans la région du Sahel. **Cette section présente une typologie des risques et des obstacles** que les recommandations aborderont ensuite, afin d'éclairer la programmation future.

“ Chaque migrant a un contexte différent, une situation différente, et je pense donc que nous devrions vraiment nous concentrer sur l'individu et non sur la tendance générale. ”

En ce qui concerne les risques identifiés, ils peuvent être regroupés selon ce schéma :



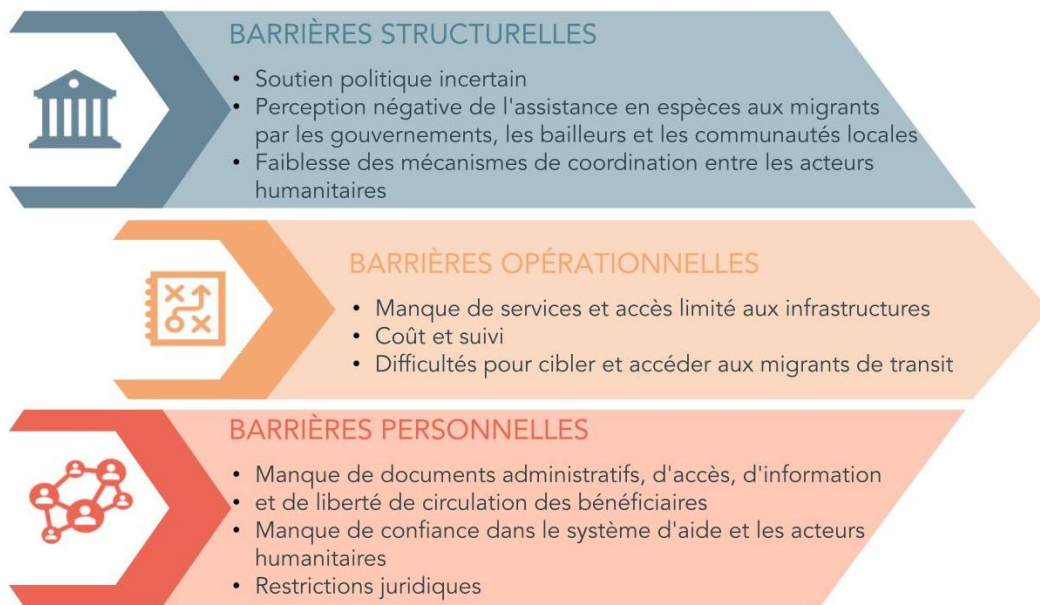
Insécurité et conflits : La région du Sahel se caractérise par une insécurité et des conflits permanents, qui font peser un risque important sur la distribution et l'efficacité de l'aide financière. Les praticiens ont indiqué que les distributions d'argent pouvaient être la cible de groupes armés et que la présence d'armes lors des distributions pouvait créer un sentiment d'insécurité chez les participants du programme. Par ailleurs, l'argent liquide peut être considéré comme plus discret pour les participants, bien que cela dépende d'une analyse des conflits locaux.

Capacité des marchés locaux : Les praticiens ont également identifié des limites dans la capacité des marchés locaux à répondre à la demande, en particulier si les chaînes de marché sont perturbées dans les zones touchées par un conflit ou éloignées, avec un risque d'inflation. Dans le cas des bons, les praticiens ont mentionné les risques potentiels liés au manque de transparence ou d'honnêteté des fournisseurs, qui pourraient offrir une qualité moindre ou augmenter les prix en raison de leur monopole sur le marché.

Utilisation de l'argent liquide : Plusieurs risques sont également associés à l'utilisation de l'aide en espèces, en particulier les transferts monétaires inconditionnels et sans restriction, notamment la possibilité que l'argent soit utilisé à d'autres fins - les praticiens craignent que l'argent soit utilisé par les migrants pour poursuivre leur parcours migratoire, y compris en finançant les passeurs.

Problèmes de protection : Les programmes de transferts monétaires peuvent contribuer à accroître la visibilité de la population cible, et donc potentiellement l'exposer à de nouveaux risques.⁴⁷ Dans le contexte de la migration en particulier, et donc en ciblant les populations vulnérables comme les migrants de transit, les praticiens ont donc souligné l'importance de s'assurer que les participants ont accès au soutien d'une manière qui ne les expose pas et qui évite qu'ils ne soient étiquetés comme vulnérables par les communautés locales.

Les barrières et obstacles récurrents qui sont apparus peuvent être classés selon les niveaux suivants :



Un soutien politique instable : Dans la région du Sahel en particulier, des considérations politiques telles que la crainte d'encourager les migrations et les préoccupations en matière de sécurité doivent être prises en compte. C'est pourquoi plusieurs entretiens ont fait état de l'interdiction par les gouvernements de l'utilisation des transferts monétaires dans la région, y compris la récente interdiction imposée au Burkina Faso en raison de préoccupations concernant les acteurs armés non étatiques, mais aussi d'autres cas au Cameroun, au Nigeria et en République démocratique du Congo.⁴⁸ En outre, l'utilisation de l'aide en espèces est un facteur qui influe sur la perception de l'aide humanitaire destinée à répondre à des besoins immédiats. Le soutien des liens avec les systèmes nationaux, tels que les systèmes de protection sociale, peut être considéré comme une stratégie potentielle pour fournir une assistance cohérente et

“ La distribution d'argent aux migrants n'est pas très bien perçue par les gouvernements de certains pays, car ils considèrent que donner de l'argent aux migrants revient à soutenir la migration et à aider les migrants, alors qu'ils essaient, par leurs politiques, de repousser les migrants [...]. ”

⁴⁷ KII_WCA_3_Donateur

⁴⁸ KII_WCA_1

prévisible par le biais de cadres nationaux établis. Cependant, cela impliquerait une stratégie intégrée et à long terme, ce qui est nettement moins réaliste dans les zones instables, où les systèmes de protection sociale sont encore insuffisants pour soutenir adéquatement les groupes vulnérables et ne peuvent donc pas inclure les migrants en transit ou ceux en situation irrégulière. Dans ce cas, l'aide humanitaire devient essentielle pour compléter les systèmes existants et apporter un soutien à ceux qui en sont exclus.

Faible coordination au niveau opérationnel : Les organisations humanitaires, les gouvernements et les communautés locales travaillent avec différents types de financement de projets, ce qui ne permet pas toujours l'alignement et la coordination. La nécessité de travailler avec les autorités nationales et infranationales et les chefs de communautés pour garantir la transparence à tous les stades, le partage des informations et des ressources, ainsi que la collaboration étroite avec les acteurs locaux pour identifier et répondre aux besoins spécifiques des migrants dans la région, constitue une complication supplémentaire. L'importance pour les donateurs et les organisations internationales de travailler avec les autorités, et non de manière isolée, a également été soulignée, ainsi que la nécessité d'aligner les programmes d'aide financière sur les programmes nationaux, lorsque cela est possible sur la base d'une analyse des risques et lorsque cela ne va pas à l'encontre des principes humanitaires. L'accent mis sur l'alignement souligne l'aspiration à un financement cohérent à long terme plutôt que de se concentrer uniquement sur des objectifs d'aide à court terme. En outre, il est apparu que si les groupes de travail sur l'argent liquide fournissent des stratégies et des orientations pour la programmation des transferts monétaires au niveau national conformément aux politiques nationales, ces efforts ciblent les communautés d'accueil ou les migrants en situation d'urgence prolongée plutôt que les migrants en transit.

Le manque de services et d'infrastructures de distribution d'argent : Selon les FGDs, le manque de services ou d'infrastructures de distribution constitue un obstacle à la distribution plus systématique et plus sûre d'argent liquide. Il s'agit, par exemple, de l'absence de carte SIM locale, de la faiblesse du réseau téléphonique ou de la faible couverture des banques et des institutions de microfinance. Les praticiens ont mentionné des barrières à l'accès aux services, tels que le manque d'infrastructures et de réseaux de transport, qui peuvent rendre difficile la distribution d'argent dans les zones reculées, ainsi que de denrées alimentaires. En outre, les praticiens ont indiqué qu'il était nécessaire de renforcer l'éducation financière et le soutien afin que les migrants comprennent pourquoi ils reçoivent de l'argent et qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur la manière de l'utiliser.

Obstacles à l'accès aux migrants de transit ayant besoin de services d'aide : L'un des principaux obstacles signalés est le manque de documentation et la difficulté d'accès aux migrants de transit, ce qui rend difficile l'apport d'une aide efficace. Lorsque les populations migrantes sont très mobiles, il est difficile d'identifier ceux qui pourraient avoir le plus besoin d'aide. En particulier s'il ne s'agit pas d'un migrant de longue durée enregistré. De même, les migrants peuvent se déplacer à l'intérieur des pays et traverser les frontières pendant la saison agricole pour trouver de la main-d'œuvre à court terme, même si c'est de manière illégale. Selon la Croix-Rouge britannique, le manque d'information et de liberté de mouvement des participants s'accompagnent souvent d'un manque de confiance dans les acteurs humanitaires, les migrants craignant d'être identifiés par les autorités s'ils entrent en contact avec des ONG, et donc d'être réprimés ou expulsés.⁴⁹ Cela montre à quel point il est complexe de mettre en place des programmes visant à cibler les migrants qui tentent d'opérer sous le radar des autorités par crainte de représailles.

“

C'est un peu contradictoire, même avec les donateurs, nous aimerions soutenir les migrants, nous assurer qu'ils survivent et qu'ils gardent leur dignité [...] Et en même temps, nous avons des politiques qui repoussent certaines de ces personnes et essaient de ne pas leur donner les soins appropriés.

”

Manque de coopération entre les secteurs : Afin de cibler correctement les migrants en transit, il est nécessaire que les interventions en matière d'argent liquide et de migration soient alignées, ce qui, selon les informations partagées par les praticiens, n'est pas toujours le cas dans la région du Sahel, où une disjonction entre les programmes de migration et l'assistance en argent liquide émerge, en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le **défi de la coordination et de la coopération entre les acteurs impliqués** dans la résolution de problèmes migratoires spécifiques. Les efforts visant à améliorer les conditions des migrants en transit et à répondre à leurs besoins primaires par la fourniture d'une assistance en espèces, dans le cadre d'une réponse humanitaire, manquent souvent de communication ou de coopération entre eux. Deuxièmement, les **fournisseurs d'aide financière peuvent avoir une connaissance et une compréhension limitées des circonstances spécifiques et des vulnérabilités des différents profils**, et les risques qu'ils rencontrent peuvent ne pas être pleinement reconnus ou pris en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'aide financière. Troisièmement, il existe des **problèmes réglementaires et opérationnels au niveau national qui peuvent entraver l'intégration de l'assistance en espèces dans les réponses aux migrations**. Les cadres juridiques, les mécanismes de financement et les structures institutionnelles ne s'alignent pas toujours efficacement, ce qui crée des obstacles à la collaboration entre les acteurs de la migration impliqués dans l'assistance en espèces.

⁴⁹ CaLP, 2020. "Supporting the linkages between humanitarian cash and voucher assistance and national social protection systems: Tip sheet for Cash Working Groups (CWG) and Inter-Cluster Coordination Groups (ICCG)." Cash Learning Partnership, London.

2.2.2.1. Opportunités et défis au niveau national

Burkina Faso

Parmi les risques susmentionnés, **l'utilisation de l'argent liquide à des fins autres que les objectifs du projet d'assistance** est particulièrement importante au Burkina Faso.⁵⁰ Les informateurs clés s'accordent à dire qu'il s'agit d'un point particulièrement sensible, notamment en raison des préoccupations du gouvernement concernant l'utilisation de l'argent liquide pour financer des activités illégales ou des groupes armés dans des régions où l'accès au contrôle est limité. Pour cette raison, **les personnes interrogées ont indiqué que les coupons étaient plus sûrs**, mais qu'ils ne pouvaient pas répondre à tous les besoins - des modalités combinées, où l'on donne de l'argent pour la nourriture et où l'on paie la facture pour le transport, par exemple, sont appliquées par les praticiens dans ce contexte.

Compte tenu du contexte changeant, en particulier du point de vue de la sécurité, **les besoins évoluent rapidement et une évaluation des données en temps réel avant chaque projet est à la fois difficile et nécessaire**. De même, dans un contexte d'inflation, les praticiens ont été très attentifs à l'importance de prendre en compte et de suivre la disponibilité des marchés, en veillant à ce que l'argent injecté dans le cadre des programmes d'aide ne finisse pas par affecter les prix. À cet égard, l'important travail de coordination réalisé par les CWG pour ajuster les montants versés au MEB et à l'inflation a été souligné - cependant cet effort d'harmonisation ne prend pas en compte les besoins spécifiques des migrants en transit. Dans le même ordre d'idées, lors de leurs entretiens, certains informateurs clés ont exprimé leur inquiétude quant à l'instabilité persistante de la situation et au manque de soutien politique (renouvelé) pour les actions humanitaires. Parmi les facteurs qui contribuent à cette situation, il semble qu'il y ait l'absence d'une loi nationale sur les transferts monétaires ou d'un cadre politique, ce qui fait que **les projets et les programmes d'assistance doivent être soumis et autorisés par les autorités nationales et locales au cas par cas, sans aucune garantie de continuité**. Cette situation est souvent source de frustration et d'incertitude pour la planification à long terme. À cet égard, l'un des informateurs clés a déclaré qu'avant les récents développements, y compris le coup d'État de 2022, la coordination entre le gouvernement et les acteurs humanitaires était relativement fluide et mise en œuvre par le biais du mécanisme de coordination gouvernemental CONASUR.⁵¹

En termes de modalités, **les transferts mobiles sont plus réalisables à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso que dans les autres localités étudiées**, car elles présentent une bonne couverture à la fois des réseaux mobiles et des points de retrait. Ceci a été confirmé par les résultats de l'enquête, puisque ce sont les localités où les répondants ont la plus grande préférence pour les transferts mobiles.

Tchad

Les difficultés rencontrées par les migrants comprennent les **barrières linguistiques, le manque de logement**, car de nombreuses familles d'accueil sont elles-mêmes confrontées à la pauvreté et à la vulnérabilité, et, dans certains cas, **le traitement injuste de la part de la police**. Ces facteurs augmentent la difficulté d'accéder aux migrants de transit pour leur fournir une assistance, y compris en espèces, car ils sont volontairement ou non invisibilisés. Étant donné que l'assistance, et en particulier l'assistance par les transferts monétaires en espèces, **accroît la visibilité** des personnes à risque et facilite donc leur identification par des personnes qui peuvent avoir de mauvaises intentions et profiter d'elles, les praticiens doivent mettre en œuvre des mesures d'atténuation. La situation socio-économique extrêmement difficile du Tchad joue certainement un rôle dans l'augmentation de ces risques, ainsi que dans les perceptions (négatives) entourant l'assistance en espèces fournie à certaines populations.

En termes d'obstacles, **les modalités de distribution constituent un défi majeur**. Bien que la distribution directe d'argent liquide augmente la visibilité et les autres risques - y compris le risque de vol, car la faible couverture bancaire oblige les distributeurs à parcourir de longues distances pour atteindre les groupes cibles, il y a peu d'options alternatives au Tchad en dehors des grandes villes en raison de la faiblesse des infrastructures et de l'interconnexion avec les fournisseurs de services financiers. La distribution par l'intermédiaire de fournisseurs de microfinance peut minimiser les contacts et les risques, à condition que le système fasse l'objet d'un suivi approprié en ce qui concerne le risque fiduciaire ; les transferts mobiles constituent également une option flexible, mais la couverture peut être inégale.

⁵⁰ KII_BF_1

⁵¹ UN Spider. Burkinabe Council for Emergency Relief and Rehabilitation (CONASUR). Available at: <https://www.un-spider.org/burkinabe-council-emergency-relief-and-rehabilitation-conasur>

Mauritanie

Dans l'ensemble, les praticiens interrogés en Mauritanie ont confirmé un grand nombre de préoccupations et d'obstacles rencontrés dans d'autres pays et au niveau régional. Parmi les spécificités de la Mauritanie, les informateurs clés et les migrants ont souligné la **difficulté de compter sur les prestataires de services pour l'utilisation des coupons** - car ils dépendent de fournisseurs locaux qui pourraient adopter des pratiques déloyales telles que la modification des prix ou de la qualité pour profiter des gens.

Comme au Tchad, la **couverture des réseaux bancaires et mobiles est limitée aux grandes villes**, mais le Croissant-Rouge mauritanien indique actuellement qu'**il souhaite passer de l'argent liquide à des transferts par l'intermédiaire de fournisseurs de services de microfinance**. Les transferts numériques et les services bancaires mobiles sont de plus en plus utilisés et des efforts sont faits pour les inclure dans la programmation, car ils sont considérés comme plus sûrs et réduisent les risques par rapport à l'argent liquide ou aux bons d'achat. Cependant, les zones qui présentent les risques les plus élevés en matière de sécurité - les zones reculées - sont celles où la couverture des transferts bancaires ou mobiles est la plus faible. En outre, les transferts peuvent ne pas être adaptés aux migrants en transit car ils nécessitent des documents, notamment pour accéder aux numéros de téléphone locaux et aux cartes SIM.

Enfin, les informateurs clés s'accordent à dire que le plus grand défi consiste à la reddition des comptes **aux personnes touchées** et à veiller à ce que les personnes aidées puissent s'exprimer et agir sur la manière dont elles reçoivent et dépendent l'aide qui leur est apportée.⁵²

“ Nous savons que cet argent peut être utilisé pour autre chose, qui n'entre pas dans les objectifs que nous avons définis au départ. C'est l'inconvénient de toute modalité. Le problème est qu'en tant que Croix-Rouge, nous avons une position neutre en ce qui concerne la migration, ne décourageant ni n'encourageant la mobilité des personnes par le biais de l'assistance alimentaire. Mais cette utilisation de l'argent liquide permet souvent aux gens d'avoir des ressources pour continuer leur voyage. ”

“ S'assurer que les personnes que nous servons ont une voix et un moyen de nous contacter et de nous faire part de leurs commentaires s'ils ont des plaintes, s'ils ont des questions sur l'aide qu'ils reçoivent [...] Nous avons un système pour faire part de nos commentaires, mais il n'est pas aussi efficace qu'il devrait l'être. ”

Photo 3 : Opération d'assistance de transferts monétaires au Burkina Faso



⁵² KII_MAU_2

2.3. Le point de vue des migrants de transit

2.3.1. Identification des besoins par profil

Cette section présente les éléments clés des profils des migrants de transit qui ont participé à l'enquête en personne, aux discussions de groupe et aux entretiens semi-structurés dans les 6 lieux de l'étude. L'objectif de cette partie est de contextualiser leurs préférences en termes de type et de modalités d'assistance - plus de détails sur la typologie des participants à l'étude sont disponibles en annexe. Cette partie met également en évidence les besoins spécifiques des migrants de transit et des sous-groupes, ce qui peut contribuer à la conception des transferts monétaires et à leur intégration dans les programmes de migration.

Conclusions principales :

- **LA DURÉE DU TRANSIT ET LES ITINÉRAIRES PRÉVUS** : Les données quantitatives et qualitatives recueillies auprès des migrants en transit indiquent des informations contre-intuitives en ce qui concerne la durée du transit et les itinéraires. 60 % des personnes interrogées se trouvaient dans le lieu de transit depuis plus d'un an. Bien que la stratégie d'échantillonnage ait pu influencer ce chiffre, il indique clairement que les migrants de transit ne sont pas tous à court terme, ce qui se traduit en termes de besoins. Si la plupart sont des migrants économiques, 44 % ont été déplacés de force dans la région à la suite de crises antérieures, et la majorité des personnes interrogées n'ont pas l'intention de poursuivre leur route vers l'Europe. Les intentions floues, la volonté de rester temporairement, de continuer à migrer dans la région ou de rentrer, représentaient la majorité au Burkina Faso et au Tchad.
- **INCLUSION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE** :⁵³ Les relations avec les communautés locales sont globalement bonnes, avec des différences d'accès aux services et d'inclusion sociale et économique entre les différents sites. Il existe un sentiment de solidarité avec les communautés locales étrangères et les communautés d'accueil, avec des résultats moins positifs à Nouakchott uniquement. L'accès aux moyens de subsistance est considéré comme un défi systématique - et comme un critère pour les intentions des migrants.
- **PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION** : Avec le pourcentage élevé de déplacements forcés, les déplacements multiples, l'accès limité aux services dans plusieurs endroits, la violence sexiste et les autres formes de violence subies dans le pays d'origine, au cours du voyage ou sur le lieu de transit, les migrants en transit présentent souvent des besoins particuliers en matière de protection. Il s'agit notamment de traumatismes potentiels et de niveaux élevés de vulnérabilité, en particulier pour les femmes, qui devraient être pris en considération pour l'assistance aux migrants de transit dans la région, qu'elle soit en espèces ou autre.

2.3.1.1. Profils des répondants

En nous plongeant dans la vie et l'expérience des migrants que nous avons interrogés en transit au Burkina Faso, au Tchad et en Mauritanie, nous avons découvert deux faits essentiels.

Tout d'abord, les catégories existantes se sont révélées inadaptées pour rendre compte de leurs expériences. Ces catégories se sont avérées trop rigides et incapables d'englober les différentes raisons, difficultés et aspirations qui ont façonné leurs voyages. Les migrants de transit constituent une catégorie beaucoup plus complexe, dont les décisions et les intentions ne sont pas uniquement rationnelles, mais dépendent du temps, de l'espace et de facteurs intangibles. Les histoires des migrants vont au-delà de ce que ces catégories peuvent décrire, soulignant le besoin urgent d'une meilleure compréhension de leurs situations et de leurs besoins uniques.

Bien que la plupart des personnes interrogées (59 %) n'entrent pas dans les catégories des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées ou des demandeurs d'asile, elles sont néanmoins plus représentées que prévu. Plus surprenant, 44 % des personnes interrogées ont indiqué avoir été déplacées de force. Les répondants indiquent que le manque d'opportunités, la recherche d'une vie meilleure, la violence et les conflits sont les principales raisons de leur déplacement - mentionnées respectivement par 50 %, 45 % et 38 % des répondants.

Si l'on examine l'expérience des migrants de transit, on constate que **seuls 14% des personnes interrogées se trouvent dans leur lieu de transit depuis moins d'un mois, et 26% depuis un mois à un an. 60 % des personnes interrogées sont en transit depuis plus d'un an.** Ces résultats, particulièrement recueillis au cours d'une haute saison de migration qui implique un nombre plus important de migrants de transit à court terme qu'au cours des autres saisons, remettent en question la perception des migrants de transit comme restant dans un lieu pendant quelques jours ou quelques semaines. **Plus important encore, cela nuance la ligne de démarcation entre les individus "en mouvement" et "non en mouvement"**, qui est également reflétée dans la littérature - le réseau CaLP a récemment développé une échelle d'étapes entre la mobilité et

⁵³ L'inclusion sociale se réfère ici à la fréquence et à la qualité des interactions avec les membres d'au moins une communauté locale (hôte ou étrangère). Elle a été évaluée par l'expression quantitative et qualitative de la confiance et de la solidarité des participants avec les communautés locales, par la mention des interactions et par le sentiment d'inclusion. Les migrants ont été considérés comme économiquement inclus s'ils avaient accès aux marchés et à d'autres services, à des moyens de subsistance (y compris l'auto-emploi), à des biens et services de qualité et de prix égaux, et s'ils avaient la capacité de répondre à leurs besoins - évalués dans le cadre de l'enquête et des discussions de groupe.

l'immobilité.⁵⁴ Dans le cas des migrants de transit, cela montre à quel point la catégorisation est complexe, car elle inclut des réalités de personnes qui traversent une ville pendant deux jours comme des personnes qui s'installent temporairement pendant plusieurs années, que ce séjour ait été voulu ou non. La majorité des personnes interrogées ont des intentions floues en ce qui concerne la durée de leur transit et les décisions de migration, y compris les destinations.

Deuxièmement, nous avons réalisé qu'il était important d'accorder une attention particulière à des sous-groupes spécifiques au sein de la population migrante en transit. Il s'agit de groupes distincts d'individus confrontés à des défis et à des vulnérabilités uniques. Dans un contexte où 44 % des personnes interrogées ont été déplacées de force, en lien avec la crise violente qui sévit dans la région, le risque de violence est encore plus élevé pour les groupes vulnérables, en particulier les femmes, les membres de la communauté LGBTQI+ en quête de sécurité, les victimes de violence sexuelle et sexiste et les personnes souffrant de handicaps mentaux qui luttent pour accéder aux services essentiels. Chacun de ces groupes est confronté à ses propres risques et a besoin d'un soutien adapté pour assurer sa sécurité et son bien-être pendant le transit et dans le lieu temporaire de résidence.

Encadré 2. Zoom sur les Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Parmi les 401 personnes interrogées, 61 (15,2 %) étaient des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), la plus forte concentration se trouvant à Nouadhibou (54,1 %), suivie de Ouagadougou (24,6 %), d'Abéché (11,5 %) et de Bobo-Dioulasso (8,2 %). Les personnes déplacées sont confrontées à des défis spécifiques en raison de leur déplacement forcé et de leur incapacité à rentrer chez elles, ce qui entraîne une vulnérabilité accrue et un accès limité à la documentation et aux ressources. L'étude a révélé que 18% des personnes déplacées étaient victimes de discrimination, 90% d'entre elles ayant un accès limité à au moins un service, en particulier le logement (67%) et l'eau potable (64%), et rencontrant des difficultés pour accéder aux moyens de subsistance. Les entretiens semi-structurés ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les personnes déplacées, en particulier dans les zones rurales, pour trouver des activités génératrices de revenus, parfois en recourant à la mendicité et en comptant sur le soutien de la communauté. Au Burkina Faso, l'assistance aux personnes déplacées est principalement concentrée dans les zones touchées par la crise, laissant les personnes en dehors de ces zones et des camps largement sans soutien. Parmi les personnes déplacées interrogées, 29,5 % ont reçu une aide, principalement en nature plutôt qu'en espèces ou en coupons d'achat. Alors que 55,7 % des personnes déplacées préfèrent l'aide directe en espèces, la préférence globale de l'ensemble des personnes interrogées est de 65,6 %. La disparité des préférences peut être attribuée aux expériences et aux besoins uniques des PDI, mais la petite taille de l'échantillon limite les interprétations concluantes.

2.3.1.2. Conditions et besoins en matière de transit

Les résultats de l'enquête et la collecte de données qualitatives ont montré que les conditions de transit ont un impact sur les besoins des migrants - plus précisément, les mauvaises conditions de transit conduisent les migrants de transit à avoir divers besoins que l'assistance en nature et les modalités restrictives peuvent difficilement couvrir. Les conditions de transit varient fortement d'un endroit à l'autre. A Abéché et à Nouadhibou, 89% et 88% des personnes interrogées ont indiqué avoir un accès limité à l'eau potable ; 58% des personnes interrogées à Abéché, et jusqu'à 92% à Nouadhibou, ont un accès limité au logement. Cela montre non seulement que les besoins les plus élémentaires ne sont pas satisfaits par les migrants en transit dans ces deux localités, mais aussi, plus généralement, qu'il peut être difficile de répondre aux besoins des migrants au moyen d'une assistance en nature.

Les difficultés d'accès aux marchés dans certaines localités ont un impact sur la faisabilité des modalités d'assistance en espèces pour les migrants en transit. À Abéché, 15 % des personnes interrogées doivent marcher plus d'une heure pour accéder au marché le plus proche, ce qui signifie que l'accès aux points de service de transfert serait difficile et que les coûts annexes pourraient être plus élevés pour les participants afin de couvrir les frais de transport.

Enfin, la nécessité d'accéder à des moyens de subsistance est évoquée par les ISP, et plus encore dans les discussions de groupe, comme étant **au cœur de leur intention et des raisons qui ont motivé les décisions de migration des participants** dans de nombreux cas - mais aussi comme l'un des intérêts qu'ils voient dans l'assistance en espèces.⁵⁵

Les relations positives avec les communautés locales, que révèlent les données quantitatives et qualitatives, constituent un bon levier et une opportunité pour les praticiens d'aider les migrants de transit. À Ati, par exemple, le RCRC, en collaboration avec les dirigeants de la communauté, facilite la mise en place d'un réseau de familles d'accueil qui

“

J'ai l'intention de revenir, car je n'ai pas trouvé ce que je cherchais : un travail qui me permette de couvrir mes besoins et d'envoyer une partie de l'argent à mes enfants et à mes parents restés au pays.

”

⁵⁴ CaLP, 2022. Systemic Framework on Human Mobility and Vulnerability.

⁵⁵ SSI_CH8_F_Abeche

permet aux migrants en transit de courte durée d'avoir accès à un logement, à de la nourriture et à des soins d'hygiène de base.

Dans le même temps, les **relations communautaires sont également un enjeu pour la distribution des transferts monétaires**, et ce de deux manières principales :

1. Les transferts monétaires peuvent modifier les relations entre les migrants de transit et les membres de la communauté s'ils ne sont pas effectués de manière transparente, en tenant compte de la dynamique locale ;
2. Les migrants ont tendance à distribuer les transferts monétaires au sein de leur communauté et de la communauté locale, considéré généralement comme positif, mais qui, dans certains cas, réduit l'impact que les transferts monétaires peuvent avoir sur les participants.

En outre, les **relations relativement bonnes entre les migrants et les communautés d'accueil doivent être replacées dans leur contexte**, car elles correspondent à un sentiment de cohésion régionale au sein de la CEDEAO et ne peuvent être généralisées à d'autres régions telles que l'Afrique du Nord où, au contraire, les migrants de transit originaires d'Afrique de l'Ouest et centrale sont non seulement exclus socialement et économiquement, mais sont également confrontés à la violence raciste et à des discriminations structurelles.

Besoins spécifiques en fonction du genre

En ce qui concerne les besoins et les préférences des hommes et des femmes, la recherche a révélé certaines différences quantitatives et qualitatives en ce qui concerne à la fois l'expérience de la migration de transit et l'assistance en espèces.⁵⁶

Les différences quantitatives indiquent que moins de femmes voyagent seules et qu'un pourcentage plus élevé, même s'il est faible, de femmes en sont à leur première migration. Dans certains cas, les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes dans les lieux de transit. Dans l'ensemble, 74,73% des femmes ont déclaré se sentir en sécurité dans leur lieu de transit actuel, contre 82,8% des hommes.

“ Sur la route, nous avons des problèmes de protection, par exemple des jeunes filles violées ou à qui l'on propose des faveurs en échange d'actes sexuels. Cela est corrélé et nous avons beaucoup de problèmes de protection.



Si l'on considère les préférences exprimées, les **femmes sont plus nombreuses que les hommes à préférer l'assistance en nature, mais leur nombre reste faible**. Cette constatation se reflète également dans les données qualitatives, puisque tant les ISS que les FGD ont confirmé que les femmes voyaient plus d'avantages à l'aide en nature. **Cependant, elles préfèrent encore l'argent liquide à l'assistance en nature**. Ce résultat est légèrement en contradiction avec la littérature, selon laquelle les femmes préfèrent l'aide en nature à l'aide en espèces, en particulier pour

répondre aux besoins alimentaires du ménage et éviter que l'argent ne soit dépensé ailleurs - car elles estiment que les transferts monétaires ont plus de chances d'être utilisées par un chef de ménage masculin et non contrôlée par la femme pour gérer la consommation alimentaire. Probablement en raison des niveaux de pauvreté et de vulnérabilité élevés, les femmes ont tendance à préférer les dons en nature plutôt qu'en espèces, car cela leur donne le sentiment de contrôler la situation. La différence entre les résultats de notre enquête peut être justifiée par l'hypothèse selon laquelle les femmes interrogées ont un meilleur accès aux transferts mobiles et à l'argent liquide. Il est également possible qu'en s'appuyant sur les résultats d'études antérieures soulignant les préoccupations des femmes quant à l'utilisation des transferts monétaires par l'homme chef de famille, les praticiens de transferts monétaires aient accordé plus d'attention à l'utilisation des transferts monétaires au sein du ménage et aient ainsi augmenté les préférences des femmes pour ce type d'aide.

Les différences qualitatives montrent que les besoins primaires et les besoins familiaux sont plus importants pour les femmes. Au Burkina Faso, les femmes migrantes qui ont participé à la recherche ont insisté sur la nécessité d'avoir des activités génératrices de revenus, y compris dans le cadre de l'utilisation de l'argent liquide. Cependant, la dynamique du ménage peut être un défi pour l'assistance autre que les transferts monétaires aux femmes, en particulier en ce qui concerne les moyens de subsistance, car le mari peut désapprouver leur activité.

En Mauritanie, plusieurs cas de femmes présentent une exposition plus élevée à la violence fondée sur le genre⁵⁷ (exploitation sexuelle, santé mentale, grossesse, traite, etc.) alors qu'elles ne reçoivent pas d'assistance plus conséquente.

L'accent mis sur les besoins et les préoccupations en matière de protection

Outre les besoins fondamentaux des migrants de transit et les difficultés qu'ils rencontrent pour y accéder, l'étude a révélé des niveaux élevés et préoccupants de besoins de protection. Ces besoins comprennent des soins psychosociaux et de santé mentale pour répondre à des événements potentiellement traumatisants dans le pays d'origine et pendant le transit - mais aussi une assistance vitale pour les migrants de transit qui sont encore confrontés à d'autres violences dans le lieu

⁵⁶ KII_1_WCA_BRC

⁵⁷ KII_1_WCA_BRC

de transit - cela est particulièrement vrai pour la violence sexiste ciblant les femmes et la communauté LGBTQIA+. Si certaines modalités de transferts monétaires et de l'assistance en nature peuvent difficilement répondre à ces besoins, d'autres formes telles que les transferts monétaires polyvalents, ou l'argent liquide, pourraient être incluses dans les programmes de réponse.



S'il existe un soutien psychosocial dans un endroit donné et que la personne commence à parler de son expérience, puis qu'elle poursuit son voyage sans soutien complémentaire, vous risquez de faire plus de mal que de bien.



Néanmoins, l'utilisation des transferts monétaires pour répondre aux besoins psychosociaux des migrants en transit présente certains risques, en raison de leur mobilité et donc du manque de continuité dans l'assistance telle qu'elle est actuellement fournie.

En outre, les données recueillies révèlent un certain nombre de risques de protection liés à la fourniture d'une assistance en espèces aux migrants en particulier, y compris le risque d'exploitation, de discrimination et de menaces pour la sécurité - ainsi qu'un risque de stigmatisation lié à la réception d'une assistance en espèces, ce qui peut mettre les migrants en danger. En outre, certains migrants en transit ont exprimé la crainte d'être arrêtés par la police ou d'autres forces de sécurité, en particulier ceux qui souhaitaient poursuivre leur migration.

2.3.2. Assistance en espèces : Expérience, utilisation et impact sur les décisions des migrants

Face à la multiplicité des besoins des migrants en transit, cette section se concentre sur la façon de les aider par le biais de transferts monétaires de manière efficace et sûre. Étant donné que la majorité des personnes interrogées ont déclaré n'avoir jamais reçu de transferts monétaires, ce chapitre indique ce que les préférences signifient en termes de modalités appropriées et d'impact, grâce à une triangulation des données quantitatives et qualitatives avec la littérature antérieure sur le sujet, telle qu'une étude menée par l'IFCR au Niger sur les transferts monétaires dans les contextes migratoires⁵⁸.

Conclusions principales :

- **ACCÈS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES** : Moins de 20% des personnes interrogées ont reçu une aide de quelque nature que ce soit. Parmi ceux qui l'ont fait, la principale cohorte de participants du programme a reçu une aide en nature, les transferts monétaires étant le deuxième service le plus fourni. La plupart des personnes interrogées qui recevaient l'assistance en transferts monétaires le faisaient sur le lieu des entretiens, et une grande majorité d'entre elles étaient des personnes ayant un statut (en particulier des réfugiés et des personnes déplacées).
- **TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉ** : La majorité des personnes interrogées ont déclaré préférer l'aide en espèces à tout autre type d'assistance, soulignant que cette modalité leur offrirait une plus grande autonomie pour répondre à leurs besoins. Cependant, le manque d'expériences réelles en matière de réception de transferts monétaires laisse entrevoir la possibilité d'idées fausses concernant la fréquence et le montant qui seraient hypothétiquement fournis, ce qui pourrait à son tour expliquer le nombre de migrants préférant l'assistance en espèces.
- **LES MODALITÉS DE DISTRIBUTION PRÉFÉRÉES** : Bien que les transferts mobiles et bancaires soient perçus comme plus sûrs, la plupart des personnes interrogées préfèrent l'argent liquide, ce qui peut être attribué à la difficulté d'accès aux services de transfert pour les migrants sans papiers et/ou dans les zones reculées. Les préférences varient en fonction des lieux, du niveau de vulnérabilité, des causes et de la durée du transit.
- **IMPACT** : L'impact de l'assistance en transferts monétaires expérimentée sur les besoins des migrants s'est avéré limité, mais globalement positif ; les données tendent à montrer un meilleur impact de l'assistance en nature, ce qui pourrait être lié aux montants et à la fréquence des transferts monétaires distribués aux participants enregistrés, mais aussi au contexte très instable alors que les conflits, l'inflation élevée et d'autres chocs externes pourraient faire percevoir l'assistance en nature comme étant plus stable. Les données qualitatives indiquent que les migrants de transit s'intéressent aux transferts monétaires pour soutenir des moyens de subsistance durables. L'impact sur la migration s'avère non linéaire, car les transferts monétaires peuvent avoir un impact limité sur l'intention, notamment dans le cas où cette intention n'est pas clairement définie.

2.3.2.1. Une typologie de l'argent liquide auquel les migrants ont accès

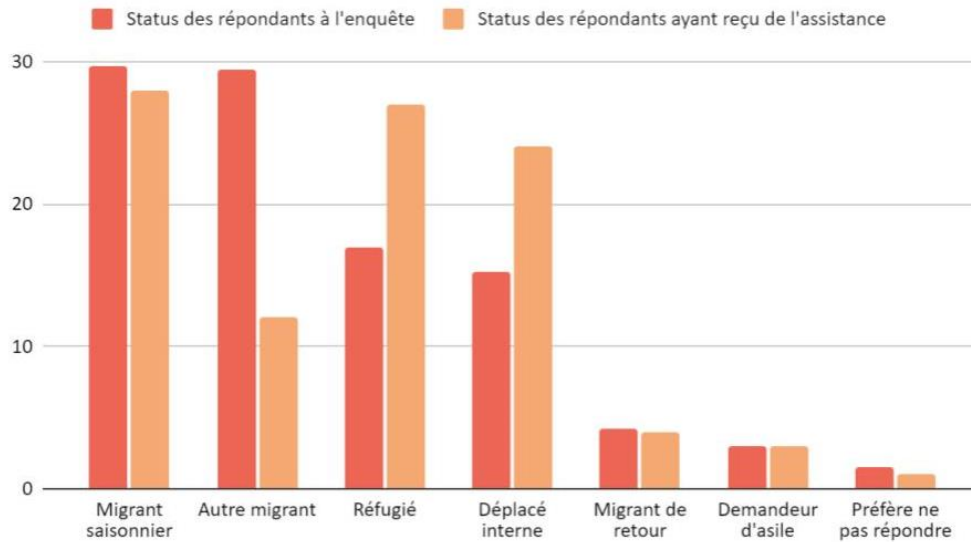
Dans l'ensemble, la majorité (80 %) des personnes interrogées au Burkina Faso, au Tchad et en Mauritanie n'ont reçu aucune forme d'assistance au cours de leur parcours migratoire. Pour ceux qui ont reçu de l'aide dans leur lieu de transit actuel, il s'agissait en grande majorité de points névralgiques de la migration comme Abéché (34%) au Tchad et Ouagadougou (22%) au Burkina Faso.

La principale cohorte de participants dans les trois pays a reçu une assistance en nature (par exemple, des articles médicaux et alimentaires), l'assistance en espèces étant la deuxième modalité la plus fournie, suivie par d'autres types d'assistance tels que l'hébergement, l'ICLA et l'éducation. Dans presque tous les cas, les migrants ont trouvé un accès aux services d'assistance dans le lieu où ils ont été interrogés, ce qui pourrait indiquer que la présence de services incite les migrants à rester plus longtemps - mais cela pourrait également être lié au fait que la majorité des personnes interrogées n'ont été déplacées qu'une seule fois. Les migrants relevant du mandat du HCR, en particulier les déplacés internes et les

⁵⁸ FICR et Croix-Rouge du Niger, 2022

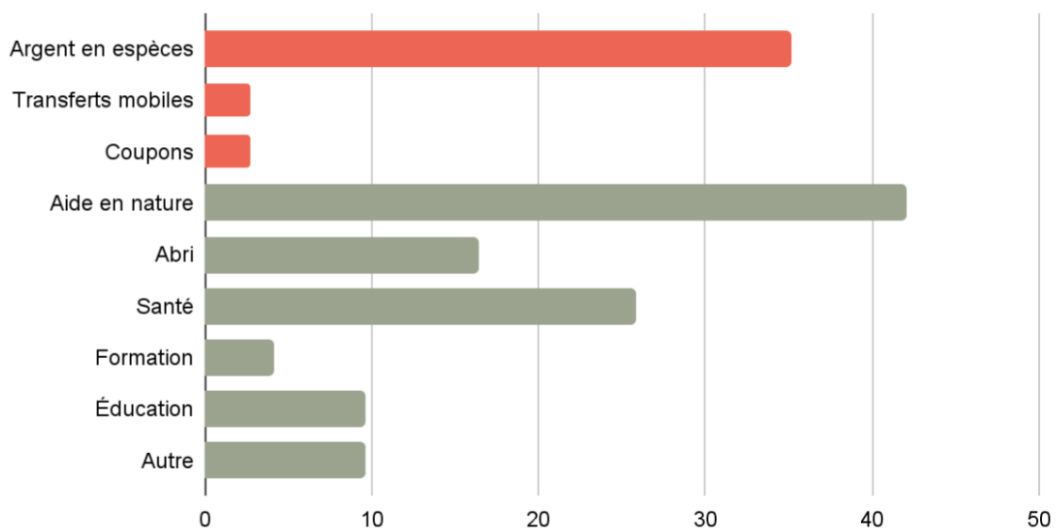
réfugiés, sont surreprésentés parmi les personnes interrogées qui ont reçu une assistance par rapport à l'ensemble des personnes interrogées (voir graphique 5), ce qui indique qu'une grande majorité des programmes d'assistance ciblent les migrants relevant du mandat de protection du HCR.

Graphique 1. Statut des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête globale par rapport à celles qui ont bénéficié d'une assistance



Plus précisément, parmi les participants interrogés, 42 % ont reçu des denrées alimentaires et des articles de première nécessité en nature, 35 % ont reçu une aide financière directe, 19 % ont reçu un traitement médical, 12 % ont reçu un abri, 9,5 % ont reçu une éducation, 2,7 % ont reçu des bons d'achat et 2,7 % des personnes interrogées ont reçu des transferts mobiles. Il est intéressant de noter que seulement 33,8 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été consultées sur le type d'assistance qu'elles préféreraient, tandis que 48 % d'entre elles ont indiqué qu'elles n'avaient pas été consultées du tout.

Graphique 2. Type d'aide reçue par les répondants à l'enquête (parmi ceux qui ont reçu une aide)



Si l'on examine de plus près le type de transfert monétaire auquel les migrants ont accès, on constate que la grande majorité d'entre eux ont reçu de l'argent liquide, à l'exception de quelques transferts mobiles et bancaires. Cette situation peut être attribuée à plusieurs facteurs :

- Les migrants en transit ne disposent pas des documents nécessaires pour accéder à l'aide en espèces fournie par le biais de transferts mobiles ou bancaires, à moins qu'ils ne soient officiellement enregistrés pour bénéficier de l'aide.
- Les transferts mobiles étant une modalité relativement récente, et la couverture et le réseau bancaires étant faibles, de nombreux acteurs s'appuient encore sur les transferts directs d'argent liquide.
- Les répondants indiquant avoir reçu un transfert monétaire alors qu'il s'agissait d'un soutien communautaire/individuel (selon les SSI) qui ne correspond pas aux modalités utilisées par les transferts monétaires.

Les 26 répondants de la cohorte qualitative ayant reçu des transferts monétaires (contre 31 ayant reçu une aide en nature) ont indiqué qu'ils **utiliseraient généralement l'aide en espèces pour couvrir leurs besoins immédiats, notamment la nourriture, le loyer, les articles de santé et d'autres NFI, ajoutant qu'ils aimeraient que l'aide en espèces leur permette de trouver des solutions plus durables, par exemple en les aidant à créer une petite entreprise.** Ce sentiment fait écho au désir général des migrants de transit de trouver du travail, car ils ont souvent l'intention de travailler temporairement afin d'économiser et de poursuivre leur voyage, ou de manière plus permanente pour devenir financièrement indépendants ou soutenir les membres de leur famille dans leur pays d'origine.

2.3.2.2. Préférences tout au long du cycle de migration

Tableau 2. Comparaison du type et des modalités d'assistance préférés des praticiens et des migrants de transit

	Perception des praticiens	Perceptions des migrants
En nature ou en espèces	L'argent liquide est généralement privilégié en raison de son rapport coût-efficacité et de sa capacité à répondre à des besoins multiples. Cependant, il est rarement intégré dans les programmes de migration.	Les migrants préfèrent largement l'argent liquide à l'aide en nature, en raison de la liberté qu'il leur offre de répondre à leurs besoins et d'investir dans des moyens de subsistance durables, ainsi que du sentiment de normalité qui se dégage de l'utilisation de l'aide ⁵⁹ .
Transfert monétaire non restrictif ou restrictif	Les praticiens préfèrent les transferts monétaires inconditionnels et non restrictifs, mais pour les migrants en transit, ils craignent que l'argent liquide ne soit utilisé à d'autres fins et n'encourage la poursuite de la migration, y compris par le biais de la contrebande. Toutefois, les coupons sont considérés comme présentant des difficultés et des risques, notamment en ce qui concerne les prestataires de services et les coûts annexes.	Les coupons sont la modalité de distribution de transferts monétaires la moins appréciée, car ils ne présentent pas les avantages que les migrants voient dans l'argent liquide, à savoir la liberté de l'utiliser selon leurs besoins. Les personnes interrogées préfèrent les prestations en nature aux coupons.
Transferts directs en espèces (en main propre)	Le transfert direct d'argent est la modalité la plus utilisée par les quelques programmes de transferts monétaires destinés aux migrants en transit. Cependant, les groupes de travail sur l'argent et les praticiens de transferts monétaires évitent d'utiliser ce mode de distribution en raison des risques plus importants qu'il présente à la fois pour les praticiens et pour les participants.	Bien que les migrants voient des risques dans les transferts directs d'argent liquide, tels qu'une visibilité accrue, une sécurité réduite et la crainte d'un détournement de fonds par les distributeurs, ils les préfèrent massivement. Considérée comme la modalité la plus pratique, certains migrants préféreraient des modalités plus sûres après plusieurs mois passés au même endroit.
Virements mobiles et bancaires	Cette modalité a été principalement développée au cours des dernières années et les praticiens la préfèrent, bien que les relations avec les prestataires de services ne soient pas toujours faciles, en particulier lorsqu'il n'existe que peu d'options.	Les transferts par téléphone portable sont considérés comme les plus avantageux par les migrants de transit ; cependant, ils ne peuvent pas y accéder facilement en raison de la faible couverture des services, de l'absence de documents permettant

⁵⁹ ODI, 2015, State of evidence on humanitarian cash transfers Background Note for the High-Level Panel on Humanitarian Cash Transfers.

		d'accéder au téléphone et aux cartes SIM, et de l'inégalité d'accès aux distributeurs. Les virements bancaires ne sont pas privilégiés.
--	--	---

Contrairement à la littérature, les personnes interrogées expriment une nette préférence pour l'aide en espèces.

Plusieurs études menées dans d'autres contextes présentent des résultats plus équilibrés ou penchent vers une préférence pour l'aide en nature.⁶⁰ Cependant, cette étude n'est pas la seule à montrer que la préférence pour l'aide en nature exprimée dans les recherches précédentes doit être nuancée - plusieurs entretiens d'information clés font référence à des participants qui ont vendu des articles qu'ils avaient reçus, en dessous de leur valeur réelle, afin de répondre à leurs besoins réels. Nous proposons de mettre l'accent sur quatre facteurs contextuels et un facteur programmatique ayant un impact sur la pertinence de l'aide en espèces par rapport à l'aide en nature :

- **Environnement : Les migrants en transit qui ont participé à cette étude séjournent dans un contexte urbain ou semi-urbain.** Cela signifie qu'ils ont un meilleur accès aux marchés - en effet, une recherche précédente menée par Samuel Hall au Niger a identifié la proximité des marchés comme un facteur clé ayant un impact sur l'efficacité de l'assistance par les transferts monétaires en raison du plus grand choix et de la multiplicité des acteurs du marché.⁶¹ De plus, sauf à Abéché et Nouakchott, les personnes interrogées n'ont pas été confrontées à des prix plus élevés, ce qui pourrait expliquer qu'un plus grand nombre d'entre elles préfèrent l'argent liquide par rapport aux études menées dans d'autres contextes.
- **Vulnérabilité : Les données qualitatives montrent que le niveau de vulnérabilité et le type de situation d'urgence ont un impact sur les préférences,** à deux niveaux. Tout d'abord, dans les situations d'urgence, l'aide en nature peut avoir un impact plus important car elle permet aux participants de recevoir une aide d'urgence rapidement. Par exemple, les personnes interrogées souffrant de problèmes de santé ont déclaré préférer l'aide médicale à l'argent liquide. Deuxièmement, la perception de la dignité semble évoluer avec le niveau de vulnérabilité. Les migrants interrogés au Burkina Faso ont déclaré que l'assistance en nature pourrait être plus socialement acceptable dans des situations d'extrême pauvreté - ce que l'assistance en nature est censée améliorer - mais qu'elle pourrait porter atteinte à la dignité.⁶² Il convient toutefois de nuancer cette affirmation en tenant compte des racines culturelles de la perception de la dignité. Les discussions de groupe ont donné lieu à un débat sur la question, plusieurs personnes interrogées estimant que toute forme d'assistance a un impact positif sur la dignité car elle permet à l'individu de satisfaire ses besoins ; d'autres ont opposé les transferts monétaires, qui est un moyen d'accroître la dignité et le rôle de la personne, à l'aide en nature ; tandis que certains participants considèrent tout type d'aide temporaire comme un recul de la dignité.
- **Le genre : Comme nous l'avons mentionné lors de l'examen des besoins fondés sur le sexe, un plus grand nombre de femmes voient des avantages dans l'aide en nature,** bien que la majorité d'entre elles expriment une préférence pour l'aide en espèces. Cela s'explique par la garantie que les besoins en nature seront satisfaits. Toutefois, la recherche a montré que les femmes sont plus nombreuses à préférer l'argent liquide que dans les études précédentes.

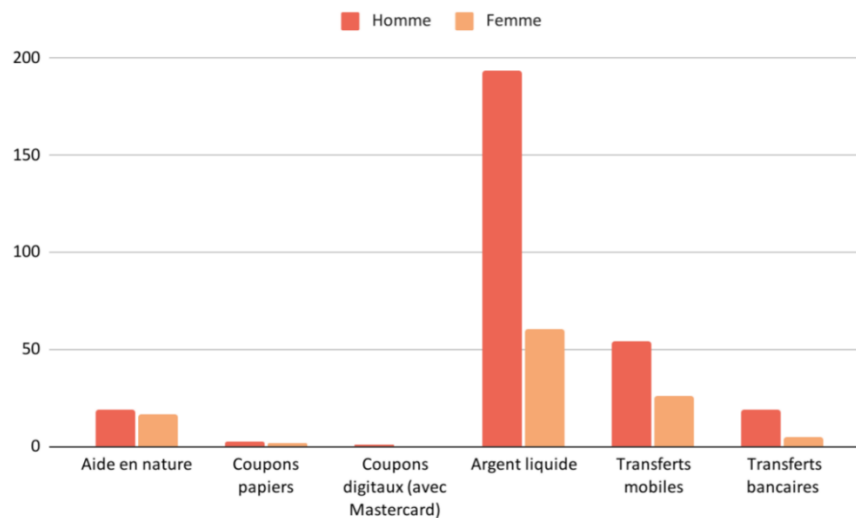
“ Elle [l'assistance en nature] n'autonomise pas, elle n'enseigne pas, elle n'éduque pas. [...] Parce que les besoins vitaux sont directement liés à la responsabilité de l'individu lui-même en tant que personne. Si quelqu'un d'autre vient et fait cela pour vous, il y a une question de dignité. Cela veut dire que vous êtes dans l'extrême pauvreté. Et là, il y a une indignité qui se dégage. ”

⁶⁰ FICR et Croix-Rouge du Niger, 2022

⁶¹ Samuel Hall, 2022. Evidence of impact research study: cash and voucher assistance in Niger, Mercy Corps, USAID-SCALE, available at <https://reliefweb.int/report/niger/evidence-impact-research-study-cash-and-voucher-assistance-niger-november-2022>

⁶² FGD1_Ouagadougou_6_M_Burkina Faso

Graphique 3. Différences entre les sexes en ce qui concerne la modalité préférée lors des déplacements



- **Culture financière** : Selon la littérature⁶³, **le manque de connaissances financières pourrait expliquer pourquoi certaines cohortes de personnes déclarent préférer l'aide en nature**⁶⁴. Bien qu'elles ne soient pas considérées comme un facteur direct, les connaissances en gestion financière jouent certainement un rôle important, notamment en raison de l'impact qu'elles peuvent avoir sur la manière dont les participants décident de dépenser l'argent liquide qu'ils reçoivent et sur la façon d'investir ces ressources pour des choix à court ou à long terme. Dans les discussions de groupe, les préoccupations des participants concernant l'utilisation abusive de l'argent liquide montrent qu'ils sont conscients des enjeux de la gestion financière et qu'ils souhaitent investir l'argent reçu dans des activités génératrices de revenus afin d'améliorer leur situation.
- **Un facteur programmatique : la valeur de l'assistance. Le montant et la régularité de l'argent liquide reçu ont un impact important sur les préférences** - tant pour les personnes qui ont reçu une assistance que pour celles qui n'en ont pas reçu. Les données quantitatives et qualitatives montrent que la liberté et la capacité de répondre à leurs besoins, que l'argent liquide procure, sont les principales raisons qui expliquent la préférence pour ce type d'assistance. Par conséquent, si l'argent liquide n'est pas fourni d'une manière qui réponde à au moins l'un de ces éléments, le même résultat peut ne pas s'appliquer. Ainsi, dans l'enquête, l'assistance en nature a été signalée comme ayant l'impact le plus positif par les personnes interrogées ayant reçu une assistance, car elle leur a permis de répondre à des besoins primaires tels que le logement, l'assistance médicale et la nourriture, tandis que la somme limitée d'argent reçue dans le cadre des programmes d'assistance en espèces a eu moins d'impact. Les données qualitatives vont dans le même sens : la plupart des participants souhaitaient disposer d'argent liquide pour investir dans des activités génératrices de revenus, ce que les montants définis par les groupes de travail sur l'aide en espèces à des fins multiples ne suffisent souvent pas à faire.

Le peu d'expérience des répondants en matière d'assistance peut avoir entravé leur capacité à formuler une préférence éclairée en tenant compte de tous les facteurs, y compris la quantité et la fréquence de l'assistance, les modalités de prestation et l'impact de leurs réponses sur l'assistance qu'ils pourraient, ou non, recevoir. Néanmoins, **les données ont montré peu de différence dans les préférences de modalités entre les répondants qui avaient reçu de l'aide et ceux qui n'en avaient pas reçu** - ce qui renforce les résultats de l'enquête malgré le manque d'expérience de la plupart des répondants en matière d'assistance.

“

Nous pouvons être amenés à partir à tout moment, c'est pourquoi l'argent liquide (direct) nous permet d'être prêts et de ne pas avoir à nous préoccuper des retraits ou d'autres problèmes lorsque nous voulons partir.

”

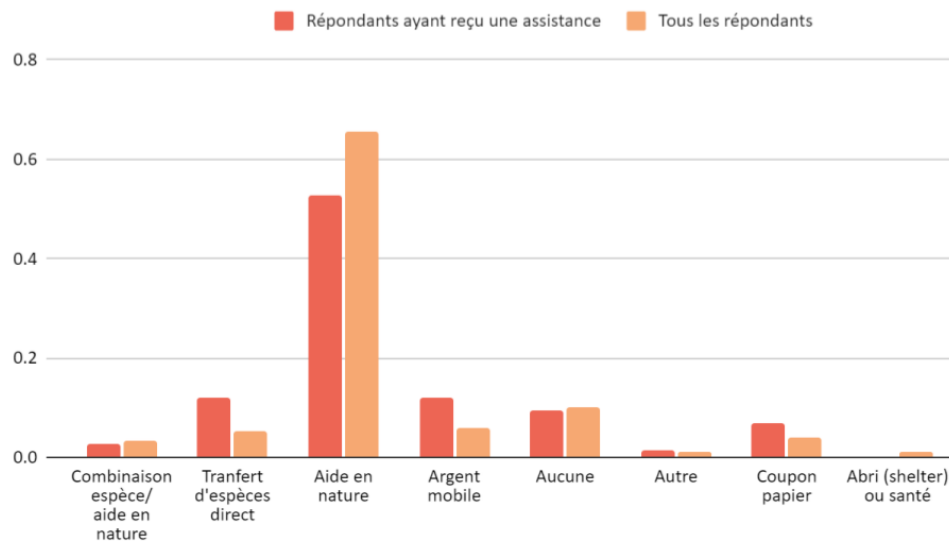
Enfin, en raisonnant sur les préférences, il ne faut pas oublier **que l'argent liquide est en effet un moyen de fournir une assistance, mais aussi un bien et un besoin en soi**. Les migrants de transit, comme tout un chacun, et quel que soit leur statut, ont besoin d'argent liquide pour accroître leur bien-être. En outre, dans un échantillon où 45,1 % des personnes ont migré parce qu'elles recherchaient une vie meilleure et où 50,6 % ont choisi leur lieu de transit pour ses meilleures

⁶³ FICR et Croix-Rouge du Niger, 2022. L'assistance sous forme d'argent et de bons dans les contextes migratoires : les voix des migrants au Niger

⁶⁴ Ibid

opportunités économiques, il est essentiel de considérer l'argent liquide comme un besoin en soi pour comprendre pourquoi la préférence est si écrasante.

Graphique 4. Type d'assistance préféré des personnes interrogées en fonction de leur expérience de l'assistance en transferts monétaires



Préférence pour la modalité : équilibre entre praticité et sécurité

En ce qui concerne les options de distribution, nous constatons une contradiction entre ce que les participants définissent comme la modalité la plus sûre et la modalité qu'ils préfèrent. Les données collectées montrent une nette préférence pour la distribution directe d'argent (64 % en déplacement et 67 % hors déplacement) ; cependant, 10,8 % des personnes interrogées ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles reçoivent de l'argent en raison du vol, de la violence, de l'exploitation ou de la stigmatisation résultant du fait que les pairs du migrant n'ont pas accès au même type d'aide. Certains participants à l'étude qualitative ont confirmé ce point, déclarant que les transferts mobiles, en fonction du contexte, pourraient offrir plus de sécurité. Il n'est pas certain que le risque perçu diffère entre les hommes et les femmes interrogés, en particulier s'il s'agit de migrants en transit. Les taux de réponse ont été faibles en ce qui concerne les risques potentiels pour les participants de l'aide en espèces, mais la collecte de données qualitatives coïncide avec cela, les risques de vol, de stigmatisation et de détournement étant signalés comme des risques de la distribution directe d'argent par les participants aux enquêtes sociales et aux groupes de discussion. Pourtant, la distribution directe d'argent est largement préférée.⁶⁵

L'équilibre délicat entre l'aspect pratique, y compris l'accessibilité, des modalités de distribution, d'une part, et la sécurité, d'autre part, est spécifique au contexte. Il varie en fonction du lieu et de la durée du transit. Plus précisément, les différences de préférences par pays sont frappantes : au Burkina Faso, 43 % des personnes interrogées préfèrent l'assistance directe en espèces, tandis que 20,8 % préfèrent les transferts mobiles. Au Tchad, 79,6 % des personnes interrogées préfèrent l'assistance en espèces et seulement 3,9 % préfèrent les transferts mobiles, ce qui s'explique par le manque d'infrastructures pour les transferts mobiles et par le fait qu'il y a plus de migrants en transit à court terme que dans les autres pays de l'échantillon. Dans le cas de la Mauritanie, 78,5 % des personnes interrogées ont déclaré préférer l'assistance en espèces, tandis que 4 % seulement préfèrent les transferts mobiles, ce qui est similaire aux résultats obtenus au Tchad.⁶⁶

Les données montrent que plus le migrant est resté longtemps dans un endroit donné, plus il est probable qu'il préfère les transferts mobiles ou bancaires lorsqu'il s'installe (voir tableau 3). Ces chiffres pourraient suggérer que lorsque les personnes sont - ou se sentent - mieux intégrées et qu'elles ont surmonté le besoin d'aide en nature, elles peuvent se permettre d'investir et de diversifier leurs options, au-delà de la satisfaction des besoins de base, mais avec une plus grande variété en termes d'investissement et de vision à long terme.

Les personnes interrogées ayant passé plus de deux mois en situation de déplacement ont montré un intérêt deux fois plus grand pour les transferts mobiles que celles qui étaient restées moins de deux mois. L'augmentation de l'intérêt pour une modalité de transfert mobile confirme que l'équilibre entre l'aspect pratique et la sécurité a un impact sur les préférences

⁶⁵ FGD4_Ati_F_Tchad

⁶⁶ FGD1_Abeche_F_Tchad

en matière de modalités de livraison. En effet, les migrants récemment déplacés peuvent rencontrer plus de difficultés pour accéder aux services mobiles car ils peuvent ne pas avoir de cartes SIM ou les documents ou statuts nécessaires.

“

Je préfère être payé en espèces, même si je pense que le moyen le plus rapide et le plus fiable est la banque, car lorsque vous avez déjà transféré l'argent, vous n'avez plus qu'à aller le chercher, et avec l'argent [direct], vous ne savez pas si l'argent qui vous est donné est vraiment complet ou s'il [le montant] a été réduit.

”

Pour eux, la difficulté d'accès à certaines modalités l'emporte sur le manque de sécurité signalé dans la distribution directe d'argent. Au contraire, ceux qui ont passé plus de deux mois en déplacement peuvent disposer de la logistique nécessaire pour utiliser une modalité basée sur les transferts, ce qui leur offre une plus grande sécurité lorsqu'ils sont aidés. En outre, les migrants en transit de courte durée déclarent que les enveloppes d'argent liquide directes conviennent mieux à leurs conditions de voyage car ils peuvent partir à tout moment.⁶⁷ Dans l'ensemble, il est clair que les transferts bancaires et mobiles sont mieux conçus pour les migrants en transit de longue durée que pour les migrants qui sont déplacés ou en transit pour des périodes plus courtes.

Tableau 3. Modalité d'assistance préférée en cas de déplacement : déplacement à court, moyen et long terme

	DEPLACES DEPUIS MOINS DE 2 MOIS	DEPLACES PENDANT 2 MOIS A 1 AN	DEPLACES DEPUIS PLUS D'UN AN
SUBVENTION EN ESPECES	74.65% = 53	64.44% = 58	59.83% = 143
AIDE EN NATURE	11.27% = 8	8.89% = 8	8.37% = 20
ARGENT MOBILE	9.86% = 7	21.11% = 19	22.59% = 54
VIREMENTS BANCAIRES	4.23% = 3	5.56% = 5	6.69% = 16
BONS EN PAPIER	0.00%	0.00%	2.09% = 5
CHEQUES NUMERIQUES	0.00%	0.00%	0.42% = 1
TOTAL	100.00% = 71	100.00% = 90	100.00% = 239

Comme le montrent les données quantitatives et qualitatives, **l'aspect pratique de l'argent direct semble avoir une plus grande influence sur le choix de la modalité que les risques qu'elle présente.** Si les transferts mobiles ou bancaires peuvent offrir au participant du programme une protection supplémentaire, les problèmes d'infrastructure, de documentation et d'efficacité des services demeurent.

2.3.3. Assistance en espèces : Impact sur les conditions et les décisions des migrants

Lorsque l'on examine l'influence de l'aide financière sur les décisions de migration, les résultats démontrent que les décisions de migration parmi les migrants de transit sont complexes et multiformes. Si les facteurs économiques jouent un rôle, les intentions et les décisions des migrants sont également influencées par des éléments temporels, spatiaux et intangibles. L'aide financière, bien qu'elle soit un facteur important, interagit avec ces diverses influences de manière complexe, soulignant la nécessité d'une compréhension nuancée de la dynamique migratoire dans la région.

Impact sur l'autonomie et les moyens de subsistance

Dans l'ensemble, les conclusions de l'analyse documentaire et de la collecte de données quantitatives et qualitatives indiquent que **l'aide en espèces répond efficacement aux besoins primaires des migrants et des réfugiés, tandis que les conclusions concernant l'impact sur les moyens de subsistance et l'autonomie diffèrent légèrement.** Alors que la littérature pertinente indique un impact minimal sur l'autonomie et l'intégration dans le marché local,⁶⁸ les résultats de la recherche indiquent un impact mitigé sur les moyens de subsistance, avec une proportion significative de participants ayant un impact positif.

Les résultats de l'étude indiquent qu'une proportion significative des participants interrogés a connu un impact positif sur leurs moyens de subsistance grâce à l'aide financière. Si l'on examine les données quantitatives recueillies, il convient de noter que 38 % des participants ont fait état d'un impact positif limité, c'est-à-dire qu'ils ont été en mesure

⁶⁷ SSI_CH1_F_Ati

⁶⁸ Voir par exemple l'étude menée par la FICR et la Croix-Rouge du Niger sur l'assistance en transferts monétaires dans les contextes migratoires, qui a montré que l'assistance en transferts monétaires est utilisée par les migrants pour répondre à leurs besoins fondamentaux en matière de nourriture, de vêtements, de santé et d'abri. Cependant, l'étude suggère également que l'impact de l'assistance en transferts monétaires sur le marché local et l'autosuffisance des migrants est minime. De même, une étude réalisée par Samuel Hall pour le HCR a évalué l'impact de l'assistance en espèces sur les réfugiés en séjour prolongé en Jordanie. L'étude a conclu que si l'assistance en espèces permet aux réfugiés de satisfaire leurs besoins primaires, elle n'augmente ni ne diminue leur probabilité d'avoir un revenu du travail.

de couvrir leurs besoins de base, tandis que 11 % ont fait état d'une amélioration plus importante de leur situation au-delà des besoins de base. 51,4 % des participants n'ont pas eu d'impact sur leurs moyens de subsistance et aucun n'a fait état d'un impact négatif. Toutefois, il convient de noter que la plupart des personnes interrogées n'ayant pas reçu d'aide, seules 37 personnes ont répondu à cette question. Il est difficile de savoir si les projets étaient destinés à soutenir les objectifs de subsistance, ou si la situation de la personne a changé pour permettre un élément d'épargne des transferts monétaires qui a contribué à améliorer la résilience dans le temps. Il serait utile d'étudier plus avant les variables liées à l'amélioration perçue de la résilience.

En outre, les résultats de la recherche suggèrent que le **montant de l'aide financière reçue peut avoir un impact sur les moyens de subsistance et l'autonomie**. Les données recueillies montrent qu'il existe un écart important entre le montant de l'aide en espèces reçu par les participants, qui peut varier considérablement d'un contexte à l'autre, ce qui se traduit par des résultats différents en termes de capacité des participants à répondre à leurs besoins. Si 22 % des participants ont reçu suffisamment d'argent pour répondre à tous leurs besoins, 11 % n'ont reçu qu'une aide immédiate, tandis qu'une proportion importante de participants, 40 %, ont à peine eu de quoi acheter quelques biens et 27 % n'ont pas pu répondre à leurs besoins du tout.

En outre, les migrants de transit qui restent plus longtemps dans leur lieu de transit (plus d'un an) ont tendance à être mieux lotis économiquement et mieux intégrés, ce qui suggère une corrélation entre les besoins en argent et la durée du séjour. S'ils sont confirmés à plus grande échelle, ces résultats indiqueraient la nécessité d'envisager un ciblage différencié des interventions sur la base de la durée du séjour en tant qu'indicateur de l'intégration locale.

Lorsque l'on compare⁶⁹ les réponses des personnes enregistrées déplacées de force et des personnes enregistrées non déplacées de force, il se dégage un consensus selon lequel l'assistance en nature a le plus grand impact sur la couverture des besoins de base constants et, dans une certaine mesure, sur les moyens de subsistance. Cela contraste légèrement avec la littérature,⁷⁰⁷¹ selon laquelle, en général, les personnes touchées par des catastrophes préfèrent l'argent liquide à d'autres formes d'aide. Étant donné que l'argent liquide est utilisé dans des contextes d'urgence et de non-urgence pour aider les migrants à satisfaire leurs besoins, lorsque l'on analyse la corrélation entre l'impact et le type de déplacement (forcé ou non), la littérature⁷²⁷³ a montré que l'un des facteurs contextuels affectant les résultats de l'assistance en transferts monétaires est le fait que l'assistance soit fournie dans le contexte d'une crise soudaine ou d'un événement à évolution lente. Cependant, les preuves de l'impact des différentes modalités en fonction du niveau d'urgence doivent encore être renforcées.

Ce qui est curieux ici, c'est la différence de réponses entre les personnes déplacées de force et les personnes non déplacées de force. 22 % des personnes déplacées de force considèrent que l'argent liquide a l'impact le plus positif sur les moyens de subsistance, contre 37 % pour les personnes non déplacées de force. Au contraire, 28 % des personnes interrogées estiment que d'autres types d'assistance (santé, logement, assistance juridique) ont un impact plus important, contre seulement 11 % des personnes non déplacées de force. Cela suggère que les personnes déplacées de force peuvent avoir des besoins plus importants et/ou plus urgents qui peuvent être couverts de manière plus pratique par des ONG fournissant des biens en nature que par elles-mêmes par le biais de transferts monétaires.

“

S'ils me donnent 200 000 ou 300 000, j'irai faire un travail bien meilleur. J'irai [...] et j'ouvrirai un kiosque pour mettre [des vêtements] à l'intérieur pour les vendre. Si vous faites comme ça, vous verrez qu'un jour ça augmentera, ça deviendra [plus] d'argent, ça deviendra beaucoup.

”

La taille de l'échantillon étant limitée, il est difficile d'en tirer des conclusions, mais cela pourrait indiquer des besoins plus importants qui dépassent les seuls besoins en nature et en espèces, par exemple en matière de santé et de protection. Cette constatation peut également être influencée par les personnes couvertes par les programmes de développement ou de sécurité alimentaire en période de soudure dans la région du Sahel, plutôt que par les personnes ciblées par les lignes budgétaires humanitaires.

⁶⁹ Veuillez noter que les mêmes réflexions sur la non-indicéité des données présentées dans le tableau 4 s'appliquent également au tableau 5.

⁷⁰ ODI, 2015

⁷¹ Berg, M., H. Mattinen and G. Pattugalan, 2013. Examining protection and gender in cash and voucher transfers. Case Studies of the WFP and UNHCR assistance.

⁷² Jeong, D., Trako, I. 2022. Cash and In-Kind Transfers in Humanitarian Settings: A Review of Evidence and Knowledge Gaps. Policy Research Working Paper;10026. World Bank, Washington, DC.

⁷³ World Bank, WFP, 2022.

Tableau 4. Type d'assistance reçue et impact sur les moyens de subsistance : personnes déplacées de force et personnes déplacées non de force

	DEPLACES DE FORCE	PAS DE DEPLACEMENT FORCE
AIDE EN NATURE	47.22%	47.37%
SUBVENTION EN ESPECES	22.22%	36.84%
ARGENT MOBILE	2.78%	2.63%
COUPONS EN PAPIER	0.00%	2.63%
AUTRES	27.78%	10.53%
TOTAL	100.00%	100.00%

Impact sur les relations communautaires

Les participants aux discussions de groupe ont partagé leurs expériences et leurs préoccupations concernant l'impact de l'assistance sur les relations sociales, plutôt entre les migrants, avec les communautés locales étrangères et avec les communautés d'accueil - du point de vue des migrants et des participants des communautés locales. **Au Burkina Faso et au Tchad, l'assistance est perçue comme positive pour la cohésion sociale**, pour plusieurs raisons :

- I. L'assistance aide les migrants à s'intégrer économiquement et à réduire la charge qui pèse sur les communautés locales ;⁷⁴ et, dans certains cas, les populations d'accueil sont directement ou indirectement couvertes par les flux d'aide à destination de certains lieux.
- II. L'aide est généralement partagée, ce qui renforce les relations sociales et a un impact positif sur d'autres aspects, tels que l'amélioration des marchés du travail ;
- III. L'assistance a des retombées positives sur le marché local.

Il est intéressant de noter que ces remarques sont communes aux quatre sites et qu'elles s'appuient non seulement sur la perception, mais aussi sur les expériences des membres de la communauté et des migrants en ce qui concerne l'aide apportée dans la région par les agences des Nations unies, les ONG, les initiatives communautaires ou religieuses, ou encore les individus. En ce qui concerne le partage de l'aide, l'impact positif doit être nuancé car plusieurs migrants participants - mais pas tous - déclarent qu'ils préféreraient un mode de distribution plus "discret" pour gérer l'aide reçue au niveau du ménage, y compris les relations au sein du ménage.



Si cela peut vraiment améliorer ma vie, je resterai sans continuer à migrer. [puis] je travaillerai, j'investirai dans le commerce et j'aiderai aussi mes parents. Cependant, si l'aide que vous recevez se limite à la nourriture et ne vous permet pas de faire du commerce, je pense qu'il vaut mieux continuer à migrer.



Sur ce point, une réflexion sur la visibilité des modalités d'assistance est nécessaire. Les praticiens interrogés ont insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de veiller à ce que la distribution de l'aide (en nature et en espèces) puisse accroître la visibilité des personnes qui en bénéficient et, partant, les exposer davantage aux vulnérabilités. D'un autre côté, il faut dire que l'aide en espèces, surtout lorsqu'elle est fournie par des transferts mobiles, est de loin le mode d'assistance le plus invisible, car elle est facilement dissimulée par rapport aux biens

matériels tels que les sacs de céréales ou les abris. Cela a deux implications principales : a) l'aide en espèces donne plus de liberté et de sécurité au participant, qui peut décider de garder l'argent pour lui et ne pas être stigmatisé comme pauvre ou harcelé ; et b) cela signifie également que l'on est moins susceptible de partager et de redistribuer volontairement l'aide. À cet égard, la littérature montre que les transferts d'argent peuvent donc avoir un impact sur la cohésion sociale en érodant les systèmes de partage communautaire.⁷⁵

⁷⁴ FGD_CH1_F_Abeche

⁷⁵ University of Arizona, 2006. Phase II Monitoring and Evaluation Project for the Tanout Cash Distribution Project.

En examinant les données, un participant d'Abéché mentionne la gestion des attentes de ses amis lorsqu'il refuse de partager toute l'aide qu'il a reçue. À Ati, où 74% des personnes interrogées séjournent dans des familles d'accueil, les participants au FGD mentionnent que l'aide, qu'elle soit apportée aux familles d'accueil ou aux migrants en transit, améliorera à la fois leurs conditions de transit et leur relation. Dans l'ensemble, l'assistance est considérée dans les deux pays comme un outil d'inclusion pour les transits à court et à long terme.



Si nous avions la possibilité de lancer des activités génératrices de revenus, nous pourrions changer beaucoup de choses. Ils [la communauté d'accueil] pourraient avoir besoin de nos services. Actuellement, nous sommes davantage considérés comme des mendiants vulnérables. Nous ne sommes pas considérés.



Ainsi, les participants considèrent que le partage de l'assistance est à la fois un aspect positif, car il accroît leurs relations sociales et leur rôle social digne, et un aspect négatif, car il limite leur liberté de gérer les dépenses et l'impact sur leur ménage. Les modalités moins visibles sont appréciées car elles donnent aux participants la liberté de choisir la part de l'aide qu'ils sont prêts à partager, mais il y a un risque que l'impact social positif soit réduit.

En Mauritanie, la tendance est différente. Les participants aux FGD expriment des inquiétudes quant à l'impact sur les relations sociales. À Nouakchott, un répondant signale que la communauté d'accueil le soutient moins depuis qu'il a une carte de réfugié, et une autre participante a dit qu'elle est confrontée à la jalousie depuis que l'assistance nous a aidés à créer une entreprise. Ceci dans un contexte où Nouakchott est, selon l'enquête, l'endroit où les relations sociales sont les moins positives - indépendamment de l'assistance. A Nouadhibou, la préoccupation majeure est liée à la modalité de distribution. Les personnes interrogées dans cette localité ont souligné le manque de transparence dans le processus et les critères de sélection des participants, ce qui peut entraîner des dissensions ou des frustrations parmi les migrants. Cela démontre l'importance pour les agences de communiquer clairement sur l'assistance et de mieux impliquer le groupe cible ainsi que les communautés locales dans la conception et la fourniture de l'assistance.

Globalement, les résultats obtenus en termes de conditions de transit (système de logement et accès aux services et aux moyens de subsistance) suggèrent que **dans chacune des communautés étudiées, un véritable écosystème migratoire s'est mis en place selon deux dimensions interdépendantes :**

- I. **Socialement** : à travers les interactions et les croisements dans certains quartiers des communautés étudiées, qui constituent des "estuaires migratoires"⁷⁶ où les migrants en transit peuvent obtenir des ressources, des contacts, des informations à partir de réseaux structurés par des acteurs locaux souvent informels (placement temporaire) et des institutions plus formalisées (services de santé, transport, etc.).
- II. **Sur le plan économique** : par l'existence d'économies migratoires locales fondées sur les différentes fonctions de séjour et de transit (logement, santé, travail, transport, alimentation, services financiers et envois de fonds).

Ces deux dimensions permettent le transit des migrants qui passent par la communauté pour de courtes périodes, ainsi que l'intégration à plus long terme de ceux qui souhaitent rester ou qui n'ont pas la possibilité de poursuivre leur voyage. Par l'assistance, mais plus encore par l'inclusion économique et l'accès à l'emploi, la présence de migrants peut donc avoir un effet positif sur l'économie locale (dans les quartiers directement concernés par la migration de transit ou "estuaires") en étant réinjectée sur le marché. D'autres facteurs exogènes (tels que les récits politiques ou la récurrence des crises - sanitaires, sécuritaires, inflationnistes - au moment de l'étude) peuvent expliquer l'efficacité (ou non) de la fonction d'absorption-intégration de l'écosystème socio-économique souvent mis en place de manière informelle dans chacune des communautés étudiées. Enfin, le développement, notamment par l'assistance, de passerelles entre les acteurs institutionnels (comme la Croix-Rouge britannique) et les acteurs informels peut permettre d'éviter que cette économie informelle ne devienne la proie des réseaux de trafiquants, tout en assurant une meilleure protection des migrants en transit.

⁷⁶ Landau, L. B., 2014. Conviviality, Rights, and Conflict in Africa's Urban Estuaries. *Politics & Society*, 42(3), 359–380.

Encadré 3. L'impact potentiel des transferts monétaires sur les marchés locaux

L'aide en nature et en espèces peut avoir un impact positif sur les communautés locales par le biais de la redistribution et de l'injection sur le marché local, bien que l'argent liquide rende cette opération plus facile et plus efficace que l'échange ou la revente de denrées alimentaires. Les deux formes d'assistance semblent contribuer au marché ou à l'économie locale, en fonction de l'ampleur des budgets des programmes et de la durée des interventions. Il est intéressant d'étudier le rapport qualité-prix entre l'aide en espèces et l'aide en nature pour la programmation à long terme, en déterminant les frais généraux et en améliorant l'impact sur les ménages. Toutefois, cela peut s'avérer plus difficile pour l'aide d'urgence à court terme, en particulier si elle cible les migrants en transit et les cas liés à la protection.

Impact sur les décisions de migration

En ce qui concerne la question de recherche visant à déterminer si et comment l'aide financière a un impact ou une influence sur les décisions de migration, les preuves recueillies ne sont pas suffisantes pour établir une corrélation directe entre l'aide financière et les décisions de migration des personnes qui l'ont reçue. Il convient donc de repenser de manière critique les termes de la question elle-même. L'impact de l'assistance sur les intentions des migrants semble en effet limité et ne va pas dans une seule direction, ce qui signifie qu'il ne permet ni d'affirmer ni de nier que l'assistance en transferts monétaires fournie aux migrants en transit peut conduire à une nouvelle migration ou au retour, mais aussi à l'installation. Plus fondamentalement, il semble important d'explorer et de cibler la question de recherche elle-même, qui semble davantage liée à une lecture en termes de facteurs d'attraction et de répulsion. Cependant, notre travail de terrain dans les différentes communautés montre que les décisions individuelles des migrants ne sont pas guidées par des choix rationnels et des motifs strictement économiques. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'un individu dispose d'une certaine somme d'argent et franchit un certain seuil économique qu'il prendra la décision de partir et de franchir l'étape suivante, d'aller en Europe ou de retourner dans son pays d'origine, car il existe un certain nombre de variables (par exemple, l'âge, le sexe, les niveaux d'endettement, les pays de destination préférés, la sécurité des déplacements, les niveaux d'acceptation locaux, l'accès à l'assistance, etc.) D'autre part, ce qui est ressorti de nos conversations avec les migrants de transit, c'est que les migrants à long terme, c'est-à-dire ceux qui ont l'intention de rester dans le lieu de transit, ont besoin d'argent liquide (plutôt qu'en nature) afin de stabiliser leur intégration et donc - très directement - de pouvoir contribuer à la vie socio-économique des communautés dans lesquelles ils essaient de trouver leur place.

Les données quantitatives indiquent que pour 46 % des personnes interrogées, il n'y a pas eu d'impact sur leur expérience de la migration. D'autre part, 49 % des personnes interrogées ont déclaré que l'assistance reçue avait eu un impact positif sur leur expérience de la migration, qu'elles expliquent par un meilleur accès aux services, une vie meilleure, l'accès aux besoins de base, y compris la nourriture et la santé, et une plus grande dignité pendant leur séjour. Pour 5,4 % des personnes interrogées, en revanche, l'impact a été négatif, dans la mesure où l'argent reçu a été entièrement dépensé pour accéder au marché et répondre à des besoins urgents, sans avoir d'impact sur l'expérience migratoire. L'enquête n'indique aucun impact sur les intentions migratoires.

D'autre part, les données qualitatives montrent une image plus nuancée, selon laquelle **l'aide en espèces peut avoir un impact sur les intentions si elle est suffisante pour changer la situation économique de la personne, c'est-à-dire si elle est cohérente et suffisamment élevée pour répondre d'abord à tous les besoins urgents et de base. L'étude n'a cependant pas trouvé d'exemples où c'était le cas.** Quelques participants aux groupes de discussion et aux enquêtes de sécurité ont indiqué qu'ils utiliseraient l'argent liquide pour poursuivre leur migration ou leur retour. Dans l'ensemble, les données indiquent que l'assistance en transferts monétaires, et l'assistance en général, n'influencent potentiellement la décision que lorsque l'intention n'est pas clairement définie, en poussant à rester, à continuer ou à rentrer - elles ne poussent pas dans une seule direction. **Pour les personnes interrogées qui ont des intentions claires, l'assistance peut leur permettre de réaliser cette intention, mais pas de la changer.**⁷⁷

Différentes positions ressortent également des entretiens menés avec des praticiens et des informateurs clés du secteur de l'assistance en transferts monétaires dans les trois pays étudiés. Parmi les personnes interrogées, certaines affirment que l'argent liquide peut être une incitation,⁷⁸ mais qu'il n'existe aucune preuve de l'impact potentiel de l'aide financière sur les décisions de migration des participants individuels. D'autres ne croient pas que les transferts monétaires puissent encourager la migration parce que le niveau des besoins de base dans la région est très élevé et que les sommes fournies ne sont pas suffisantes pour avoir un impact réel sur les intentions.

Si l'on examine la littérature, **on constate que très peu d'études ont porté sur l'impact de l'aide financière sur les migrants et qu'il n'existe aucune preuve directe de l'impact et de l'influence de l'aide financière sur la prise de décision en matière de migration**, y compris les intentions et les décisions des migrants de migrer. Toutefois, certaines ressources

⁷⁷ SSI_CH2_M_Ati

⁷⁸ KII_WCA_2

disponibles sur les moteurs de la migration peuvent être utilisés pour alimenter la réflexion et donner un aperçu des données collectées et des conclusions à tirer concernant les moteurs de la migration et leur interaction avec les interventions d'aide financière. La recherche critique de Black et al.⁷⁹ sur les moteurs de la migration, menée dans le cadre du projet MIGCHOICE,⁸⁰ est particulièrement pertinente. Elle propose une " approche orientée vers l'avenir " pour comprendre les moteurs de la migration, contrairement à l'idée selon laquelle les décisions de migration sont basées sur " un moment (ou des étapes) de choix ". Selon les auteurs, pour comprendre les choix migratoires, il est nécessaire de considérer l'avenir, composé à la fois d'aspirations et d'incertitudes. En particulier, les éléments d'incertitude et de potentialité ressortent clairement des données recueillies sur les profils des migrants de transit, qui brossent un tableau non linéaire en termes de temps et de trajectoires, contrairement aux représentations et définitions courantes du transit. Par exemple, 59,1% ont répondu qu'ils ne savaient pas combien de temps ils resteraient dans leur lieu actuel, ce qui suggère que l'intention n'est pas un élément défini, mais plutôt une variable qui change en fonction de différentes circonstances, et de leur imbrication, y compris l'expérience, le temps, et parfois même le type d'assistance reçue.

“

Personnellement, je ne suis pas d'accord avec cette affirmation. [...] En particulier lorsque nous parlons d'assistance humanitaire [...], dans ce cas, je pense que la personne a déjà décidé de se déplacer pour différentes raisons, donc je ne pense pas vraiment que l'assistance humanitaire pousse la personne à se déplacer. Je pense qu'il s'agit simplement de répondre aux besoins de base, c'est l'objectif de l'aide humanitaire.

”

Photo 4 : Niger, Moustapha Diallo / IFRC, juillet 2022. Avec le soutien des partenaires du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge du Niger fournit une assistance en espèces aux personnes les plus durement touchées afin de les aider à satisfaire leurs besoins essentiels.



⁷⁹ Czaika, M., Reinprecht, C., 2022. Migration Drivers : Pourquoi les gens migrent-ils ? In : Scholten, P. (eds) Introduction to Migration Studies. Série de recherche IMISCOE. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-92377-8_3

⁸⁰ Le projet fait partie du SSSII (Safety, Support and Solutions in the Central Mediterranean Route Phase II) et vise à déterminer dans quelle mesure les interventions de développement affectent les aspirations, les décisions et les mouvements migratoires des populations au Sénégal, en Guinée et en Gambie.

Encadré 4. Le rôle de l'information dans les décisions de migration

Le rôle de l'information et de l'accès à l'information dans la prise de décision des migrants est essentiel⁸¹ et peut être ajouté à la discussion sur l'impact de l'assistance.

Si les données ne montrent pas de corrélation directe en termes d'influence entre les informations sur la disponibilité de l'assistance et la décision des migrants de choisir une destination particulière, il apparaît en revanche que les attentes en matière de qualité de vie et d'accès aux services au point de transit ou à la destination finale peuvent influencer de manière significative leurs trajectoires et leurs intentions migratoires. Les données qualitatives révèlent des cas de migrants en transit qui se sentent désillusionnés lorsqu'ils se retrouvent dans une localité où leurs besoins ne peuvent être satisfaits ou lorsqu'ils rencontrent des difficultés au cours de leurs tentatives de migration.⁸²

Si l'on considère les données quantitatives recueillies, les considérations économiques arrivent en tête des facteurs influençant le choix du lieu de transit, 51 % des personnes interrogées les citant comme facteur déterminant et 9 % des migrants mentionnant les recommandations de parents ou d'amis comme facteur de décision. Bien que les informations sur l'accès à l'assistance n'aient qu'un impact minime, avec environ 2 % des personnes interrogées les mentionnant comme facteur, elles existent.

En outre, il ressort de cette étude que les informations recherchées par les migrants ne concernent pas leur situation en transit, mais les prochaines étapes de leur voyage. À cet égard, les résultats mettent en évidence plusieurs lacunes dans les informations que les migrants recherchent au cours de leur voyage :

- Manque de réseau : les migrants peuvent ne pas avoir accès à des réseaux fiables ou à des relations sociales dans leur lieu de résidence actuel, ce qui limite leur accès à des informations précises et pertinentes sur les ressources et l'assistance disponibles dans le lieu de transit et concernant la prochaine destination.
- Lacune situationnelle : les migrants peuvent être confrontés à des incertitudes et manquer d'informations sur les conditions spécifiques qu'ils rencontreront dans le lieu de transit, comme le risque d'être bloqués ou la (non) disponibilité de l'assistance.
- Lacune dans la programmation : il peut y avoir des lacunes dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'assistance, ce qui peut se traduire par des informations insuffisantes pour les migrants ou un soutien inadéquat. Cette lacune dans la programmation met en évidence la nécessité de stratégies de communication adaptées et efficaces pour garantir que les migrants aient accès à des informations pertinentes et opportunes sur les options d'assistance disponibles, ce qui a également été souligné par les praticiens interrogés.

En comblant ces lacunes et en fournissant aux migrants les informations nécessaires, les programmes peuvent leur permettre de choisir en toute connaissance de cause de rester ou de poursuivre leur voyage migratoire. Une telle approche renforcerait l'autonomie des migrants de transit et respecterait leur rôle, en leur permettant de mieux contrôler leur parcours et leurs décisions.

⁸¹ Czaika, M., Reinprecht, C. (2022)

⁸² SSI_CH5_F_Abeche

3. En route vers l'avenir : une approche basée sur l'itinéraire pour l'assistance en espèces dans les contextes migratoires

3.1. Conclusions et enseignements tirés

L'étude révèle qu'il existe peu de programmes, voire aucun, fournissant une assistance en transferts monétaires (CVA) aux migrants de transit dans la région du Sahel : moins de 20 % des personnes interrogées ont reçu une assistance de quelque nature que ce soit. En outre, lorsque les transferts monétaires sont fournis, ils sont principalement utilisés pour les besoins de base, et il n'y a aucune preuve de leur impact sur l'amélioration à moyen ou long terme des moyens de subsistance et/ou de la décision de migrer. **L'étude identifie plusieurs facteurs qui influencent les décisions individuelles de migration, l'assistance étant le facteur le moins influent ou le moins "décisif"**.

Les principales conclusions sont les suivantes :

- I. **L'étude révèle que la durée des séjours de transit est souvent plus longue qu'on ne le pense généralement, la majorité des personnes interrogées restant au même endroit pendant plus d'un an.** Cela remet en question l'idée que les migrants de transit sont des personnes qui se déplacent rapidement et souligne la complexité de la catégorisation des migrants entre la mobilité et l'immobilité. En outre, l'incertitude de la durée du transit et les changements d'intentions des migrants une fois leur voyage commencé compliquent la représentation des migrants de transit, soulignant la nature non linéaire du temps et des trajectoires dans la migration de transit et appelant à des définitions nuancées et à des réponses programmatiques qui répondent aux divers besoins et intentions des migrants de transit. Les expériences de mobilité des migrants de transit sont différentes des perspectives que les gouvernements nationaux ou les institutions internationales (HCR, OIM) ont à leur sujet. En particulier, les variables de l'espace et du temps conditionnent les expériences et les décisions des migrants de transit, alors que les acteurs institutionnels perçoivent l'espace comme un réseau (abstrait) et le temps comme une réalité (linéaire).
- II. **Les motivations économiques ne sont qu'une variable parmi d'autres pour comprendre (ou même anticiper) les décisions ou les intentions de migration.** La théorie du choix rationnel qui prévaut souvent pour expliquer les décisions de migration présente une image incomplète et appauvrie des expériences et des décisions de mobilité. Une perspective écosystémique plus complète est nécessaire pour comprendre à la fois le lien des migrants de transit avec leur environnement et la nature multi-variante de leurs processus de prise de décision. Le même raisonnement s'applique aux préférences en matière d'assistance (argent direct, transferts monétaires, aide en nature, etc.) qui sont souvent basées sur des variables liées à l'expérience de la mobilité : le temps passé sur la route, l'intégration perçue au sein de la communauté d'accueil et les traumatismes subis.
- III. **Les considérations liées à la protection affectent les expériences, l'action et les décisions des migrants, en particulier des femmes.** L'absence de mécanismes de retour d'information et de signalement exacerbe le problème, poussant les migrants à se cacher davantage et les rendant invisibles. Pour les nouveaux arrivants et les femmes, les risques de travail forcé, d'exploitation sexuelle et de toutes les formes d'abus et de violence sont donc aggravés par l'absence de réseaux d'information (ou de connaissance des réseaux existants) concernant les risques, les conseils juridiques, la santé et la formation.
- IV. **L'assistance par transfert monétaire est souvent négligée ou considérée comme secondaire par rapport à l'assistance en nature lorsqu'il s'agit de soutenir les migrants. En revanche, la recherche suggère que l'assistance en espèces reste le type d'assistance préféré de la plupart des migrants et des praticiens de l'aide humanitaire.** Cette situation n'est pas surprenante, car les transferts monétaires souffrent d'un préjugé négatif en ce sens qu'il s'agit d'une technologie associée à une certaine complexité et potentiellement à des problèmes de confidentialité ou de protection des données. Seule l'utilisation des transferts monétaires peut valider sa pertinence, mais l'échantillonnage était trop limité pour tirer des conclusions. Néanmoins, il est souhaitable d'inclure les transferts monétaires dans un éventail plus large de modalités d'assistance, en raison de l'autonomie qu'ils offrent aux participants et du rapport coût-efficacité qu'ils permettent. Une autre contrainte est souvent le niveau très bas de transfert monétaire fournie, qui ne répond qu'à certains besoins très élémentaires. Lorsqu'elle est fournie, **l'aide en espèces sert principalement à améliorer les conditions de vie dans la ville de transit.**

Avant de passer aux recommandations, les résultats de la recherche permettent de tirer trois leçons essentielles pour l'élaboration des politiques et des programmes :

- I. Si l'utilisation de l'aide financière suscite de plus en plus d'intérêt, il existe **encore d'importantes lacunes en termes de connaissances et de défis à relever.** Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les besoins et les défis des migrants en transit sur les routes du Sahel, les moyens les plus pertinents d'entrer en contact avec les migrants vulnérables, et l'impact et les implications de l'assistance en espèces dans

de tels contextes. Cela pourrait également impliquer l'adoption de méthodes et d'outils novateurs issus d'autres disciplines, le réexamen des activités de sensibilisation et la prise en compte de nouvelles approches conceptuelles, afin de piloter de nouvelles activités et de mesurer leur impact réel sur le bien-être et la protection des migrants. Il convient en particulier de veiller à ce que les approches ne nuisent pas et à ce que la conception des programmes soit axée sur la protection, par opposition aux objectifs de fourniture d'aide uniquement axés sur les résultats.

- II. Les deux domaines de l'assistance en espèces et de la programmation des migrations sont encore fortement déconnectés. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est essentiel d'explorer la collaboration et l'alignement entre l'aide financière et les programmes et politiques migratoires en définissant un agenda commun et en impliquant les donateurs dans le soutien de ces initiatives. Cela peut être facilité par la création d'espaces de partage des connaissances, de collaboration et de co-planification entre les décideurs politiques, les praticiens et les parties prenantes afin d'examiner plus en détail quand l'intégration dans des programmes plus larges peut être appropriée et quand des projets autonomes axés sur les migrants sont essentiels pour atteindre les migrants très vulnérables.
- III. Toute utilisation de l'aide en espèces pour les migrants en transit nécessite un effort de collaboration de la part des acteurs nationaux et internationaux, qui ont généralement des préjugés sur ces questions ou des contraintes internes en matière de rapports d'entreprise pour administrer de l'argent liquide flexible et inconditionnel. Cette étude montre que l'utilisation de transferts monétaires (argent liquide, transferts mobiles ou bancaires, coupons d'achat) est à la fois efficace et rentable :
 - Alignés sur les besoins et les demandes des migrants, en particulier (mais pas uniquement) ceux qui résident dans les communautés depuis plus longtemps, car l'argent liquide est plus susceptible de leur permettre de transformer la subsistance en une intégration durable ;
 - Il est peu probable qu'ils influencent de manière significative les choix migratoires des migrants. Cependant, les récits politiques nationaux et internationaux, souvent motivés par le populisme et la xénophobie, peuvent stigmatiser les transferts monétaires pour les migrants de transit. Ces récits présentent deux arguments qui s'opposent aux preuves : 1) les transferts monétaires financent directement le voyage des migrants irréguliers vers l'Europe, et 2) les transferts monétaires financent indirectement les passeurs, voire les trafiquants. Pour faire face à ce risque, il est essentiel d'utiliser des arguments clairs étayés par des preuves, des projets pilotes et une communication éducative proactive, afin d'anticiper les critiques aux niveaux local, national ou international.

3.2. Recommandations

De nombreux acteurs (ONG, agences des Nations unies) ne sont pas équipés pour développer des programmes transfrontaliers et régionaux. Il est donc essentiel de s'attaquer à ces obstacles pour exploiter tout le potentiel de l'assistance par les transferts monétaires en créant les conditions nécessaires aux programmes et à la collaboration le long des routes migratoires et des frontières. Il s'agit notamment de

Identifier et atténuer les risques politiques et sécuritaires associés à la mise en œuvre de l'assistance par les transferts monétaires, notamment les problèmes de sécurité, le manque de soutien des autorités locales et des communautés, et les difficultés à identifier les personnes à risque et à évaluer leurs besoins.

Inscrire les stratégies et programmes de transferts monétaires dans une logique délibérément transnationale et régionale, qui a des implications politiques, juridiques et logistiques, et des exigences en termes de coordination (information, évaluation des besoins, critères de sélection) et de collaboration (mise en œuvre, suivi des participants).

Surmonter les obstacles logistiques et infrastructurels à la fourniture effective de transferts monétaires aux migrants, tels que le manque d'accès aux services financiers, les systèmes d'identification et d'enregistrement limités, les risques et les préoccupations en matière de protection, le manque de sensibilisation et de confiance de la part des personnes les plus vulnérables.

Sur la base des résultats de l'étude, les recommandations visent à relever ces défis tant au niveau politique qu'opérationnel. Au niveau politique, il est essentiel d'établir des cadres d'action et de coordination en développant des lignes directrices et des stratégies qui prennent en compte les besoins spécifiques des migrants en transit. Au niveau opérationnel, l'accent doit être mis sur la conception et la mise en œuvre d'assistance par les transferts monétaires sensible au genre et adaptée aux besoins et aux profils des migrants en transit. Au niveau programmatique, cela signifie qu'il faut faire preuve de souplesse dans la conception afin que l'assistance puisse être adaptée ou modifiée.

3.2.1. Recommandations en matière de programmation : Appliquer une approche basée sur l'itinéraire à l'assistance en espèces dans le contexte migratoire

Ces recommandations s'adressent aux praticiens et sont destinées à servir de guide pour l'application d'une **approche basée sur l'itinéraire de l'assistance en transferts monétaires pour les migrants en transit**. Les recommandations portent sur la manière dont les parties prenantes peuvent accompagner les migrants et les aider à gagner en flexibilité, en autonomie et en dignité dans des situations où ils pourraient se sentir bloqués, immobiles et sans espoir. Les trois séries de recommandations suivantes peuvent être prises en compte aux différents stades de la conception et de la mise en œuvre des programmes :

Planifier en fonction des besoins, des préférences et des déplacements des migrants

1. Réaliser des évaluations contextuelles approfondies pour comprendre les besoins spécifiques des migrants aux niveaux régional, national et local, et développer des approches contextuelles de l'assistance en transfert monétaire lorsqu'elle est utilisée dans le cadre de programmes. Pour concevoir et mettre en œuvre des programmes efficaces, il est essentiel de procéder à des évaluations appropriées des besoins et du contexte afin de comprendre les besoins réels sur le terrain et d'informer les activités de programmation, afin de garantir que les migrants ont accès à une aide qui ne les expose pas à des risques. Deux recommandations en découlent :
 - Soutenir des communications claires et simples au sein des communautés et avec les autorités lorsqu'un grand nombre de personnes sont confrontées à la pauvreté dans le cadre de la sensibilité aux conflits.
 - Déterminer une valeur (en termes de montants d'argent versés) de l'aide suffisamment importante pour obtenir de meilleurs résultats en termes d'impact sur la vie des participants.
2. Différencier la conception de l'assistance par les transferts monétaires en fonction des profils migratoires et des résultats du programme : Les programmes et les modalités devraient être différenciés en fonction du niveau de mobilité des individus et complétés par d'autres sources de soutien si nécessaire. La faisabilité d'un plaidoyer en faveur d'un soutien à plus long terme aux migrants par les gouvernements hôtes et les donateurs sera poursuivie en parallèle, avec par exemple une politique de soutien aux migrants par le biais de systèmes de protection sociale adaptés aux chocs.
3. Distinguer l'assistance sur mesure pour les migrants à long terme et à court terme et les besoins qui peuvent être satisfaits par le biais de transferts monétaires. Les migrants de longue durée ont des besoins différents qui nécessitent des programmes adaptés. Ces programmes devraient comprendre des conseils juridiques, une assistance en espèces plus conséquente et d'autres activités qui répondent aux besoins d'inclusion et de relations sociales et économiques, ainsi qu'à l'accès aux services de base.
4. Impliquer les migrants dans la conception et la mise en œuvre de l'assistance en espèces par le biais d'approches participatives. La modalité de l'assistance en espèces (par exemple, espèces en main, argent mobile, transfert bancaire) devrait dépendre des préférences des participants et de la faisabilité du contexte, en tenant compte des schémas de mobilité et du contexte local, notamment en termes d'accès aux services, tels que la couverture téléphonique, la présence d'institutions de microfinance ou de banques et la capacité du marché local. Une évaluation spécifique des besoins des différents profils de participants et des différentes localités est essentielle au moment de décider de l'aide en espèces et des mécanismes de distribution.
5. Cartographier les routes migratoires intrarégionales et les programmes d'assistance par les transferts monétaires existants dans les pays voisins, y compris les lieux où les migrants ont tendance à se rassembler ou à passer. Cette connaissance permet aux parties prenantes d'adapter les interventions en fonction des besoins et des défis rencontrés le long de ces itinéraires, ainsi que des synergies possibles avec les programmes existants pour soutenir les migrants tout au long de leur voyage. Cela évitera de créer des interventions isolées et fragmentées.

Inclure des considérations de protection dans la programmation et la conception de l'assistance par les transferts monétaires

6. Renforcer les capacités internes et élaborer des orientations claires pour le personnel afin de renforcer les connaissances juridiques, la connaissance des questions de protection ainsi que l'engagement et la responsabilité du personnel : Le défi consiste à former le personnel des organisations impliquées dans la fourniture de transferts monétaires, tant sur le terrain que dans les bureaux, aux droits spécifiques des migrants, aux questions de genre, à la manière d'identifier et de traiter les questions de protection, aux risques psychosociaux et à l'absence de préjudice, et à la manière d'opérer dans des contextes de vulnérabilité et de besoins extrêmes, sans reproduire les comportements abusifs et les dynamiques de pouvoir. Sur toutes les routes migratoires

transnationales, qu'il s'agisse de pays ou de communautés, il est important de veiller à ce que l'ensemble du personnel ait une connaissance minimale de tous les principes et lignes directrices qui orientent l'action de la Croix-Rouge britannique, ainsi que de la législation en vigueur, des droits ou des risques auxquels les participants de l'aide sont exposés.

S'orienter vers une programmation intégrée pour dépasser l'aide d'urgence et libérer le potentiel de l'assistance en espèces aux migrants en transit

7. Envisager une assistance multisectorielle calculée pour couvrir les besoins à satisfaire : Les modalités de l'assistance en transferts monétaires ne permettent souvent pas à elles seules de répondre aux besoins multiples des migrants en transit, qui évoluent souvent très rapidement en fonction du contexte et des circonstances. Il est donc important que les migrants fassent des choix éclairés en fonction de leur profil, de leurs besoins et de leurs préférences, et qu'ils changent de type d'assistance en fonction de la saison, de la situation politique et de la sécurité. L'une des options consiste à fournir des ensembles d'activités "argent +" adaptés au type de migrant et en collaboration avec d'autres services, et qui peuvent également fournir des conseils juridiques, des moyens de subsistance, un accès à la santé, et permettre au participant de prendre une décision éclairée concernant sa migration, son séjour ou son retour.
 - Il est recommandé de mettre en place des programmes pilotes à grande échelle proposant différentes modalités, y compris en espèces et en nature, en particulier dans les contextes urbains qui se prêtent mieux à une assistance multimodale.

8. Éviter de travailler de manière isolée : Afin d'accroître le soutien politique et l'adhésion des autorités concernées, l'assistance en transferts monétaires devrait être mieux alignée sur les programmes nationaux de protection sociale, lorsqu'elle est appropriée, qu'elle apporte une valeur ajoutée et qu'elle n'interfère pas avec les principes humanitaires. Pour faciliter la collaboration, il convient de créer des synergies en essayant d'utiliser les mêmes outils de collecte de données et de suivi, ainsi qu'en créant des mécanismes de partage d'informations inter-agences qui ne mettent pas les personnes en danger (respecter les réglementations et les normes en matière de partage et de protection des données).
 - Créer des synergies avec les programmes existants et tirer parti des outils et des ressources déjà en place, en s'appuyant sur le système existant pour améliorer l'efficacité et la durabilité des initiatives d'assistance en espèces. L'intégration de l'assistance en transferts monétaires aux migrants dans le champ d'action du groupe de travail sur l'argent liquide est un outil permettant de favoriser ces synergies et cette coordination.

9. Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation (S&E) et utiliser les résultats pour éclairer la prise de décision : Il convient d'établir un cadre de suivi et d'évaluation clair décrivant les objectifs, les indicateurs, les méthodes de collecte des données, l'analyse des données et les exigences en matière de rapports pour le programme, y compris les informations relatives aux transferts monétaires. Cela permettra de s'assurer que toutes les parties prenantes comprennent l'objectif et les résultats attendus du programme, et qu'il existe une approche systématique du suivi et de l'évaluation des progrès. Une approche participative doit être appliquée, dans laquelle toutes les parties prenantes clés sont activement impliquées dans le développement du cadre de suivi et d'évaluation, y compris les participants du programme, les communautés locales et les agences gouvernementales concernées. Cela permettra de s'assurer que le système de suivi et d'évaluation est adapté au contexte, pertinent et qu'il répond aux besoins de la population cible. Enfin, il convient de revoir et d'ajuster régulièrement le cadre de suivi et d'évaluation en fonction du retour d'information des parties prenantes, de l'évolution du contexte et des nouveaux besoins.

3.2.2. Recommandations politiques : L'assistance en transferts monétaires tout au long du parcours migratoire

Ces recommandations s'adressent aux responsables politiques et aux décideurs, avec l'ambition de les orienter vers l'élaboration d'un programme politique susceptible d'unir l'aide financière et l'aide aux migrants.

Gouvernement (central et local) :

- Adopter une législation qui permette aux migrants de transit d'accéder aux services financiers essentiels et aux modalités de transfert, tout en s'attaquant aux pratiques discriminatoires, telles que le traitement différencié ou le profilage par les banques, qui peuvent exacerber leurs vulnérabilités.
- Améliorer les infrastructures et l'accès aux services, en tenant compte des contraintes des migrants de transit : Au niveau gouvernemental et municipal, un effort doit être fait pour améliorer les infrastructures et

les réseaux afin de permettre aux migrants d'utiliser les services numériques et bancaires. Parallèlement, les organisations délivrant des transferts monétaires doivent s'efforcer de créer ou de renforcer des partenariats avec les fournisseurs de services financiers, mais aussi avec les fournisseurs de téléphonie, afin d'accroître l'accès aux téléphones portables et de promouvoir les modes de banque mobile, et de fournir des solutions permettant aux migrants sans statut d'accéder aux services financiers et aux cartes SIM.

- Sensibiliser les migrants pour les aider à prendre des décisions éclairées sur la manière d'investir et de dépenser leur argent de manière durable (éducation financière). Des conseils sont également donnés sur ce que les migrants peuvent faire s'ils changent d'avis et souhaitent retourner dans leur pays d'origine. Avec l'aide des autorités locales, les organisations chargées de la mise en œuvre doivent également s'efforcer de sensibiliser les communautés locales à l'objectif et à la raison d'être des programmes d'assistance.

Donateurs internationaux :

- Sensibiliser le personnel des ONGI, ainsi que les fonctionnaires et les donateurs, au fait que l'aide financière ne détermine pas les décisions de migration. Il s'agit d'éduquer et d'informer le personnel des ONGI, les fonctionnaires et les donateurs sur les facteurs complexes qui contribuent à la décision de migrer, en soulignant que si les considérations financières peuvent être un aspect, elles ne sont pas le seul, ni le principal déterminant de la décision de migrer. Les efforts de sensibilisation peuvent inclure le partage de résultats de recherche, d'études de cas et de témoignages qui illustrent la nature multidimensionnelle des décisions de migration.
- Plaider pour l'intégration d'une composante migration au sein des groupes de travail sur l'aide financière et pour l'élaboration de lignes directrices spécifiques aux transferts monétaires pour les migrants. Il s'agit de reconnaître les défis particuliers auxquels sont confrontés les migrants et de veiller à ce qu'ils soient pris en compte dans les programmes d'aide financière existants. Collaborer avec les parties prenantes concernées, notamment les ONGI, les agences gouvernementales et les donateurs, afin d'intégrer les considérations relatives à la migration dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes. En outre, œuvrer à une meilleure coordination entre l'aide financière et les initiatives en matière de migration en encourageant le partage d'informations, en favorisant les partenariats et en facilitant les plates-formes de collaboration. Évaluer régulièrement l'impact de ces mesures afin de s'assurer que les populations migrantes reçoivent une assistance ciblée et efficace tout au long de leur parcours migratoire.

Clusters humanitaires :

- Promouvoir l'application du principe de non-agression en soulignant son importance, en établissant des mécanismes d'application solides et en tenant le personnel humanitaire responsable de son respect. Cela implique de promouvoir la sensibilisation et la formation, d'élaborer des lignes directrices et des codes de conduite clairs, de mettre en œuvre des mécanismes de notification, d'offrir des possibilités de renforcement des capacités et de contrôler le respect des règles. Une évaluation régulière de l'impact garantit une amélioration continue. En donnant la priorité aux pratiques éthiques et à un engagement responsable avec les migrants, cette recommandation vise à protéger leur bien-être et leurs droits dans le cadre des opérations humanitaires.
- Inclure la communauté dans l'élaboration de stratégies et de lignes directrices pour les transferts monétaires ciblant les migrants. Favoriser la participation et l'engagement des communautés pour garantir l'efficacité des programmes d'aide en espèces. L'implication des communautés dans les groupes cibles de l'assistance et la consultation des chefs de communautés qui soutiennent les migrants en transit pour concevoir les modalités de distribution doivent faire partie intégrante des transferts monétaires. Le cas échéant, des activités destinées aux communautés d'accueil touchées par les migrations doivent également être prévues pour contribuer à remédier à la situation économique du pays d'accueil, par exemple si ces communautés sont touchées par un taux de chômage et d'inflation élevé.
- Briser les idées reçues et reconnaître l'autonomie des migrants. Remettre en question les hypothèses qui : 1) traitent les migrants comme des personnes dépendantes et facilement influençables par des incitations monétaires ; 2) ou s'appuient uniquement sur l'hypothèse selon laquelle les individus font toujours des choix rationnels basés sur leur intérêt personnel, alors que de nombreuses variables, temporalités et effets entrent en jeu dans les décisions qui accompagnent le parcours migratoire. En revanche, il est recommandé de promouvoir une compréhension plus nuancée de la migration en tant que phénomène complexe influencé par un large éventail de facteurs sociaux, économiques, politiques et personnels. Il s'agit notamment de reconnaître l'agence et la capacité des migrants à prendre des décisions éclairées en fonction de leurs propres besoins, aspirations et circonstances.

3.2.3. Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

En ce qui concerne le fonctionnement et la programmation du Mouvement, plusieurs recommandations ont émergé de la recherche, qui vont au-delà de celles directement liées à l'assistance en espèces et sous forme de coupons (transferts monétaires). Il est important de noter que ces recommandations, bien qu'elles ne soient pas directement liées à la

programmation des transferts monétaires, ont été élaborées dans le but de contribuer à l'adoption d'une approche holistique qui reconnaisse les besoins et les défis plus larges auxquels sont confrontés les migrants.

1. Évaluer les caractéristiques et la dynamique de la féminisation de la migration de transit dans chaque pays et en cours de route (transfrontalière et en transit) pour comprendre les risques associés aux femmes en particulier, et développer des programmes ciblés sensibles au genre via l'argent liquide. L'utilisation des transferts monétaires comme point d'entrée peut inciter à fournir une assistance complémentaire ciblée. Il pourrait s'agir de 1) développer un accès non stigmatisant et plus spécifiquement féminin à l'information sur les risques, les droits, la santé et l'assistance psychosociale, 2) soutenir les femmes et les filles migrantes qui ont subi des violences sexuelles, la traite des êtres humains, l'esclavage moderne ou l'exploitation par des employeurs locaux, 3) faciliter l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et soutenir les femmes enceintes et celles qui allaitent. Le rôle des transferts monétaires serait ici complémentaire, pour renforcer l'efficacité et la couverture en termes de droits et de protection.

2. Considérer les transferts monétaires multimodaux comme une option pour améliorer les réponses centrées sur les participants du programme ainsi que l'action réelle des migrants. Nous avons observé des tendances intéressantes en termes de préférences - en fonction des profils migratoires, du type de communauté, de la durée du séjour et, bien sûr, du type de chocs, de facteurs de stress ou de vulnérabilité. Mais il est également vrai que les préférences peuvent évoluer et que plus d'une modalité de réponse, entre l'argent liquide, les coupons et les avantages en nature, peut constituer une réponse optimale. Bien entendu, l'assistance multimodale peut être extrêmement coûteuse, compte tenu 1) des coûts de stockage des produits en nature (en particulier les denrées alimentaires) ; 2) des dépenses, de la logistique et de la complexité technique du changement ; et 3) de la nécessité d'une approche multimodale "à grande échelle" pour accroître le rapport coût-efficacité global. Il est donc recommandé de tester cette modalité de "changement" dans un contexte urbain, où les contraintes logistiques sont généralement moindres, afin d'en tirer des éléments pour une éventuelle généralisation ou mise à l'échelle.

3. S'appuyer sur les réseaux existants pour favoriser la coordination et la programmation transfrontalières : Tirer davantage parti du réseau existant présent dans de nombreux lieux et pays, afin d'appliquer l'approche fondée sur les itinéraires et de créer des mécanismes alignés/partagés pour identifier, aider et suivre les migrants à travers les frontières. Il est recommandé de dépasser l'approche nationale et cloisonnée et d'adopter une approche régionale et multinationale : 1) une approche régionale et multi-pays, avec 2) des partenariats innovants (ONGI, OSC, ONGN, secteur privé dans les secteurs de la santé, de la protection et de l'innovation).

4. Renforcer la composante de soutien à la santé mentale : Compte tenu du fait que le Mouvement est déjà traditionnellement axé sur la santé, il est suggéré d'approfondir et de renforcer les activités de soutien dans le domaine de la santé mentale, en particulier dans les contextes migratoires, où les traumatismes liés aux expériences vécues au cours du parcours migratoire peuvent être multiples et complexes. Pour évaluer ces besoins, il faut se concentrer à la fois sur les dynamiques contextuelles et sur les migrants, les voyages et les communautés, afin de comprendre la nature des épisodes poly-traumatiques et de favoriser une approche de gestion des cas - dans la mesure du possible. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que les interventions ad hoc et non suivies sur le long terme sont évidemment limitées dans le traitement des traumatismes complexes. Tout dépend de la durée du séjour des migrants au même endroit et de leur volonté de participer aux séances. Comme l'ont souligné les entretiens avec les spécialistes de la santé mentale, un traitement superficiel sans suivi peut faire plus de mal que de bien. Une approche minimale, sans réelle volonté de guérir, mais avec des moyens de diagnostic et d'écoute, pourrait être mieux adaptée à la migration de transit.

BIBLIOGRAPHIE

- Berg, M., H. Mattinen and G. Pattugalan, 2013. Examining protection and gender in cash and voucher transfers. Case Studies of the WFP and UNHCR assistance.
- Black, R. et al, 2022. Migration drivers and migration choice: interrogating responses to migration and development interventions in West Africa. CMS 10, 10. <https://doi.org/10.1186/s40878-022-00283-3>
- British Red Cross, 2020, Atteindre les « invisibles » : Vulnérabilité et accessibilité le long des routes migratoires
- Burkina Faso inter-agency cash working group, 2023. Tableau de bord bimensuel Septembre-Octobre 2022, available at <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso/document/cwg-burkina-faso-le-dashboard-des-activit%C3%A9s-en-cash-au-bf-juillet-0>
- CaLP, 2022. Systemic Framework on Human Mobility and Vulnerability. Available at: <https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Figure-1-English-version.pdf>
- CaLP, 2021. Glossary of Terminology for Cash and Voucher Assistance, available at: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cambodia/document/glossary-terminology-cash-and-voucher-assistance?_gl=1*_1xi00gi*_ga*MTI4MTIyNTQzMj4xNjY3MjAwODQ5*_ga_E60ZNX2F68*MTY3Njg5NjgzMy4zNjYyMS4xNjc2ODk3ODM1LjYwLjAuMA
- CaLP, 2020. “Supporting the linkages between humanitarian cash and voucher assistance and national social protection systems: Tip sheet for Cash Working Groups (CWG) and Inter-Cluster Coordination Groups (ICCG).” Cash Learning Partnership, London.
- CALP. 2017. Cash or In-Kind? Why Not Both? Response Analysis Lessons from Multimodal Programming
- Charlot C, Lamoure G, Malakooti A, Couasnon L, 2021. Final Evaluation of the Assistance to migrants: Route-based Approach (AMiRA) programme
- Collyer, M., de Haas, H., 2012. Developing dynamic categorisations of transit migration: Categorisations of Transit Migration. Popul. Space Place 18, 468–481. <https://doi.org/10.1002/psp.635>
- Croissant Rouge Mauritanien & Croix Rouge Française, 2022. Projet «Fournir une assistance humanitaire intégrée aux migrants en situation de vulnérabilité dans les villes de Nouakchott et Nouadhibou»
- Czaika, M., Reinprecht, C., 2022. Migration Drivers: Why Do People Migrate?. In: Scholten, P. (eds) Introduction to Migration Studies. IMISCOE Research Series. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-92377-8_3
- Hargrave K, Anderson K, 2021, AMiRA Programme. Migration Rapid Context Analysis
- ICAI, 2017. The effects of DFID’s cash transfer programmes on poverty and vulnerability: an impact review. Available at: <https://icai.independent.gov.uk/html-version/effects-dfids-cash-transfer-programmes-poverty-vulnerability/#section-5>
- IFRC and Croix-Rouge du Niger, 2022. Cash and Voucher Assistance in migration contexts: voices of migrants in Niger
- IFRC, 2023. About National Societies. Available at: <https://www.ifrc.org/who-we-are/international-red-cross-and-red-crescent-movement/about-national-societies>
- ISS, 2022. “What caused the coup in Burkina Faso?”, available at: <https://issafrica.org/iss-today/what-caused-the-coup-in-burkina-faso>
- Jeong, D., Trako, I. 2022. Cash and In-Kind Transfers in Humanitarian Settings: A Review of Evidence and Knowledge Gaps. Policy Research Working Paper;10026. World Bank, Washington, DC.
- Kardan et al., 2010
- Landau, L. B., 2014. Conviviality, Rights, and Conflict in Africa’s Urban Estuaries. Politics & Society, 42(3), 359–380.
- ODI, 2015. State of evidence on humanitarian cash transfers Background Note for the HighLevel Panel on Humanitarian Cash Transfers
- Roelen K et al, 2017. How to Make ‘Cash Plus’ Work: Linking Cash Transfers to Services and Sectors, Innocenti Working Paper 2017-10, UNICEF Office of Research, Florence
- Samuel Hall, 2022. Evidence of impact research study: cash and voucher assistance in Niger, Mercy Corps, USAID-SCALE, available at <https://reliefweb.int/report/niger/evidence-impact-research-study-cash-and-voucher-assistance-niger-november-2022>

UN News, "UN rights chief deplores deadly use of force against protestors in Chad", October 2022. Available at: <https://news.un.org/en/story/2022/10/1129772>

UNHCR 2023. Mauritania Map: Situation of refugees and asylum-seekers as of 31st December 2022. Available at: <https://reliefweb.int/map/mauritania/mauritania-map-situation-refugees-and-asylum-seekers-31-december-2022>

UNHCR, 2022a. Burkina Faso Operational Updates. Available at: <https://reporting.unhcr.org/document/3571>

UNHCR, 2022b. The Price the World's Forcibly Displaced Could Pay. Available at: <https://reporting.unhcr.org/ukraine-situation/the-price-forcibly-displaced-could-pay>.

UNHCR, 2022c. Chad: Factsheet on refugees from Cameroon. Available at: <https://reporting.unhcr.org/document/1917>

UNHCR, 2018. Multi-Purpose Cash and Sectoral Outcomes: A Review of Evidence and Learning

UNHCR, WFP, 2022. Soutenir l'inclusion des réfugiés dans le registre social.

UN Spider. Burkinabe Council for Emergency Relief and Rehabilitation (CONASUR). Available at: <https://www.un-spider.org/burkinabe-council-emergency-relief-and-rehabilitation-conasur>

University of Arizona, 2006. Phase II Monitoring and Evaluation Project for the Tanout Cash Distribution Project.

Üstübici A et al, 2022. Comparative Experiences of Transit Migration Management, MIGNEX Background Paper. Oslo: Peace Research Institute Oslo.

World Bank. Mauritania. Available at: <https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-adaptive-social-protection-program-trust-fund/country-work/mauritania>

World Bank, WFP, 2022. Cash and In-Kind Transfers in Humanitarian Settings. A Review of Evidence and Knowledge Gaps.